

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

La chance
des quartiers

La Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans sept domaines : avenir de la planète, promotion et rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre État et Société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

L'Association de Recherche Coopérative Internationale est un organisme international et non-gouvernemental fondé par Paul-Henry Chombart de Lauwe à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Réseau d'institutions universitaires, d'organismes de développement et de chercheurs, il regroupe des associés appartenant à une quinzaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe. Ses objectifs sont de transmettre et produire des connaissances dans une perspective de comparaisons internationales et d'action collective en tant que groupe scientifique englobant la recherche liée à la pratique et à l'engagement du chercheur dans l'action. Plus spécifiquement, l'ARCI analyse l'intervention de la dynamique culturelle dans les processus de transformations sociales, économiques et techniques. Ses principaux partenaires sont la FPH, la CEE et l'UNESCO.

© FPH/ARCI 1994

SÉRIE DOSSIERS POUR UN DÉBAT – n° 31

Diffusion : Interfaces-VPC, 52 rue Madame 75006 PARIS (France)

(Voir en fin d'ouvrage la liste des "dossiers pour un débat" déjà parus.)

Fondation pour le
progrès de l'homme

FPH

38 rue Saint-Sabin
75011 Paris

Association de Recherche
Coopérative Internationale

ARCI

1 rue du 11 novembre
92120 Montrouge

LA CHANCE DES QUARTIERS

**Changement social et dynamique culturelle
en milieu urbain**

Mémoire de la
Rencontre de Saint-Sabin
Lausanne
10, 11 et 12 mars 1993

RÉCITS ET TÉMOIGNAGES DES ACTEURS

présentés par
Yves PEDRAZZINI
Pierre ROSSEL et
Michel BASSAND

**Institut de Recherche sur l'Environnement Construit
Département d'Architecture
École Polytechnique Fédérale de Lausanne**

SOMMAIRE

Introduction	9
Première partie	
RÉCITS SUR LE CHANGEMENT SOCIAL ET LA DYNAMIQUE CULTURELLE :	
EXPÉRIENCES EN MILIEU URBAIN	21
Récits et témoignages :	
1. H. M. Cidade Moura, Lisbonne	23
2. Katharine Coit, Paris	30
3. Ariane El Omeri, Lives-Sur-Meuse	35
4. Nicole Lilti, Metz	45
5. Y. Mignot-Lefèbvre, Roubaix.....	52
6. K. Nielsen, Lausanne	61
7. Cesare Ottolini, Padoue.....	67
8. R. Pagani et N. Valiquer, Genève	77
9. M. Viche, Valencia	82
10. Leila Wolf, Paris	88
Seconde partie	
CHANGEMENT SOCIAL ET DYNAMIQUE CULTURELLE :	
UNE THÉORIE, DES HYPOTHÈSES ET LA FAÇON DE S'EN SERVIR EN MILIEU URBAIN	97
1. La dynamique culturelle et les transformations sociales selon P.- H. Chombart de Lauwe et l'ARCI	99
2. Le quartier et la ville : changements et inégalités en milieu urbain	112
3. De la singularité et des limites "locales" de la dynamique culturelle	120
Pistes et recommandations	133
Bibliographie	139
Quelques ouvrages pour poursuivre la réflexion	141
Bibliographie urbaine générale.....	145
Quelques thèses de membres de l'ARCI	151
Annexes	153
Programme de la rencontre	155
Liste des participants.....	157

La chance des quartiers

Le monde change-t-il ? La société se transforme-t-elle ou ne fait-on que répéter inlassablement quelques gestes primordiaux ? Les temps ne sont-ils vraiment plus les mêmes ? N'est-ce pas plutôt que les promesses de l'aube s'abîment dans le triste fonctionnement de nos journées ? Et si l'on oublie l'éternelle répétition de la vie, quelle est la part que les hommes peuvent prendre au bouleversement du cours des jours ? Faut-il que l'homme ait une mémoire courte pour penser que demain sera fait différemment d'aujourd'hui. Ou alors, c'est qu'il a fait, un jour de paradis terrestre et de fourmis dans les jambes, le pari sur le bonheur à venir, et qu'il a commencé alors à compter les jours. Vivons-nous donc aujourd'hui des temps difficiles pour avoir voulu nous interroger sur la non-permanence des choses ?... Qu'avions-nous besoin, après tout, de rompre l'immuable cycle des saisons pour nous précipiter dans l'Histoire ! Maintenant, il est trop tard pour revenir en arrière, et c'est notre tâche quotidienne d'être vivants ainsi *précipités* que de questionner le changement, les transformations des gens, des espaces et des idées, pour nous prouver que nous sommes toujours en vie et que nous avons eu raison de bouger, de suivre la mode...

Les sociologues sont eux aussi victimes de ce double malheur, celle de notre chute dans le temps et celle de notre progressif enlèvement dans la répétition, la lenteur, la fortification des structures, la pétrification des modèles. Il nous faut donc savoir que si nous étudions le changement ce n'est pas par ignorance de l'ordre et des organisations : nous savons le changement et le fonctionnement liés comme ying et yang, l'un n'est rien sans l'autre. Mais à une époque – un temps – et en un lieu – l'Europe – où semble se glacer le vent de l'Histoire, nous choisissons le souffle chaud du mouvement, nous étudions le changement.

Et alors, disons-nous, ce changement, peut-on espérer avoir le moindre contrôle sur lui ou devons-nous nous résoudre à être menés par lui, à bon port ou au vent mauvais ? La question qui nous brûle les lèvres, notre vie durant, est bien celle-ci : le changement que l'on constate, a-t-il une néces-

sité ou n'est-il que hasard ? peut-on le comprendre, le maîtriser, le dicter, l'influencer ?...

Ces "révolutions minuscules" et ses révolutions coperniciennes, ces petits moments ou ces grands jours qui changent notre monde, on voudrait parfois être sûr qu'ils sont le produit d'un complot contre l'ordre immuable des saisons, qu'ils ne sont pas dus à l'erreur de calcul ou à l'inattention d'un Dieu oublié des hommes. Ces changements, remarquables ou imperceptibles, que l'on constate souvent distraitement, on voudrait quand même savoir s'ils sont le fruit d'une décision, de la volonté humaine, ou si ce n'est que l'insoutenable légèreté des coïncidences qui fait pencher la balance des destins.

S'il nous arrive alors de penser le changement comme volonté de l'homme (en nous demandant "comment ça s'est transformé") et de refuser son caractère fortuit (en ne faisant que constater: "tiens, ça a changé"...), nous aurons donc choisi de croire que les acteurs sociaux ont réellement la possibilité de transformer la société. Nous aurons ainsi opté pour une sociologie de l'action, et une conception dynamique de la culture. La société change, dirons-nous, et ce sont autant les hommes que le mouvement des planètes qui font que le monde bouge, les unes faisant que la terre tourne, les autres, plus modestement, ayant nommé l'axe sur laquelle elle tourne...

Est-ce justement le signe que les temps changent ou la nostalgie d'hommes déboussolés, à la mémoire enfuie ou ensevelie dans les caves des bibliothèques et des cinémathèques, qui fait qu'aujourd'hui on n'est plus certain qu'il faille essayer, une fois encore, de changer la vie ? Il y a toujours deux regards sur les choses, celui des gens qui les voient changer, depuis l'endroit où ils sont assis, et celui des gens qui les font changer. C'est bien sûr une question de croyance avant tout: il faut croire à nos chances, surtout quand tout va mal. Il nous faut, plus que jamais, croire à la volonté et aux chances des acteurs, se donner les moyens d'observer la manière dont certains savent saisir leur chance, et, jour après jour, compter les points gagnants.

Mais qu'on en soit l'analyste ou le préparateur, on doit se demander quelle intervention est encore possible (désenchaîner Prométhée, lui libérer au moins une main, non pas pour qu'il puisse chasser le vautour qui lui dévore le foie – c'est-à-dire la bile, la mélancolie – mais pour qu'il puisse écrire et témoigner de sa tentative, et que l'on sache qu'il a essayé de changer l'ordre du monde). L'observation, indispensable, ne suffit plus :

il faut chercher non seulement dans l'espace construit la trace de ce qui a changé, mais proposer un espace où de nouvelles traces pourront trouver à s'inscrire, et favoriser la tâche de ceux qui voudront les y inscrire.

Pourtant, si les traces du changement, les transformations, sont visibles dans l'espace, il est souvent plus difficile de repérer – dès lors de préparer – les modifications du social, sachant cependant à quel point les aspects psychosociologiques, les modifications des besoins, intérêts, aspirations ne sont pas sans influence sur les transformations réelles. L'analyse doit aussi porter sur ce lien-là, entre l'espace physique et l'espace social (ou psychosocial) de la ville.

Les histoires du changement

Les sociétés, comme les individus, ont de tout temps été préoccupées par leur avenir, et par tout ce qui, dans l'avenir, pouvait marquer un changement dans leur état, autant pour se donner l'espoir d'une amélioration que pour craindre le pire (qui est, on le sait, toujours à venir!...). C'est donc depuis toujours que les collectivités s'interrogent sur ceux qui sauront les faire changer, dieux, héros, militaires, leaders tiers-mondistes, artistes d'avant-garde ou syndicalistes, suivant l'histoire et les croyances de chaque peuple, et aujourd'hui plus que jamais, au sein d'une société qui a passé en moins de vingt ans de l'arrogance des certitudes au doute le plus global – au point d'en arriver désormais à n'être même plus certain de notre réalité, devenue toujours plus *virtuelle*¹.

On trouve par suite de nombreuses "théories du changement", mais trois options principales subsistent finalement. On peut :

1. Constater le changement.
2. Préparer le changement.
3. En faire l'analyse – en terme de "dynamique culturelle", notamment.

Si nous essayons de faire une petite histoire sociale du changement, nous considérerons tout d'abord ce qui est, pour les chercheurs en sciences sociales, la vision "classique", celle que relate le sociologue Guy Rocher, qui a proposé certaines "lois", croyant peut-être ainsi exorciser la grande incertitude des lendemains qui hurlent plus souvent qu'ils ne chantent. Ses propositions – plus qu'une recette de la façon dont on repère un changement – nous permettent une première approche du "changement social".

"La société est histoire. Elle est constamment engagée dans un mouvement historique, dans une transformation d'elle-même, de ses membres, de

¹ Et aussi : "chaotique", "post-moderne", "néo-libérale", "intégriste", "barbare", "informationnelle", etc., sans compter "la crise des valeurs" et "le malaise des banlieues"...

son milieu, des autres sociétés avec lesquelles elle est en rapport. Elle suscite, subit ou accueille sans cesse des forces, externes ou internes, qui modifient sa nature, son orientation, sa destinée. Que ce soit de manière brusque, lente ou imperceptible, toute société connaît chaque jour des changements, qui sont plus ou moins en harmonie avec son passé et suivent un dessein ou un projet plus ou moins explicite.

La société n'est donc pas seulement action sociale d'une pluralité de personnes ; elle ne se réduit pas non plus à une forme ou l'autre d'organisation sociale. Elle est aussi mouvement et changement d'une collectivité à travers le temps" (G. Rocher, 1992, p. 379).

Quand, vers la fin des années 40, le monde reprit sa course sur un mode plus civique (c'est-à-dire en gérant les conflits de manière moins militaire, sinon plus civilisée...), les sciences sociales qui jusque-là s'étaient beaucoup préoccupées de rendre compte de l'état des choses, se mirent à penser à leur devenir. On avait bien vu que même les systèmes sociaux aussi importants que les nations n'étaient pas à l'abri d'un changement global et radical. C'était en soi une petite révolution de la pensée, même si d'autres avant cela s'étaient activés à comprendre le caractère fugace de la vie et de la réalité (Héraclite, Kant, Nietzsche, Marx...). Dès lors, le thème du changement devint l'un des thèmes majeurs de la sociologie, au même titre que l'action et l'organisation sociales.

"La société est histoire. Elle est constamment engagée dans un mouvement historique, dans une transformation d'elle-même, de ses membres, de son milieu, des autres sociétés avec lesquelles elle est en rapport. Elle suscite, subit ou accueille sans cesse des forces, externes ou internes, qui modifient sa nature, son orientation, sa destinée. Que ce soit de manière brusque, lente ou imperceptible, toute société connaît chaque jour des changements, qui sont plus ou moins en harmonie avec son passé et suivent un dessein ou un projet plus ou moins explicite.

La société n'est donc pas seulement action sociale d'une pluralité de personnes ; elle ne se réduit pas non plus à une forme ou l'autre d'organisation sociale. Elle est aussi mouvement et changement d'une collectivité à travers le temps" (G. Rocher, 1992, p. 379).

Quand vers la fin des années 40, le monde reprit sa course sur un mode plus civique (c'est-à-dire en gérant les conflits de manière moins militaire, sinon plus civilisée...), les sciences sociales qui jusque là s'étaient beaucoup préoccupées de rendre compte de l'état des choses, se mirent à

penser à leur devenir. On avait bien vu que même les systèmes sociaux aussi importants que les nations n'étaient pas à l'abri d'un changement global et radical. C'était en soi une petite révolution de la pensée, même si d'autres avant cela s'étaient activés à comprendre le caractère fugace de la vie et de la réalité (Héraclite, Kant, Nietzsche, Marx...). Dès lors, le thème du changement devint l'un des thèmes majeurs de la sociologie, au même titre que l'action et l'organisation sociales.

Mais tout changement n'est pas un changement *social*. Que faut-il pour qu'il le soit, et qu'il ne s'agisse pas que de la modification d'une structure, voire un simple événement survenu dans la routine des jours, une rature, un échec, une perturbation dans le programme prévu, une alternance de pouvoir, le remplacement d'un acteur par un autre, meilleur ou moins bon, une perte d'équilibre momentanée, mais ni une révolution, ni un chaos, ni même une restructuration? Essayons, en suivant Guy Rocher, de préciser ce qu'est le changement social², ou ce que théoriquement, il pourrait être - "doit être", ainsi que le propose Rocher.

"Tout d'abord, le changement social est nécessairement un phénomène collectif". Déception à prévoir pour les aventuriers et individualistes, qui pensent pouvoir changer la face de la terre par un violent discours ou un bâton de dynamite bien placé!...

"En second lieu, un changement social doit être un changement de structure, c'est-à-dire qu'on doit pouvoir observer une modification de l'organisation sociale dans sa totalité ou dans certaines de ses composantes", c'est-à-dire une transformation importante de son fonctionnement. Mais il est possible que cette modification ne soit pas évidente, et nécessite une longue et minutieuse observation de la part du chercheur. Tout changement social n'est pas forcément très visuel, et il est même parfois "invisible" durant un certain temps, avant de se donner à voir, avec parfois beaucoup d'éclat (c'est le cas d'explosions sociales type Mai 68, dont les invisibles prémices datent de plusieurs années, ou de mouvements révolutionnaires ou de libération, dont l'origine peut être très ancienne, un siècle ou deux – parfois 500 ans...).

"En troisième lieu, un changement de structure suppose qu'on puisse l'identifier dans le temps (...). Quatrièmement, pour être vraiment un changement de structure, tout changement social doit faire preuve d'une certaine permanence, c'est-à-dire que les transformations observées ne doivent pas seulement être superficielles ou éphémères. Elles doivent au moins permettre de croire qu'elles dureront plus qu'une mode passagère."

²Les citations qui suivent sont toutes tirées de : G. Rocher (1992), *Introduction à la sociologie générale*, Québec, Hurtebise HMH Editions, réédition augmentée d'un ouvrage paru en 1969

C'est pour cela que l'observation doit se prolonger, sur une période suffisamment longue pour permettre de faire la différence entre une "simple" altération de la situation, conjoncturelle, accidentelle, et un véritable changement le passage d'un état ancien à un état nouveau, destiné à durer ne serait-ce qu'un temps, mais de manière significative, *nécessaire*.

"Enfin, on peut probablement résumer les quatre caractères précédents en disant que le changement social affecte le cours de l'histoire d'une société." Ce constat reste pourtant tributaire des idéologies et des pouvoirs qui sont partie prenante dans cette histoire: les uns nieront qu'il y ait eu changement pour ne reconnaître qu'une rectification mineure, les autres verront des bouleversements "historiques" là où la situation n'a fait qu'évoluer, cela en fonction des intérêts politiques des différentes factions aux prises. Se prétendre ou être reconnu agent du changement peut être un acte de domination ou de résistance, et n'est de toute manière pas sans influence sur le cours des événements et sur la réalité des changements, tant il est vrai que d'affirmer certaines choses finit par les rendre sinon vraies, du moins vraisemblables puis déterminantes, puisque le faux, comme les erreurs d'interprétation, a aussi son importance. Cela même s'il est souvent facile de vérifier les informations, et la pertinence de certains jugements.

Mais on peut étudier le changement de deux manières: premièrement, en se choisissant un "poste d'observation" fixe, permanent, afin d'évaluer, de cet endroit stable, le changement et les transformations "du dehors", en adoptant un point de vue distancié et prétendu objectif; ou alors on peut avoir envie d'étudier le changement "de l'intérieur", en participant aux transformations et en évaluant le changement du cœur du mouvement, en changeant avec lui. Malgré la plus grande prise de risques (scientifiques surtout), les chercheurs ayant participé à la Rencontre de Saint-Sabin "Dynamique culturelle et changement social" sont du deuxième type, et ont souhaité, dans la mesure du possible, faire coller au plus près leur travail de chercheur et d'observateur, et leur vie d'acteur social de l'expérience observée.

Ainsi, en juxtaposant, les remarques théoriques et méthodologiques présentées plus haut, nous pouvons définir le changement social comme étant *"toute transformation observable dans le temps, qui affecte, d'une manière qui ne soit pas provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire"*.

Bien sûr, se pose la question de l'ampleur de ce changement, et de sa prise en compte par le pouvoir et la culture dominante. Un changement peut parfaitement affecter la structure sociale d'un groupe ou d'une société dominés ou minoritaires et être occulté. Pour qu'il y "ait" changement social, nous avons l'intuition qu'il faut aussi que les acteurs du changement témoignent qu'il y ait expression de ce changement, diffusion, reconnaissance, qu'il ne soit pas tu par les autorités et par tous ceux qui auraient intérêt à faire croire que rien n'a changé, que rien ne change d'ailleurs jamais... Connaître les conditions et les facteurs de changement ne suffit pas toujours, il faut aussi pouvoir *raconter*.

C'est pour cela que la FPH a toujours tenu comme prioritaire de promouvoir l'expression des minorités, des dominés, et la promotion des initiatives novatrices des groupes en lutte contre l'immobilisme, politique ou culturel. Deux des thèmes prioritaires de recherche et d'action de la Fondation sont directement liés avec les questions de dynamique culturelle et de changement social : promotion et rencontre des cultures (programme DIV), et plus étroitement associé à l'organisation de cette rencontre, innovation et mutations sociales (programme INO). Rappelons brièvement les idées forces de ces deux programmes. Le premier cherche à faire admettre "un monde de diversité", "faire entendre les voix du silence", "saluer les métissages", et "reconnaître, situer et confronter les savoirs. Les intentions du second programme illustrent parfaitement l'esprit de la rencontre de Lausanne : "Aider les milieux militants et professionnels à mieux capitaliser et échanger leurs expériences ; enrichir collectivement notre compréhension des processus d'émergence et de diffusion de l'innovation, et tenter de décloisonner l'univers trop confiné et techniciste de la coopération Nord-Sud" – étant entendu qu'à l'intérieur des pays d'Europe, dans les grandes villes, on a aussi affaire à des rapports de domination de type Nord-Sud. Quatre questions sont dès lors primordiales : "les processus de médiation, le contrôle social de l'innovation, la compréhension des processus de changement dans notre société et la formation des cadres". La dynamique culturelle et le changement social sont des thèmes qu'il nous faut aussi aborder par le biais de ces questions. Enfin, aucune action ne serait envisageable s'il n'y avait partage de quelques convictions essentielles :

- 1 Toute innovation n'est pas nécessairement bonne.
2. Il n'y a pas de véritable démocratie sans maîtrise réelle des choix technologiques.
3. Il n'existe pas un modèle unique et automatique de progrès technique.
4. Il faut soutenir en priorité l'innovation là où elle est indispensable à la survie.

5. Aider c'est ouvrir l'éventail des réponses possibles.
6. On ne comprend bien l'innovation qu'en la pratiquant.
7. Chaque société doit inventer des mécanismes de médiation efficaces entre les savoirs, les savoir-faire et les innovations.

D'autres thèmes prioritaires de la FPH coïncident également avec les préoccupations de la rencontre : État et société (ETA), Lutte contre l'exclusion sociale (LEX). Les questions pouvant intéresser acteurs et observateurs du changement et les membres de la FPH ne manquaient donc pas. Dans cette perspective, les rencontres de Saint-Sabin constituent très certainement la meilleure façon de laisser les acteurs s'exprimer sur la réalité des changements qu'ils pensent avoir réalisés ou observés.

C'est ainsi que les 10, 11 et 12 mars 1993, sous l'égide de la FPH et de l'ARCI, un groupe d'une vingtaine de personnes, praticiens et chercheurs, s'est réuni à Lausanne dans les locaux de l'Institut de recherche sur l'environnement construit (IREC) de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, afin de plancher sur les notions de changement social et de dynamique culturelle. Dans l'intitulé de la rencontre, les "quartiers populaires" avaient été mis en avant, pour être sûr que l'échange porterait sur une réalité concrète et cruciale. Mais l'objet était bien de rendre compte des transformations sociales, à partir des hypothèses sur la "dynamique culturelle".

La rencontre de Lausanne avait ainsi été organisée dans un double but : tout d'abord, grâce au témoignage d'une dizaine d'acteurs du changement au quotidien, chercheurs ou pas, présenter quelques histoires de vie collective contenant ou ayant contenu du changement social ; ensuite, en confrontant ces expériences, proposer une méthodologie et une théorie du changement pouvant permettre à ces acteurs et à de nouveaux acteurs confrontés à des situations semblables d'analyser la réalité en termes dynamiques et au moyen d'une série d'outils analytiques et pratiques leur permettre de préparer ce changement et de favoriser les transformations souhaitables. Toute analyse de la réalité nécessite une observation prolongée et une bonne connaissance des lieux, des gens et des enjeux ayant joué un rôle dans les transformations profondes ou éphémères apportées à cette réalité. C'est pourquoi, la rencontre commença par le récit-témoignage de tous les acteurs présents, dont nous présentons ici les versions "revisitées" par leurs auteurs à la suite de la rencontre, au bénéfice des discussions qui ont suivi leur présentation, et de l'effort de synthèse final³.

Les participants à la réunion de Lausanne conviendront certainement que les rencontres de St-Sabin représentent aussi un climat et une méthode : climat d'échange sans fioritures inutiles ni effets de manches spécialisés, et méthode de travail partant du terrain, cherchant des principes-guides et retournant au terrain pour mieux progresser dans l'action.

Dix "récits-témoignages" étaient au programme, avec des séances de questions-réponses suivant chaque groupe d'interventions (deux ou trois selon les cas), une synthèse intermédiaire et un re-questionnement final des intervenants. Les récits-témoignages relataient des expériences de terrain dans diverses villes de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, du Portugal et de Suisse.

Les dix récits-témoignages composant la première partie du programme, avec leurs intervenants et leurs terrains, étaient les suivants (dans l'ordre de présentation) :

1. Yvonne Mignot-Lefèbvre : *l'histoire du mouvement de l'Alma-Gare à Roubaix.*
2. Rémi Pagani et Nicole Valiquer : *les luttes pour le quartier des Grottes à Genève et leurs conséquences.*
3. Katharine Coit : *les luttes de la ZAC Guillemot à Paris (XIV^e arrondissement) contre le plan de rénovation.*
4. Leila Wolf : *les difficultés d'application de la procédure DSQ de Draveil (Essonne), dans la banlieue sud de Paris.*
5. Ariane El Omeri : *le mouvement des habitants de la cité du Coq, à Mons en Belgique.*
6. Nicole Lilti : *le projet DSQ de la ZUP de Borny, dans l'agglomération de Metz.*
7. Cesare Ottolini : *le mouvement des centres autogérés en Italie, avec quelques cas concrets dans la région de Turin.*
8. Helena Maria Cidade Moura : *trois histoires de marginalisation, au Portugal et au Brésil.*
9. Kaj Nielsen : *les initiatives innovantes d'un centre de loisirs dans un quartier populaire du nord de Lausanne.*
10. Mario Viché : *les projets d'animation urbaine d'Alcoi près de Valence, en Espagne.*

Enfin soulignons que Maurice Cosandey, Jacques Poulet-Mathis, Joseph et Isabelle Taradellas de la FPH, Colette Berger-Forestier, Michel Bassand, Paul-Henri Chombart de Lauwe, Yves Pedrazzini, Pierre Rossel

³A l'exception des textes de Helena Maria Cidade Moura, rédigé avant la rencontre, et de ceux de Nicole Lilti et Leila Wolf, qui ne sont que la retranscription de leurs présentations. Ceci contribue peut-être à accentuer le caractère hétérogène des contributions (qui avait été souhaité par les organisateurs de la Rencontre), dont le passage à l'écrit rend parfois l'unité moins évidente.

et German Solinis de l'ARCI, ainsi que Christiane Renaud de l'IREC, ont activement participé à ces trois journées.

La subjectivité a joué un rôle important dans la rencontre : le jugement porté sur l'ensemble des données d'un terrain par l'intervenant lui-même a été formulé de façon tantôt positive, tantôt pessimiste. Une partie du travail collectif a consisté à prendre en compte puis à essayer de dépasser ces bilans émotionnels pour trouver dans tous les cas ou presque des processus innovants, des repères communs et des enseignements durables pour l'action et la réflexion.

Un des principaux clivages apparus entre les différents récits tenait au fait que l'on avait affaire à deux types de terrains très différents : d'une part, les terrains caractérisés par des mouvements spontanés et d'autre part, ceux qui font l'objet d'une incitation au changement de la part des pouvoirs publics, via certaines agences sociales spécialisées. Ces deux tendances ont leur intérêt, mais n'ont certainement pas les mêmes contraintes et surtout les mêmes temps. A plusieurs reprises, en effet, le temps s'est avéré être une donnée importante, notamment pour les terrains marqués par des initiatives imposées "d'en haut" (Nicole Lilti, Leila Wolf...). Pressions électorales, temps des mandats, ouverture des crédits, dissensions internes, font du temps, toujours trop limité, un facteur de pression constante, auquel les analystes n'échappent pas toujours.

Mais plus qu'une réunion d'"experts", la rencontre se voulait l'occasion d'une confrontation constructive entre les différents acteurs de la *dynamique culturelle* à partir des "récits-témoignages" que ceux-ci avaient présentés. Les séances furent donc lancées par la présentation d'expériences de terrain et firent une large place à la discussion entre théoriciens et faiseurs d'innovation. En prenant garde à ce que les participants ne soient ni trop fascinés ni trop mis à l'écart par "leur" terrain et sa réalité.

L'ARCI, qui, à la suite de Paul-Henri Chombart de Lauwe, fait depuis maintenant trois décennies la promotion d'une recherche engagée dans l'action (et soutenue par une pensée s'engageant à garder les pieds sur terre !), ne pouvait que se passionner pour une telle formule, qui redonne de la crédibilité aux colloques scientifiques, générateur le plus souvent d'ennui pour les participants et pour les lecteurs éventuels de ses actes... Les thèmes mêmes de "dynamique culturelle" et de "changement social" comme leur possible localisation dans les "quartiers des grandes villes d'Europe" avaient été proposés par l'ARCI à la FPH, et il ne fut pas surprenant de constater entre les deux institutions tant de points communs,

dont l'un justifiait déjà à lui seul la réunion: l'ARCI et la FPH "*recherchent dans un monde complexe les voies et les moyens d'une action collective qui prenne sens, construire ainsi ce que [Pierre Calame] appelle l'humanisme du XXI^{ème} siècle*"⁴.

L'IREC-DA de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne a, bien sûr, été enchanté de permettre la réalisation pratique de la rencontre.

⁴Lui qui n'aime pas les citations, le voilà pris au piège: Pierre Calame, *Mission possible*, Paris, Lieu Commun, FPH, coll. Passeurs de Frontières, 1993.

RÉCITS SUR LE CHANGEMENT SOCIAL ET LA DYNAMIQUE CULTURELLE

EXPÉRIENCES EN MILIEU URBAIN

(BELGIQUE, FRANCE, ESPAGNE, ITALIE, PORTUGAL ET SUISSE)

"RÉCITS-TÉMOIGNAGES"

1. **Helena Maria Cidade Moura, Lisbonne**
"Le fleuve et ses berges : trois petites histoires de marginalisation".
2. **Katharine Coit, Paris**
"Vivre dans le Quatorzième à Paris".
3. **Ariane El Omeri, Lives-Sur-Meuse**
Le changement global par le bas : pour une myriade d'actions locales - recherche-action participative à la cité du Coq.
4. **Nicole Lilti, Metz**
Activités culturelles pour enfants de milieux défavorisés à Borny (Metz).
5. **Yvonne Mignot-Lefèbvre, Paris et Roubaix**
Quartier et démocratie en France : le quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, dix ans après – Bilan d'une utopie.
6. **Kaj Nielsen, Lausanne**
Le Centre culturel de Grand-Vennes à Lausanne : le cadre d'une dynamique sociale et culturelle.
7. **Cesare Ottolini, Padova**
Les centres sociaux autogérés : en marge de la transformation urbaine ou transformation de la marginalité sociale ?
8. **Rémi Pagani et Nicole Valiquier, Genève**
Action populaire aux Grottes (APAG).
9. **Mario Viche, Valencia**
"Alcoi ville jeune" : un modèle de développement à partir de la participation des jeunes et de l'identification avec le futur de la ville.
10. **Leila Wolf, Paris**
Le rôle (limité...) de chef de projet "Développement social des quartiers" dans le processus de changement social induit par un contrat passé entre l'État et les collectivités territoriales le DSQ) : difficultés et résultats".

1. HELENA MARIA CIDADE MOURA

CIVITAS – Association pour la défense et la promotion des droits des citoyens

rua de S. Marçal 77-79, P-1200 LISBONNE

LE FLEUVE ET SES BERGES TROIS PETITES HISTOIRES DE MARGINALISATION

L'image que je propose de la marginalisation comme un processus dont la source se trouverait dans les "dépôts" d'idées, d'idéaux ou de situations inadéquates, repoussés donc par le politique, me vient d'une expérience professionnelle et personnelle. Le fleuve de la politique coule sans un regard, sans une pensée, sans assimiler les transformations engendrées par la mutation permanente des dynamismes sociaux.

Dans les projets d'intervention que j'ai connus pour y avoir travaillé et pris part, j'ai appris la force, le dynamisme et la liberté qui, dans l'espace de ces "dépôts"-là, permettent de recréer la vie, quand au sein de la marginalisation elle-même on rencontre l'assurance de "savoir ce que l'on veut", de "croire ce que l'on pense", et d'"être gratifié par ce que l'on bâtit".

Nous savons que le processus de reconstruction n'est pas aisé, que c'est aussi un chemin que l'on entame souvent tout seul, mais où, à la fin, l'on vient à rencontrer la solidarité de ses pairs.

Les réseaux de pouvoirs chargés de cette mission sont divers et sont pressentis par les populations marginalisées en tant qu'agents extérieurs parés de la force et du pouvoir institutionnels et institutionnalisés, ne procurant donc, au moins en apparence, nulle malléabilité ni terrain libre pour la compréhension, voire la négociation.

I

Prenons l'école tout d'abord, en la considérant comme agent de marginalisation, du fait qu'elle ne parvient pas à intégrer les dynamismes socio-culturels de la population qu'elle est censée desservir.

L'école est bâtie à l'intérieur d'une politique éducationnelle sans dynamisme, dépourvue d'assises dans la réalité sociale et culturelle, et imposant des hiérarchies qui ségrèguent des groupes étanches. Elle devient un outil créateur de différences sociales et culturelles spécifiques.

La fonction première de l'école serait celle de procurer l'intégration. Elle crée cependant chez soi une réalité propre, standardisée et décalée par rapport à la société réelle, en ajoutant aux différences sociales et culturelles extérieures celles qu'elle engendre en son sein.

Ainsi vit-elle à l'intérieur d'un cercle de valeurs particulières dont l'effet est celui d'enlever la cohérence aux valeurs des enfants, des enseignants et des familles. "Penser l'école" revient, pour l'élève, pour l'enseignant, pour la famille, à "penser de même que l'école", et non "penser de même que soi-même". L'école désintègre et déstructure.

L'école est, par principe, statique. Elle remplit donc son rôle et sa fonction quand elle se contente de développer chez les enfants une capacité d'assimilation et de répétition de connaissances dépourvue de toute intervention ou participation.

Des facteurs historiques et culturels ont renforcé et favorisé cette inertie des échanges entre enseignants et élèves, entre enseigner et apprendre. Quand, par contre, enseignants, élèves et familles sont interpellés et dûment appuyés, ils perçoivent de façon positive les propositions dynamiques qui engendrent des changements à l'école.

Grâce à l'ICE (*Instituto das Comunidades Educativas*) et à l'apport financier de la Fondation Van Leer, le projet ECO – école/communauté – s'est développé, tout au long de cinq années dans neuf régions du Portugal. Le point de départ du projet a été une étude dont les conclusions étaient que l'échec scolaire est plus fort chez les enfants de milieu populaire, et qu'il est principalement dû au cloisonnement de l'école vis-à-vis de la réalité sociale et du dynamisme de la communauté.

Le projet ECO a institué des équipes mixtes de parents et d'instituteurs, en vue de la création et du partage de dynamismes novateurs de travail – le fait même de travailler en équipe étant une innovation. L'école méconnaissait le dialogue avec les familles, en dehors des occasions ponctuelles de l'évaluation scolaire; les enseignants rétrécissaient – pour les enfants et pour eux-mêmes – l'espace de l'école jusqu'à ce que celle-ci se réduise à

la seule salle de classe, l'unique référence humaine proposée aux enfants n'étant plus que le seul enseignant.

Il s'agissait d'une école vivant et faisant vivre dans le cloisonnement : elle ne socialisait pas les enfants, elle n'intégrait pas les familles, et elle ne rencontrait pas la réalité en dehors de ses murs. En se plaçant en marge de la réalité, l'école renvoyait de ce fait vers la marginalité enfants et familles, qui la regardaient en tant que reflet et inducteur légitime des valeurs de la société réelle. Enfants et familles en viennent ainsi à se percevoir amoindris par rapport à la norme.

En tant que situation de marginalisation, en voilà une parmi les plus simples où il faille intervenir, très complexe cependant eu égard aux changements introduits et à leur consolidation au cours du projet.

En effet, la stratégie pour l'entrée en projet devrait se concrétiser dans des actions impliquant le tout de l'école, en intégrant les différents groupes qui y prenaient part, en vue d'initier un nouveau dialogue au sein des relations hiérarchiques et de pouvoir qui s'étaient peu à peu tissées entre eux.

Des rapports nouveaux et un nouveau regard concernant la véritable dimension de l'espace éducationnel devraient ainsi naître, en promouvant la rue, la communauté et la famille au rang de ressources dynamiques, génératrices d'intégration et de socialisation, et en leur procurant un terrain d'intervention et de participation sociale.

La force créatrice d'enseignants et d'élèves, tout autant que le dialogue partagé et actif de l'école avec la famille et avec les différents acteurs de la communauté, se sont ainsi révélés. Dans et avec la rue, dans et avec la reconstruction de traditions culturelles oubliées et délaissées, les enseignants ont trouvé la force et le sens dont ils avaient besoin pour mener à bien le changement de leurs pratiques pédagogiques, et mettre en route la construction d'une école intégrée et intégratrice, ayant conscience du fait que sa désintégration interne était facteur de marginalisation.

II

Une deuxième expérience, au Brésil cette fois, vient renforcer l'idée que les populations se livrent elles-mêmes à l'abandon quand elles se trou-

vent désintégréées de leur réalité culturelle propre, ou quand elles sont marginalisées par des facteurs extérieurs.

Un petit village, placé entre le fleuve et la mer et dont l'activité naturelle, de longue tradition, était la pêche, s'est vu découvert, envahi et occupé par des valeurs et intérêts de la classe moyenne de la grande ville. Soudain, la vie entière a été bouleversée, en vue d'accueillir et d'héberger les nouveaux venus.

Le commerce a changé: on ouvre des boîtes de nuit, des cafés, glaciers et des pizzerias; on laisse les maisons en échange d'un bon loyer et on bâtit une cabane où habiter; on délaisse la pêche pour un boulot de garçon de bar; on oublie ou tait les valeurs, les traditions et les croyances pour faire de la place à celles qui arrivent. Le bord de mer voit les bateaux et les filets de pêche remplacés par les surfs et les planches à voile, la plage est abandonnée aux vacanciers et c'est le fleuve qui abrite maintenant les marginalisés, recroquevillés sur eux-mêmes et diminués puisque leurs intérêts et besoins sont sans rapport avec la nouvelle réalité qui les a délogés.

Les baraques se multiplient, la pauvreté s'accroît, la délinquance sévit. L'abandon scolaire grandit et, avec lui, le pouvoir de l'école se réduit. On bâtit la marginalisation avec de nouvelles technologies, de nouveaux intérêts, de nouvelles valeurs. Parce qu'elle est restée différente, une population tout entière est marginalisée. Elle s'accommode cependant de cette situation car elle perçoit désormais ses propres valeurs comme des valeurs diminuées, inférieures, pas assez modernes, et produit un discours d'acceptation, de résignation, de frustration.

Il a fallu une grande mobilisation des gens pour bâtir les dynamismes capables de réinstaurer la dignité et la fierté dans la réalité culturelle. On a ainsi découvert dans l'*ancien*, un sens *nouveau* qui a permis d'inaugurer le dialogue avec la "nouvelle réalité". Des espaces et des différences culturels ont été définis, de nouveaux horizons de vie sont créés, et ont été établies des forces d'intégration.

III

Le projet auquel je prends actuellement part dans le cadre des activités de CIVITAS (Association pour la défense et la promotion des droits des citoyens), comprend les deux types de situations qui viennent d'être présentées – celle de personnes marginalisées par l'école et celle de gens mar-

ginalisés par la réalité socioculturelle – tout en dressant un tableau beaucoup plus complexe.

Le groupe dont il s'agit est une population des anciennes colonies portugaises en Afrique, qui se retrouve chez l'ancien colonisateur en situation de marginalisation politique, sociale et culturelle. Après une période de compréhension, de dialogue et de semi-intégration, elle est devenue, à cause des accords passés entre pays de la Communauté européenne, une population étrangère de par son statut, et dans bien des cas clandestine.

Cette population a doublement perdu son environnement, le social et l'institutionnel. En effet, sa marginalisation est aggravée parce que ces gens, en plus d'une forte identification avec la société portugaise due à leur séjour prolongé au Portugal, ont, du fait de la colonisation, été façonnés en référence au Portugal dans leur pays d'origine, en une expérience d'identification touchant l'imaginaire lui-même.

Le sentiment de marginalisation est si grand que même à l'intérieur du quartier, la population se divise en ethnies qui organisent le dialogue entre elles par le biais de représentants élus. Ils ont vécu et servi le Portugal et les Portugais, et aujourd'hui, du fait d'un processus historico-politique, ils se voient marginalisés par la langue, par l'administration et par les instances sociales et politiques, les mêmes structures dans lesquelles se traduisait justement naguère la présence portugaise dans leurs vies de tous les jours.

Dans une première enquête menée auprès de cette population, concernant les aspirations et les valeurs sociales, le taux de désertion scolaire autour de la quinzième année est frappant, l'école n'ayant pas les moyens de prendre en compte les intérêts et la culture de ces gens, et les besoins financiers de la famille se faisant pressants.

Il est néanmoins intéressant de constater que l'école est remplacée par un travail précaire et dépourvu de tout type de couverture sociale. Le rêve du retour à l'école est cependant visible, lié aux aspirations socioprofessionnelles, le souhait se manifestant souvent d'exercer des professions auxquelles seules les études universitaires permettent d'accéder.

Dans une enquête plus approfondie, concernant une formation professionnelle explicitement destinée à favoriser une meilleure intégration, un pourcentage significatif des demandes porte sur des cours de langues étrangères et d'informatique.

Ce genre de requête nous semble plus refléter une représentation sociale des capacités et aptitudes permettant d'accéder à la société *non marginalisée*, que révéler une véritable envie de faire face aux causes réelles de la marginalisation.

Des facteurs de désintégration, tels que les difficultés de communication ou de jouissance des droits minimaux de la citoyenneté, ne sont pas mentionnés, parce qu'ils sont un signe, peut-être trop voyant, de la coupure entre la société normale et la société marginalisée.

Une deuxième hypothèse explicative de l'omission de ces deux derniers facteurs serait qu'ils ne sont pas perçus comme déterminants, la possibilité de réalisation personnelle étant projetée vers un avenir qui sera vécu dans leurs pays d'origine.

Ainsi se peut-il que les aspirations qui caractérisent leur projet de vie concernent plutôt la participation et la contribution futures, chez eux, à l'introduction de nouvelles technologies, de nouvelles valeurs, de nouvelles dynamiques de travail.

L'état de marginalisation actuel serait, en tout cas, regardé comme une situation transitoire, en leur permettant de placer leurs aspirations dans le "nouveau" et le "différent" de la réalité qu'ils sont en train de vivre. Projetés dans un avenir somme toute imaginaire, ces aspirations pourraient néanmoins mener à l'accommodation et à l'acceptation de situations de marginalisation, en privant les gens du dynamisme dont ils auraient besoin pour les combattre.

Dans une première phase de la recherche, et d'après ce que nous avons pu percevoir pendant ces quelques mois de travail préparatoire, la stratégie d'intervention consistera dans l'offre de cours de formation dans les domaines demandés, quoiqu'enrichis par une composante qui stimule le développement des structures du langage, de la pensée et de la communication. Par là, on espère favoriser un dialogue d'une plus grande proximité, permettant de négocier des formes nouvelles et adéquates d'intervention.

IV

Les petites histoires que nous venons de raconter permettent de mettre en relief quelques-uns parmi les facteurs d'exclusion qui déterminent la marginalisation des populations.

Nous constatons en général, de la part de ces populations, une acceptation du sentiment d'infériorité imposé par l'invasion de nouvelles valeurs, par le rétrécissement ou l'enlèvement des droits civiques, voire par la désintégration de tout un système socio-politique. Nous oserions dire que le système politique et social dominant en vient à imposer un sentiment d'automarginalisation, seul moyen de se défendre contre la difficulté de faire face ou même de dénoncer cette marginalisation.

Ces expériences relèvent cependant de processus et de procédés thérapeutiques. Même si la "cure" n'est pas totale, la possibilité est du moins créée de retrouver une voie de sortie pour soi et par soi-même, et de partage avec les autres, en même temps que de redécouverte des forces et du sens du changement.

Enfin, on ajoutera que les projets de travail dont le modèle d'intervention prend comme point de départ les dynamismes créateurs d'espaces de croissance et de valorisation, engendrent – parce qu'ils sont centrés sur la réalité socioculturelle des agents/destinataires eux-mêmes – des facteurs qui combattent la marginalisation.

En fait, l'intervention ainsi définie, plutôt que de combattre qui ou quoi que ce soit, crée une alternative positive au sentiment de marginalisation, en ce sens qu'elle engendre des situations nouvelles. Ceci est vrai jusqu'en ce qui concerne les structures socio-politiques, parce qu'un nouveau sentiment et une nouvelle réalité socioculturelle prennent corps, même si la durée nécessaire à un changement est plus ou moins longue.

2. KATHARINE COIT

42, rue du Moulin Vert 75014 Paris

VIVRE DANS LE XIV^e A PARIS

L'histoire de l'association de quartier *Vivre dans le XIV^e* – ou *VDL 14* comme on l'a appelée – est celle de la lutte des habitants de la ZAC⁵ Guillemillot contre un projet de rénovation urbaine qui devait démolir tout le quartier, c'est-à-dire plus de 500 immeubles, déracinant ainsi toute la population afin de construire un quartier moderne. C'était un projet dans lequel la Ville, avec financement de l'État, devait s'associer avec des promoteurs privés dans une société d'économie mixte, la SEMIREP, pour pouvoir procéder à l'expropriation et à la démolition de ces 500 immeubles. Une fois libre, le terrain devait être vendu à des promoteurs privés (pour lesquels l'intérêt de ce projet était évident) et pour un certain pourcentage à des sociétés HLM. La population du quartier devait, en principe, être relogée dans des HLM du XIV^e, mais les loyers des ces HLM étaient nettement plus élevés que les loyers pratiqués dans le quartier. Quant aux propriétaires de petits appartements, la SEMIREP leur offrait des compensations financières dérisoires.

Vivre dans le XIV^e a été fondée pour "restituer aux habitants le droit à la définition de leur cadre de vie" et pour "permettre une prise de conscience de l'avenir qui leur est imposé... qui doit conduire à des actions concrètes et efficaces"⁶. Il s'agit donc d'un effort pour donner une voix à la revendication de la population, une action "ascendante" qui essaya de transformer une initiative "descendante".

Formes de changement

Le changement social dans ce contexte existe à deux niveaux très différents ; il y a le changement physique et social de la ZAC, de quartier populaire en quartier "moderne" rénové, mais on peut aussi parler d'un changement des relations quartier-ville et d'un changement dans l'attitude de la population vis-à-vis de l'autorité.

Entre 1974 et 1992, cette rénovation a transformé d'une façon radicale le quartier. Cependant le projet originel de la Ville a dû être modifié à plu-

⁵ "Zone d'action concertée".

⁶ Extraits du document présentant VDL 14.

sieurs reprises et cela en grande partie à cause des actions des habitants. C'est surtout la **dynamique culturelle** qui réussit à transformer le premier projet de la Ville, celui qui nous intéresse ici. Cette lutte menée par VDL 14 avec les habitants a eu aussi un impact sur leur vie, leur attitude de citoyens et leur approche des instances de pouvoir. Les membres de VDL 14 pouvaient constater que, malgré le refus de la Ville de les accepter comme partenaires, leur hostilité au projet a eu son effet. L'autoroute urbaine longeant le quartier, qui devait se faire en même temps que la rénovation, a été remplacée par une piste cyclable et un parc ; une soixantaine d'immeubles a été conservée et réhabilitée ; la hauteur maximale des immeubles a été réduite à six étages ; le tracé des rues n'a pas été modifié comme prévu. Très important sur le plan humain, les habitants expulsés étaient soutenus par les militants de VDL 14 dans leurs demandes de relogement ou d'indemnisation corrects. En refusant les premières offres de la SEMIREP, ils ont obtenu des résultats très supérieurs aux résultats de ceux qui partaient sans résistance.

Les acteurs

Les acteurs étaient surtout les habitants du quartier qui militaient dans VDL 14 et les comités de rue et qui refusaient d'être expulsés sans résister. Ils soutenaient toutes les actions : pétitions, manifestations, fêtes. L'association avait été fondée par des gens habitant en dehors du quartier, qui militaient pour les droits des immigrés. Ceux-ci, en forte proportion dans le quartier, auraient été les premières victimes de cette rénovation, car ils vivaient dans des hôtels meublés ou en location avec des baux précaires. Le rôle des premiers militants fut d'avertir les gens du quartier du projet de rénovation. Ils commencèrent, avec le concours de quelques étudiants, une enquête sur les conditions de logement et les besoins des habitants du quartier ; ils constituèrent un dossier sur la rénovation, et ils organisèrent une réunion publique, à laquelle assistèrent une cinquantaine de gens du quartier, dont vingt devinrent membres de l'association. Et peu à peu, les premiers militants ont été remplacés par des habitants du quartier.

Par ailleurs, il y avait parmi les acteurs des architectes, des urbanistes et des sociologues, qui n'habitaient pas le quartier mais qui furent intéressés par cette lutte et militèrent avec VDL 14 et les habitants associés. Qui plus est, des jeunes gens de tous milieux en quête de logement ont squatté les maisons vides du quartier. Cette action allait dans le même sens que celle de VDL 14, car elle contribua à empêcher que ces maisons soient démolies. Le plus important "squat", le "Moulin des Trois Cornets" aux 4 et 6 rue Raymond Losserand, eut à ses débuts le soutien des derniers

locataires et des voisins, qui voulaient préserver cet ensemble d'immeubles. Il a abrité jusqu'à 100 personnes, et se voulait un lieu ouvert ; il avait comme objectif la recherche d'un nouveau mode de vie. Il y avait un restaurant "alternatif", un hôtel gratuit l'été pour les gens de passage, des cours de yoga, etc. Malheureusement des dealers se sont emparés peu à peu du lieu et l'ont transformé en un ghetto de la drogue.

Du côté des autorités, l'acteur principal était la SEMIREP, dont les agents avaient comme rôle d'expulser les habitants à moindres frais. Un incident nous indique bien l'attitude de ces agents. Le directeur, croyant qu'il s'agissait d'un squat, entra un jour dans un appartement qui était loué légalement à la Ville de Paris, et détruisit tout ce qui s'y trouvait.

Ni la Ville, ni la SEMIREP n'ont voulu reconnaître la légitimité de l'association VDL 14. Cependant, peu à peu le projet a évolué dans le sens réclamé par les habitants. Pour se défendre contre cette rénovation "table rase", il a fallu connaître les lois en la matière, étudier plus spécialement celles qui concernaient la rénovation. Il fallut aussi faire un travail d'urbaniste, d'architecte et de sociologue :

1. pour définir et défendre les priorités des habitants, de façon à les faire accepter par les techniciens de la SEMIREP et les membres du Conseil municipal ;
2. pour montrer que les immeubles étaient en bon état et pouvaient être réhabilités à un coût moins élevé que celui d'une nouvelle construction ;
3. pour souligner les problèmes sociaux causés par la rénovation.

Pour cela les militants de VDL 14 se formèrent et se firent aider par des étudiants et des professionnels bénévoles, qui créèrent l'Atelier Populaire du XIV^e (APU 14).

Comme cela arrive souvent l'association dépendait beaucoup du travail d'un petit noyau de membres, qui sont devenus des experts. Pour avoir un contact avec les habitants, le noyau central a eu l'idée de créer des "comités de rue", regroupant ainsi des voisins pour faire passer les informations et décider des actions. Ces comités répondaient mieux à la disponibilité de la plupart des habitants et ils étaient sans doute moins intimidants pour des gens qui n'avaient pas l'habitude de militer. Ces comités de rue étaient la preuve que VDL 14 était soutenue par un grand nombre d'habitants.

Un "processus-leurre"

Une des actions de l'APU 14, un concours pour un projet alternatif, n'a pas eu par contre autant de succès. L'idée du concours était que, puisque le projet de la Ville était le "fait du Prince", on devait trouver des alternatives à la quasi-destruction du quartier, en prenant en considération les besoins et désirs des habitants. Le concours devait montrer aux autorités que la seule façon de procéder était de commencer avec ce qui existait, en offrant aux usagers la possibilité d'intervenir.

Malheureusement, ce concours n'est pas allé assez loin en matière de participation, car, malgré l'existence d'un programme qui donnait l'orientation d'un urbanisme prenant en considération les critères établis par VDL 14, il n'a pas développé un processus qui permît aux habitants de s'exprimer. Les étudiants qui préparaient le concours n'eurent ainsi pas beaucoup de contacts avec les habitants. Le jour où eut lieu le jugement du concours, les gens du quartier eurent du mal à comprendre les plans exposés. On pouvait donc se demander comment ces projets, conçus sans la participation des habitants, pouvaient être considérés comme légitimes. Ils émanaient de professionnels qui pour la plupart se mettaient à la place des gens pour dessiner un quartier *pour* eux et non *avec* eux. On n'avait pas cherché suffisamment la meilleure façon de permettre un dialogue entre techniciens et habitants. L'APU 14 n'a pas compris comment rendre légitime leur projet, ni ne s'est rendu compte que sans le soutien massif du quartier, leur projets étaient aussi d'une certaine façon "le fait du Prince". On peut dire que ce concours alternatif était un "processus-leurre", car il n'a pas transformé les relations habitants-professionnels.

La transférabilité

Des luttes de ce type surgissent souvent quand les décideurs imposent une transformation radicale qui déchire le tissu humain d'une ville, sans concertation avec la population. Les techniques apprises dans une lutte par ceux qui participaient, pourraient être utilisées ailleurs. Parmi les stratégies développées dans cette lutte, la décentralisation de l'association en comité de rue ou d'immeuble est l'une de celles qui pourraient être utilisées dans d'autres situations. C'est une bonne façon d'intégrer ceux qui sont trop occupés ou trop timides pour militer dans l'association de quartier.

Une autre stratégie utilisée par VDL 14, était un référendum de quartier, en vue de demander aux habitants s'ils étaient pour ou contre l'auto-

route qui devait longer la ZAC. Malheureusement, les enseignements qu'on peut en tirer restent souvent dans un cercle restreint. Il n'y a pas assez d'écoles où ce type de formation peut être suivie. Pour illustrer ce manque de communication, il suffit de regarder la lutte de "La Moskowa". En 1992, ce quartier au nord de Paris était confronté à un autre projet de rénovation, très semblable à celui de la ZAC Guilleminot. La population lutta avec acharnement contre le projet, sans avoir connaissance des leçons tirées de la lutte de VDL 14.

Le niveau "macro"

La rénovation urbaine voulue par la Ville est un exemple classique d'une rénovation qui :

1. exclut les classes populaires,
2. refuse toute concertation avec les habitants,
3. "modernise" en démolissant tout ce qui se trouve sur son terrain, sans considérations sociales, culturelles, historiques ou esthétiques.

C'est une rénovation qui sert les intérêts d'un groupe de citoyens aux dépens des autres. La réponse de VDL 14 est aussi un exemple classique d'une lutte pour faire prévaloir les revendications des gens concernés qui :

1. refusent de se faire chasser de leur quartier ;
2. demandent, comme un droit, que leurs idées concernant la rénovation soit écoutées ;
3. refusent que les projets urbains soient guidés uniquement par des intérêts économiques.

Au niveau macro, il faut espérer que, plus il y a d'actions comme celle de VDL 14 qui réussissent, moins les autorités s'embarqueront dans ce type de projet...

3. ARIANE EL OMERI

GRAP – Groupe de Recherche-Action Participative

Lives-Sur-Meuse (Belgique)

LE CHANGEMENT GLOBAL PAR LE BAS: POUR UNE MYRIADE D’ACTIONS LOCALES

Recherche-action participative à la cité du Coq

Description de la situation

Le Borinage est une région minière, qui a connu le déclin de cette industrie ; depuis 1959, toutes les mines sont fermées.

Les premières constructions de cette cité (remontant à la fin de la Seconde guerre mondiale) n’étaient pas tellement différentes des corons, ces petites maisons avec lopin de terre, qui font partie de la culture populaire boraine.

Au fur et à mesure que la cité s’est étendue, les constructions ont gagné en hauteur (blocs de trois-quatre étages) pour aboutir à deux tours en 1977. Hautes de 12 niveaux et dominant la localité, elles datent d’une époque où ce type de construction était en vogue et où on recherchait le moindre coût au mètre carré au sol.

On y a logé des familles en difficulté et des "cas sociaux". Le tissu social de cette cité s’est désintégré :

- problèmes financiers,
- conflits et tensions interpersonnels et entre sous-groupes (classes d’âges, etc.),
- petite délinquance, drogue, alcoolisme, insécurité,
- squatters et jeunes en révolte,
- dégradation du bâti.

Après quelques vaines tentatives, on a fait appel à nous pour mener une recherche-action participative, ayant pour objectif la reconstruction du tissu social du quartier et, au-delà, sa réinsertion dans un environnement plus large.

"On" a fait appel au GRAP... Qui est ce "on" ?

Un groupe porteur qui comprend des représentants de diverses institutions :

- La SORELOBO (Société régionale de logement à bon marché).
- Le CPAS (Centre public d'aide sociale).
- L'Echevinat de la Jeunesse et de la famille de Mons.
- La "Rencontre" : association qui travaille en milieu ouvert à Mons.
- Chantecler : association de la Maison des jeunes à la cité du Coq.
- La FNHC (Fédération nationale des habitants de cité).
- La police de la ville de Mons.
- Le CAAJ (Conseil d'arrondissement d'aide à la jeunesse).

Les objectifs explicites de ce groupe porteur étaient de rendre la cité du Coq plus sûre :

- assurer la sécurité des gens,
- lutter contre la drogue,
- créer un meilleur climat.

Sous ces objectifs explicites, certains plaçaient des objectifs implicites divers :

- Chantecler et Rencontre espéraient un développement mené avec les habitants.
- La SORELOBO visait essentiellement la maintenance du bâti et l'assurance de rentabiliser l'investissement par les loyers et l'occupation optimale.
- La Ville de Mons visait la sécurité publique.

Le GRAP a expliqué sa méthodologie et a proposé des objectifs : partir des outils culturels des habitants pour construire un tissu social qui leur convienne et susciter ensuite un développement communautaire intégré, ce qui aurait comme conséquence, outre de rencontrer les objectifs explicites acceptés partout, de rencontrer aussi des objectifs implicites divers : assurer la sécurité publique et la maintenance du bâti.

Ces objectifs explicites et implicites, le travail du GRAP pouvait donc les rencontrer dans le cadre de sa stratégie globale. Par contre, pour certains pouvoirs politiques, les objectifs implicites cités avaient infiniment plus d'importance que l'objectif explicite central. A la limite, la reconstruction du tissu social déchiré, et le développement communautaire ne les intéressait pas vraiment. Le leurre, c'était de laisser dire qu'on allait vers cet objectif-là, tout en freinant toute initiative orientée dans ce sens. Un

exemple concret illustre ce propos. Il concerne une séquence des travaux de maintenance des bâtiments.

L'enjeu était :

- soit dans la décision arbitraire du propriétaire qui ne tient pas compte des données du terrain,
- soit le souhait des habitants pour assurer leur propre sécurité et qui suppose une suite d'opérations matérielles dans un ordre déterminé (par exemple, une erreur de la SORELOBO a été de placer des chambranles longtemps avant de placer les portes elles-mêmes, ce qui a valu la dégradation des chambranles, rendant impossible la mise en place des portes).

Nous avons utilisé ce problème du bâti (posé en collaboration avec la FNHC) pour mener une amplification : pour défendre leur bâti, les habitants se sont structurés en comités de quartier, sont entrés en négociation avec la SORELOBO, ont fait poids pour se faire entendre et ont mené à bien cette séquence, réalisations matérielles comprises.

Sur cette base, le comité de quartier a pris conscience de ses moyens et s'est ouvert sur d'autres objectifs plus larges et plus en profondeur.

Méthodologie du GRAP

Elle implique une série d'étapes mises en enfilade, qu'on peut schématiser ainsi :

1. Monographie : elle pose trois questions essentielles :
 - a) qui ? Sociographie ;
 - b) sur quel sol ? Géographie ;
 - c) dans le cours de quelle histoire ? Historique.

La sociographie telle que nous la traitons, nous permet de repérer les différents groupes sociaux concrets qui composent le groupe humain considéré.

2. Partant de l'hypothèse selon laquelle chaque groupe social ainsi repéré est porteur d'une subculture particulière et donc d'outils pour vivre et agir, de valeurs, de projets, nous sommes allés à "l'écoute" des différents groupes sociaux de façon systématique, et cela principalement par l'observation participante.

3. Les données ainsi recueillies, nous les avons traitées par "l'analyse de contenu et l'intégration", de façon à retrouver l'image forte et synthétique de ces différentes subcultures.

4. Ces images de subcultures, nous les avons restituées aux différents groupes sociaux, dans leur propre langage. Cette démarche, nous l'appelons "animation-reflet", démarche qui a un double objectif :

- a) Nous nous assurons de la justesse de notre observation grâce aux corrections et ajouts éventuels du groupe visé ;
- b) Les membres en prennent la maîtrise et en font leur propre outil (dans la mesure où ils s'y retrouvent effectivement) et ainsi toute manipulation est impossible.

5. Nous avons mis en lumière, en particulier les projets des habitants, il s'agit de "projets sociaux" (ce qu'on veut, ce qu'on craint, ce qu'on désire, ce qu'on refuse...), et non pas des projets techniques qui en sont l'outil d'exécution. C'est sur cette base que se déclenchent les premières "micro-actions". Il s'agit d'actions modestes, faciles à réaliser, peu coûteuses et propices à des développements ultérieurs.

6. A partir de là, s'établit une "navette", qui permettra de mûrir des projets, d'approfondir l'autoperception de la culture des groupes.

7. C'est ainsi que se construit progressivement un "maître-plan", qui se structure par les convergences des différents groupes sociaux de la collectivité et le développement d'actions.

Dans son principe, ce développement peut conduire à un élargissement de la participation à d'autres échelons de la société, et nous semble donc porteur d'une dynamique de changement social.

Nous avons mené ce travail dans la ligne décrite ci-dessus, avec plusieurs groupes d'**acteurs**. La première "commande" portait sur l'ensemble de la cité, mais, très vite, les moyens financiers n'ont pas suivi (est-ce le fruit de la différence entre l'objet explicite et implicite des institutions concernées?) et nous nous sommes repliés sur le cœur de la cité qui est aussi l'endroit qui pose le plus de problèmes sociaux.

1. Nous avons mené notre écoute d'abord avec les **jeunes** (six sous-groupes), et avec certains nous sommes allés jusqu'à une première micro-action, conforme à leur projet social, à savoir l'aménagement et la décora-

tion d'un local à eux. Ce travail s'est fait au sein de Chantecler (maison des jeunes locale).

2. Entre-temps, sur la base des problèmes matériels posés par les deux tours, nous avons commencé à travailler avec les **adultes**, comme il a été décrit plus haut. Le **comité de quartier** ainsi créé était composé exclusivement d'adultes. Les jeunes se sont sentis exclus et se sont montrés agressifs. Ils ont voulu rencontrer les adultes pour exprimer cette agressivité et pour dénoncer les "racontars" qu'on faisait sur eux. Et il est vrai que les adultes aussi étaient agressifs envers les jeunes. Les rencontres se sont faites et ont servi à gérer cette agressivité, à laisser s'exprimer les uns et les autres, tout en rendant aux deux groupes réunis ce que nous avons recueillis comme outils, valeurs, projets, et nous avons mis en lumière les points de convergence. C'est ainsi que ce comité de quartier a commencé à s'élargir et se compose actuellement de deux groupes sociaux, un premier groupe de sept adultes, un second de neuf jeunes.

Autour de ceux-ci, se retrouvent une vingtaine d'habitants qui participent aux diverses actions mises en route par le comité de quartier. Au-delà, une sphère plus large de sympathie passive (80 foyers), et en face un noyau d'opposants (5 foyers). Ce dernier est composé d'habitants déjà anciens qui ont tenté quelques actions qui n'ont pas abouti et qui refusent de croire que d'autres puissent réussir là où ils ont échoué (cette opposition va jusqu'à l'envoi de lettres anonymes, menaces de mort, etc.).

Progressivement, le comité de quartier s'élargit et met en place un "maître-plan" sur plusieurs axes :

- La sécurité, la propreté et l'aménagement des lieux.
- L'aménagement de nouveaux lieux de loisirs et de convivialité dans la cité.
- L'affirmation de l'identité locale (ex. : la participation active des habitants lors de la commémoration de la bataille de Jemappes).
- Un système d'informations, outil indispensable à la gestion collective et donc à la réalisation des points cités plus haut, reposant sur :
 - a) des assemblées ouvertes du comité de quartier ;
 - b) un journal de quartier réalisé par le comité de quartier : jeunes et adultes réunis ;
 - c) un projet de journal mural (Valves).

On peut dire qu'un changement social est effectivement en cours dans ce quartier, les membres des différents groupes sociaux se sont mis à parler, à agir ensemble et d'abord à agir *contre*, le vis-à-vis étant le pro-

priétaire. Mais au-delà de la confrontation, une négociation s'est établie et les habitants ayant obtenu certains acquis se sont engagés à leur tour dans des travaux sur les immeubles. En agissant ainsi, ils ont gagné en possibilité de créer, et de réaliser concrètement leurs créations. Le projet d'aménagement de la zone de loisirs, développe encore cette perspective. En effet, le projet social lui-même est établi sur carte par tout un processus qui, bien orchestré, va de divers groupes sociaux particuliers vers un "projet-synthèse". C'est ce "projet-synthèse" qui est la création des habitants, et qu'ils vont transformer en programme de construction.

L'étape de réalisation de ce projet impliquera naturellement la mise au point d'un projet technique, des négociations avec le propriétaire et les pouvoirs publics et la réalisation matérielle. Sur chacun de ces points, les habitants interviendront pour veiller à ce que le projet social de base soit respecté. Il s'agit bien d'une appropriation de leur lieu de vie par les habitants.

D'autre part, la réalisation pratique du projet impliquera les jeunes de la cité qui y trouveront un gagne-pain (provisoire) et pour certains l'occasion d'une formation et l'acquisition d'une profession (régie de quartier).

Ce qui s'instaure ainsi, c'est un processus de démocratie participative à l'échelle d'un quartier.

Sans entrer dans les détails, notons que cette démocratie participative englobe progressivement tous les groupes sociaux du quartier et porte sur les différents aspects de la vie collective (santé, éducation, relations, économie, habitat...). Elle débouche aussi sur une affirmation du quartier au sein de l'entité plus large.

EN RÉSUMÉ :

1. Changement social

A. Choses

Il y a transformation du bâti, liée à :

- a) la sécurité : porte d'entrée, ouvre-portes, cages d'escaliers, coupe-feu ;
- b) la propreté : peinture des couloirs, dératisation, "décafardisation", nettoyage des pelouses ;

- c) un projet de construction d'un complexe de loisirs et de convivialité: minifoot, maison de quartier avec locaux pour différents groupes (femmes, enfants...), maison des jeunes...

B. Institutions

- a) il y a réactivation de la maison des jeunes Chantecler. Chez les douze-vingt ans, on est passé de dix à vingt-cinq, et dans la section "poussins" (les six à douze ans), le nombre est passé de sept à quarante;
- b) création d'une institution nouvelle: le comité de quartier. Processus en cours: transformation du comité de quartier (auto-proclamé) en conseil de quartier représentant tous les groupes sociaux;
- c) transformation de la structure de la cité: un comité consultatif auprès de la société SORELOBO existe depuis longtemps. Son avis n'a pas toujours été pris en compte. Le comité de quartier nouvellement créé a servi de soubassement à la représentante de la cité du Coq au comité consultatif, qui enfin a pu faire prendre en considération les revendications de la collectivité.

C. Personnes

- a) nous sommes passés d'une population complètement parcellisée à des groupes plus solidaires, qui progressivement se constituent en communauté locale. Chacun y gagne en dignité et s'identifie d'avantage à la cité, chacun y trouve une fierté;
- b) on s'affirme vis-à-vis de l'extérieur et on est prêt – ce qui est nouveau – à aller vers les autres quartiers de Jemappes et du grand Mons;
- c) l'ouverture traditionnelle et sans problèmes aux autres cultures (italienne, espagnole, etc.) s'est manifestée avec éclat à l'occasion de l'arrivée de quelques familles zairoises;
- d) l'initiative commence à se redéployer parmi les habitants.

2. Acteurs, facteurs et modes de communication

A. Acteurs et facteurs

- le GRAP est entré en scène comme acteur principal;
- il a été introduit là, par des acteurs secondaires (le groupe porteur); parmi eux, les acteurs locaux, dont Chantecler, le seul resté sur ter-

rain, les autres déplaçant leurs antennes pour éviter le quartier. Chantecler est en train de devenir acteur principal, et s'apprête à prendre le relais de notre action, pour assurer la suite dans la durée ;

- on assiste à la montée d'autres acteurs : les habitants, parmi eux, les membres du comité de quartier deviennent des acteurs principaux ;
- une formation de recherche-action participative a été donnée aux acteurs sociaux locaux. Chantecler restera l'outil technique principal, mais les habitants demandent une formation à la méthode, pour assurer eux-mêmes leur développement.

B. Modes de communication

- a) entre le groupe porteur "client" et le GRAP, des réunions très formelles où apparaît clairement le désintérêt de la part des institutions pour le contenu même du développement ;
- b) entre le GRAP et la collectivité locale, la communication a été décrit plus haut (voir : méthodologie) ;
- c) au sein de la collectivité locale, la communication traditionnelle est la communication en chapelet (avec les distorsions et les pertes d'information que cela implique). Avec le comité de quartier, c'est l'information et la discussion collective en assemblée, avec des prises de décision de type démocratique qui prennent corps. Ces deux modes de communication ont cours simultanément, et la communication en chapelet (et la lettre anonyme) sont les outils principaux des adversaires du développement actuel ;
- d) le journal qui transmet la mémoire des actions.

3. Co-processus

A. Inhibiteurs

- a) le manque de confiance des habitants en leur potentiel ;
- b) ce sont les freins liés aux arrière-pensées des politiques et des différents pouvoirs et les blocages financiers qui en sont une illustration parmi d'autres ;
- c) les adversaires locaux dont on a parlé, qui s'opposent volontairement au développement ;
- d) les maladroites dues à la culture de l'assistanat, transformant les habitants en consommateurs de services ;
- e) le mode de communication en chapelet ;
- f) la pauvreté des outils d'information et de communication ;

- g) la difficulté posée par le langage technique (bâti), juridique, administratif et comptable de la société de logement.

B. Leurre

L'intérêt des pouvoirs pour les résultats de façade rapides et spectaculaires, plutôt que pour un changement dans la durée et en profondeur.

C. Amplificateurs

Ils sont apparus après un certain temps et suite à la nécessité concrète sur le terrain.

- a) l'amplification de l'action parmi les habitants qui est devenue leur affaire (comité de quartier, journal, projet d'aménagement...);
- b) le redéploiement de Chantecler qui prend toute sa place dans le processus de développement.

Le processus fait boule de neige, touche par contagion les différents aspects de la vie communautaire et produit progressivement de nouveaux projets de vie et un nouveau micro projet de société.

4. Transférabilité

- a) notre méthode s'affine et notre association se renforce, ce qui facilite notre intervention sur de nouveaux chantiers;
- b) de nouvelles demandes nous amènent à faire de nouveaux travaux en d'autres lieux, et ainsi notre mode d'action fait tache d'huile;
- c) le GRAP forme aussi bien à des groupes de techniciens du social que des groupes de citoyens désireux de maîtriser la recherche-action participative pour agir;
- d) l'intérêt des pouvoirs politiques de Mons pour la réussite de ce qui les intéresse (sécurité...), qui les amène à nous proposer d'élargir notre travail à d'autres quartiers de la ville;
- e) l'approbation du comité d'accompagnement du ministère de la Communauté française de Belgique, qui représente notre travail dans d'autres localités et d'autres régions.

5. Les outils micro des changements macro

Nous pensons que la transformation globale ne peut se faire qu'à partir des soubassements. Il s'agit donc, à partir d'une myriade d'opérations comme celle du Coq, de susciter d'autres comportements plus actifs, une mise en œuvre à une échelle maîtrisable par chacun.

Le passage à l'échelle "macro" peut se faire par confrontation, négociation et élargissement du champ d'intérêt à des domaines qui exigent une assiette plus large.

Exemples : passage de la cité du Coq à Jemappes,
passage de Jemappes à la ville de Mons.

Tout ceci est pour nous un processus de transformation sociale en cours. Nous, en tant qu'acteurs, proposons nos outils parmi d'autres.

Et pour le passage du micro vers le macro, nous proposons une nouvelle combinatoire entre démocratie participative et démocratie représentative, dont le travail à la cité du Coq est un élément.

4. NICOLE LILTI

AGURAM – Agence d’urbanisme de l’agglomération messine

2, place d’Armes F-57000 METZ

ACTIVITÉS CULTURELLES POUR ENFANTS DE MILIEUX DÉFAVORISÉS A BORN Y (METZ)⁷

Le quartier sur lequel je travaille est un quartier de 20 000 habitants, c’est une ZUP (zone à urbaniser en priorité) des années 60, créée par arrêté ministériel – une décision donc de l’État centralisateur – alors que le terrain sur lequel devait se développer la ZUP n’appartenait pas encore à la Ville de Metz. Metz a absorbé la commune de Borny alors que la ZUP avait déjà commencé à se construire... Les premiers immeubles avaient été construits notamment pour accueillir les rapatriés d’Afrique du Nord. C’est un quartier actuellement très jeune, puisque 39% de la population a moins de vingt ans, quand sur la ville de Metz qui compte 120 000 habitants le taux des moins de vingt ans est de 27%. On voit immédiatement quel est le nœud du problème... Le quartier possède aussi un taux de chômage particulièrement élevé, puisqu’on a 24% de chômeurs, alors qu’il est de 12% sur l’agglomération messine, un chômage qui touche surtout les jeunes puisqu’un jeune sur trois est au chômage, et les femmes qui n’ont aucune qualification, qui n’ont jamais travaillé, et qui ont quitté l’école très rapidement. Une population étrangère également très nombreuse, puisque nous avons 28% d’étrangers sur le quartier. Borny est un quartier essentiellement d’habitat social, avec deux bailleurs sociaux, un qui a un parc de 3 378 logements, et un autre qui a un parc de 644 logements. Les rapports de force entre les deux ne sont donc pas du tout les mêmes.

L’histoire de l’arrivée des étrangers est liée à l’histoire de l’environnement économique du quartier. Il y a eu l’arrivée des Maghrébins, qui sont venus avec les Français rapatriés d’Algérie. Mais les Maghrébins, qui venaient aussi du Maroc et de Tunisie, travaillaient surtout dans le secteur sidérurgique – puisque nous sommes à la frontière extérieure du bassin sidérurgique – et, comme vous le savez, il est en très piteux état, il n’en reste même plus grand-chose, ces Maghrébins se sont donc repliés sur Metz.

⁷ Il s’agit de la transcription de l’enregistrement du "récit-témoignage" de Nicole Lilti, présenté pendant la rencontre.

Ensuite, vers la fin des années 60, l'usine Citroën s'est implantée à la limite du quartier. Mais ne trouvant soi-disant pas de main-d'œuvre localement – alors que cette usine avait bénéficié d'une aide de l'État pour venir au secours des pauvres sidérurgistes au chômage ! – Citroën, qui fabrique à cet endroit des boîtes de vitesse, a envoyé des agents recruteurs en Turquie, notamment dans les régions agricoles d'Anatolie. Ce qui fait qu'on a une communauté turque très importante dans le quartier. Et comme Citroën a dégrossi ses effectifs sur l'usine à la bordure du quartier pour renforcer une autre unité robotisée située à quinze kilomètres, une partie de la population turque est au chômage.

Nous avons aussi une grosse colonie de réfugiés du Sud-Est asiatique. C'est vrai qu'au départ, on avait un peu tendance à généraliser en disant qu'il s'agissait d'"Asiatiques", ou "du Sud-Est asiatique", sans connaître toutes les disparités et les animosités qui peuvent exister entre Cambodgiens, Laotiens, Vietnamiens qui, pour nous et vu de l'extérieur, constituent un peu tous des "Chinois" (en fait, il y a quand même quelques Chinois...). Ça n'est donc pas toujours évident.

Et comme nous sommes une ville frontalière – à cinquante kilomètres de la frontière allemande, et soixante environ de la frontière avec la Belgique – il y a des tentatives de constitution de réseaux d'immigration clandestine chinoise, mais que l'on essaie de stopper.

Une autre caractéristique de ce site DSQ, c'est que contrairement aux autres quartiers qui bénéficient de cette procédure, nous n'avons aucun logement en mains propres. Le taux de rotation est en forte diminution ; il y a sur l'agglomération messine une pression au niveau de la demande de logements qui est très forte, ce qui fait qu'il n'y a pas de vacance, alors que souvent dans les sites DSQ, on pense à démolir. Il y a à vingt-cinq kilomètres de Metz des cités où l'on va démolir des immeubles, parce que personne ne veut aller y habiter...

Au niveau participation des habitants, il y a une vie associative extrêmement dense. Pour un chef de projet DSQ, c'est un plus, mais c'est parfois très dur à gérer, car il se crée une dynamique qui n'est pas toujours facile à canaliser. A Borny, il faut dire qu'il y a une habitude de participation. Avant d'être dans la procédure du "Développement social des quartiers, ce quartier a été depuis le début des années 80, en procédure – en France, on aime beaucoup les procédures – nommée à l'époque "Habitat et vie sociale". C'était la précédente formule de procédure, avec pas mal de limites. Elle se focalisait en effet beaucoup plus sur la *réalisation*, ce qui

fait que ce sont les bailleurs qui recevaient des subventions, pour pouvoir réhabiliter les logements.

Dès 1981, la municipalité a mis en place dans le quartier des commissions de réflexion-partenariat, autour de thèmes tels que "le cadre bâti", "l'environnement – l'animation – les loisirs", "les problèmes de santé et d'éducation", et "l'emploi et la formation". Ces commissions ne sont absolument pas présidées par des élus, mais par des acteurs du quartier. Comme chef de projet DSQ, mais pour autant que j'aime le projet, j'assiste, bien sûr, à toutes les commissions. Celles-ci éclatent souvent en sous-groupes.

Ainsi, sur le quartier, il y a une dynamique participative très forte, à laquelle contribuent aussi les communautés étrangères, y compris la communauté turque. Mais la communauté turque est un ensemble de communautés très hétérogènes, qui ne s'entendent pas extrêmement bien entre elles: il y a des turcs d'extrême-gauche qui soutiennent le parti communiste kurde, des laïques qui sont en même temps des réfugiés politiques, mais qui resteront ici et n'ont plus de liens avec le parti communiste, et des intégristes qui sont arrivés il y a déjà trois ans...

Alors pourquoi disais-je que ce n'est pas toujours très facile? C'est une communauté jeune, qui propose énormément de choses. Mais les nombreuses actions qu'ils nous proposent de soutenir se positionnent souvent en termes concurrentiels. Ce n'est donc pas du tout évident à gérer, si l'on veut tout de même que tout le quartier puisse bénéficier de la dynamique.

Bien sûr, ce quartier connaît tous les problèmes propres aux sites DSQ, à savoir la drogue, le chômage, la délinquance... Pourtant le quartier n'est pas du tout le quartier le plus criminogène de la ville de Metz. C'est même au contraire celui qui arrive au dernier rang. Par contre, quand on fait l'analyse de l'origine des délinquants sur l'ensemble du territoire de l'agglomération messine, on s'aperçoit que beaucoup habitent Borny. On ne chasse pas sur son propre territoire, c'est quelque chose de connu!... Et il y a sans doute plus à gagner à aller piquer ailleurs que dans son quartier, quand le vol est le motif du délit. C'est peut-être dû au fait qu'ils se respectent entre eux, et aussi parce qu'ils règlent leurs problèmes entre eux, parfois brutalement. Il y a une certaine "police" qui règne et qui se fait, il y a des phénomènes de régulation. Mais il y a aussi des phénomènes de dérégulation. On a vécu un incident assez dramatique cet été – à la suite de l'assassinat d'un jeune – et on a cru qu'un dérapage très grave allait se produire; ça a été limite, mais heureusement, le directeur départemental

des polices urbaines a eu un bon réflexe : une voiture de police a été retournée et incendiée avec du plastique, mais il a laissé faire. Et ce qu'on a appris assez vite, c'est qu'il y avait des meneurs extérieurs à la ville et à la région, certains étant même venus de Lyon.

On connaît donc tous les problèmes des sites difficiles.

Mais je voulais encore simplement vous parler d'une action que j'ai menée, suite à un constat que l'on a pu effectuer à force de travailler ensemble depuis de nombreuses années. Plein de choses sont offertes aux jeunes et aux adultes sur le quartier. Mais on s'était rendu compte que les plus jeunes ne venaient pas spontanément vers ce qui leur était offert en termes d'animation socioculturelle. Les adolescents répondent bien mieux aux sollicitations des organisations sportives, mais le problème concernait les jeunes enfants jusqu'au niveau du primaire, c'est-à-dire vers onze ans, qui malheureusement restaient passifs, sur les trottoirs – ce qui n'est pas sans poser quand même certains problèmes... Il s'agissait de plus d'enfants en situation d'échec scolaire, en majorité étrangers. Il y a des écoles – les écoles sont nombreuses sur le quartier – où 70 % des élèves sont ainsi d'origine étrangère, avec des parents qui maîtrisent très mal le français. Dans la plupart des cas, il n'y a alors aucun lien entre l'école et les parents. Ce que l'on a donc décidé conjointement, c'est d'inverser les modes de faire : au lieu d'offrir des activités aux jeunes qui viennent aux associations, on est allé proposer aux jeunes enfants, sur les lieux où l'on pouvait tous les rencontrer, c'est-à-dire l'école, un certain nombre d'animations, avec des animateurs qui sont des artistes professionnels. On a donc proposé à différentes classes allant de la dernière classe de la maternelle jusqu'à l'entrée au collège, de nombreuses activités touchant aux arts plastiques, à la danse, à la comédie musicale, à la musique, aux percussions, à la sculpture sur béton cellulaire, quelque chose qui les changeait de leurs pratiques scolaires, tous ces collages de pâtes et de haricots comme on en a tous faits quand nous étions petits... On leur proposait donc quelque chose d'un peu original, qui n'était pas non plus fait par l'enseignant mais par quelqu'un d'extérieur, qui avait un autre regard.

Cela fait maintenant trois ans que l'on mène cette expérience. C'est vrai qu'il a fallu que les artistes se mettent à niveau et adaptent leur pédagogie à un public particulièrement difficile. Ça n'a pas toujours été évident non plus, il y a eu des échecs, certains artistes ont abandonné... Mais maintenant, on a des intervenants bien rodés et qui font de l'excellent travail. Ce travail a permis de faire évoluer de nombreuses situations bloquées, notamment des inhibitions, des troubles de comportement, chez des

enfants qui avaient pour une fois l'opportunité d'être mis en valeur. Même s'ils étaient en situation d'échec scolaire, ils pouvaient parfaitement réussir dans la sculpture. Pour la sculpture, il faut manipuler des engins, des ustensiles un peu dangereux, et quand il y a quand même de la bagarre entre les gamins, il ne faut pas le cacher, il peut y avoir certains risques. Mais il y a des enfants qui du point de vue de l'expression orale étaient complètement coincés... Ils ne parlaient absolument pas, parce que chez eux, ils ne parlent que turc, arabe, vietnamien ou autre, ce qui fait que quand on a fait un travail sur la poésie, un "atelier poésie" dans un secteur très difficile du quartier, je me suis dit "là, on est en train de rêver". En fait, ça a remarquablement marché, et au bout de deux heures, ces enfants qui sont très remuants, très agressifs, demandaient à continuer. Et là, il y a eu des changements de comportements chez ces enfants, qui tout à coup sont parvenus à s'exprimer oralement, ont eu l'imagination qui s'est ouverte, et qui ensuite en classe, étaient capables de faire des rédactions extraordinaires. Cela a d'ailleurs posé certains problèmes aux enseignants, car les enfants qui avaient ainsi développé leur imagination avaient toujours des lacunes au niveau de l'orthographe. On ne savait pas trop comment les noter : comment essayer de ne pas pénaliser un enfant qui a réussi une si grande progression, par rapport à celui qui sans beaucoup d'imagination, écrit toujours deux ou trois petites lignes, mais sans fautes d'orthographe ?

Dans le souci d'intégrer également au maximum les parents des élèves, et surmonter l'absence de liens entre les parents et l'école, voire entre parents, enfants et école, nous avons réalisé des journées portes ouvertes, où les parents pouvaient venir assister au travail réalisé par leurs enfants avec les artistes. A la fin de l'année scolaire, il y a eu des expositions, où tous les objets – très beaux, des objets d'art vraiment – qui avaient été faits par chacun des enfants, ont été présentés, mais pas dans les écoles, sous des chapiteaux, à l'occasion d'une fête de quartier.

Il y a eu d'autres actions, comme la réalisation d'une comédie musicale à laquelle ont participé 400 enfants. C'était l'aboutissement d'un travail fait avec des artistes qui leur faisaient un éveil musical, qui leur faisaient faire de la danse ; d'autres groupes avaient travaillé sur l'histoire : raconter leur histoire, écrire le scénario, etc. Les costumes ont été faits par des femmes du quartier dans le cadre d'un atelier d'insertion, et il y avait là aussi un lien avec l'insertion des femmes en situation défavorisée. Et une représentation a été donnée, dans la salle la plus prestigieuse de Metz, créée par Ricardo Bofill dans le centre ville – si vous voulez aussi le nom de l'architecte qui a construit la ZUP, c'est Monsieur Dubuisson, Prix de

Rome... – parce que l'on tient absolument à ce que toutes les actions qui sont réalisées dans le quartier puissent être montrées dans le centre ville, pour que le lien entre le quartier et le centre ville, le décloisonnement se fassent absolument. Il faut reconnaître que personne n'y croyait trop, même si on avait fait venir la télé et tout, mais on se disait: "comment va-t-on faire pour les retenir deux heures? ils vont être impressionnés par le cadre et s'en aller"... En fait pas du tout. Il est vrai qu'avaient été organisées plusieurs fois des visites, pendant les répétitions, de cette salle qui s'appelle L'Arsenal. Et là, grande surprise, – c'est une salle qui fait 1'800 places – on a été obligé de refuser du monde: tous les parents sont venus. Et je peux en témoigner, parce que derrière moi, il y avait des familles turques, voilées et avec des foulards sur la tête, c'était inimaginable de voir ces gens-là dans la salle de l'Arsenal.

On n'a pas assez de recul pour faire une évaluation parfaite de cet événement, mais ce qu'il faut savoir, c'est que les parents comme les enfants sont très demandeurs. Et cette année, on recommence. Mais c'est une action qui coûte extrêmement cher, puisqu'elle doit coûter environ 900 000 FF.

Il y a quand même un problème important, auquel on est confronté, qui a émergé depuis deux ans, assez grave puisque Abdil Jazouli⁸ est venu travailler plusieurs fois sur le site. C'est un problème que l'on a avec les adolescents, disons les jeunes, de 18 à 25 ans. Sur le site, il y a vraiment tout, ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent. Mais ils refusent complètement d'intégrer les structures. Il s'agit d'un refus total, dû au fait qu'ils veulent une autonomie complète. Ce n'est donc pas facile de les satisfaire, parce qu'il faut leur trouver des locaux, et que tous les locaux associatifs sont pleins, tellement il y a d'associations sur le site... Mais si on les déçoit, il y a le risque aussi qu'ils "se blessent aux coutures", parce que si vivre un échec, ce peut être enrichissant, c'est quand même difficile à vivre. Actuellement, on a deux associations-clubs que l'on vient d'aider, mais c'est incroyable à quel point il faut les mater en tant que chef de projet! Ils veulent tous faire "musique" et "sport", alors qu'il y a tout sur le quartier pour qu'ils puissent trouver quelque chose qui leur convienne. Mais ils refusent vraiment de rentrer dans les structures existantes. Mais d'après certains collègues, ce n'est vraiment pas quelque chose d'exceptionnel. On constate l'émergence de cette attitude sur de nombreux sites en France. (...) Les raisons qu'ils donnent à ce refus – mais il est difficile de savoir si la vraie raison est celle qu'ils invoquent – ce qu'en tout cas ils mettent en avant, ce sont des raisons de pouvoir. C'est-à-dire qu'ils reprochent aux

⁸ Adil Jazouli, sociologue, directeur de Banlieuescopies - "Programme d'observation et d'évaluation des politiques publiques dans les banlieues". Voir: A. Jazouli (1992), *Banlieues: les Nouvelles Frontières Intérieures - rapport de synthèse*, Paris, diffusion CCPU.

structures qui sont en place – il y a quand même trois centres sociaux, une MJC – où du moins ce qu'ils reprochent à leurs dirigeants, c'est d'étouffer toute initiative venant de la part des jeunes, qui sont obligés de se plier à un certain nombre de règles de fonctionnement imposées par les responsables de ces structures, qu'ils disent refuser mais qu'ils sont en train de recréer dans leurs propres associations...

J'aide l'un des groupes parce que je sais que les grosses structures n'ont pas encore accepté que ces jeunes aient été aidés par la municipalité, par le fonds d'action sociale, et que ce soit pour la plupart des jeunes d'origine étrangère. Les deux "meneurs" de ces associations sont d'origine marocaine, et le vœu muet de ces grosses structures dont je parle, Maison de la Culture et des jeunes, Centres sociaux, c'est de voir ces associations de jeunes se casser la figure. Moi, je crois qu'il faut les aider à faire un plan de financement, à réserver les terrains, etc., parce que c'est ainsi qu'ils feront l'apprentissage de leur citoyenneté.

5. YVONNE MIGNOT-LEFÈVRE

Sociologue – Chercheur CNRS-CECOD

Université de Paris I

QUARTIER ET DÉMOCRATIE EN FRANCE : LE QUARTIER DE L'ALMA-GARE A ROUBAIX, DIX ANS APRÈS

Bilan d'une utopie

L'innovation sociale présentée ici est le produit de l'engagement de plusieurs acteurs très hétérogènes, des habitants organisés, des élus, des techniciens (architectes et sociologues), des chargés de mission du plan construction... Tous ont investi beaucoup de temps, d'argent et d'énergie dans cette expérience restée unique en France, et il est évidemment légitime de s'interroger, dix ans après, sur le devenir de ce quartier considéré par beaucoup comme une utopie sociale.

La recherche : observation participante avec la vidéo et le film

1977-1981, la série Alma futur

Tout d'abord, je tiens à préciser mon mode d'accès au terrain et ma méthode de recherche. Depuis dix ans déjà, je travaillais sur des expériences d'innovation sociale et d'auto-organisation en Inde, Afrique et France. Je venais tout juste de terminer une série de quatre films, "Communes: le temps de l'autogestion", portant sur des initiatives communales de partage du pouvoir entre élus et citoyens, peu avant les élections municipales françaises de 1977. C'est d'ailleurs à Coupvray, l'une de ces communes, que je rencontrais Paul-Henri Chombart de Lauwe et Colette Berger-Forestier.

Roubaix apparaissait dans la suite logique de cette démarche et d'une manière plus radicale encore, puisqu'il s'agissait, cette fois, d'un quartier auto-organisé, de longue date, avec l'ambition claire de contrôler sa rénovation.

Dès mon premier séjour à Roubaix, en 1977, un contrat clair avait été passé avec les membres de l'Atelier populaire d'urbanisme (APU) sur les

conditions d'observation participante avec la vidéo. Chaque bande tournée pouvait être visionnée par les membres et il n'y avait pas de restriction au filmage, même en cas de désaccord ou de conflit entre les différents acteurs. Les responsables de l'APU ont imposé la présence de l'équipe vidéo lors des réunions de concertation à la mairie. Seul le voyeurisme lié à la misère était exclu, mais des courées encore habitées ont pu être filmées sans difficulté.

Tournée de 1977 à 1981, la série "Alma futur" comprend quatre films en vidéo et 16 mm. Ce sont des chroniques et des analyses sur le travail de l'APU et de ses partenaires, selon différentes perspectives :

- premier film : "Les étapes de la production du quartier par ses habitants"
- deuxième film : "Au jour le jour..., l'atelier populaire d'urbanisme"
- troisième film : "Des habitants urbanistes : la population et ses techniciens"
- quatrième film : "Quand les habitants prennent l'initiative" (bilan provisoire d'une concertation dans le quartier Alma-Gare).

Ce dernier, moins intimiste que les précédents, présente les points de vue des principaux acteurs, et tente une démarche globale d'évaluation de l'expérience nécessitant une approche plus distanciée, plus objectivante. Mais il a le défaut – comme toutes les synthèses – de montrer plus les résultats que la genèse. L'étude des processus démocratiques à l'œuvre pour réaliser cette exceptionnelle maîtrise d'œuvre collective à l'échelle d'un quartier est plus présente dans les trois premiers films.

1982-1992, des activités économiques à Convivencia

De 1982 à 1985, je vais accompagner, avec la vidéo, deux projets de développement local dans une perspective comparative à Dreux et à Roubaix : il s'agit de la création d'activités à caractère économique et culturel par les habitants de quartiers défavorisés. Dans les deux cas et pour des raisons différentes, accentuées par des élections municipales défavorables, les projets ont du être arrêtés. Le film n'a pas été monté, mais les rushes existent et peuvent être consultés.

En 1986, correspondant à la réflexion du quartier sur la télévision par câble, une maquette de télévision locale de 52 mn "Roubaix, une télé pour agir" (sur un appel d'offre de la DATAR), est réalisée mettant l'accent sur ce qui bouge à l'Alma-Gare : lutte contre l'illettrisme, badmington pour les adolescents, ferme dans la rue et équitation pour les jeunes, actions

interculturelles avec les femmes et la danse, autant de signes de réinvestissement dans la bataille culturelle.

De 1987 à 1988, deux films seront réalisés. Le premier, "Ecrivain public", parle pour la première fois de la grande pauvreté, simplement suggérée dans le film précédent par la séquence sur les compteurs à tickets de l'EDF visant à éviter des coupures d'électricité aux mauvais payeurs. Cette fois, c'est frontalement qu'apparaissent les difficultés des RMistes, des mères célibataires, voire des SDF. Il faut toute l'ingéniosité de l'écrivain et de son réseau pour découvrir des solutions administratives devant les monceaux de factures impayées et les menaces d'expulsions.

"Fil de vie" s'attaque à l'une des principales racines de cette pauvreté, la fin de l'industrie textile à Roubaix, à partir de l'histoire de la filature Motte-Bossut, transformée en Centre international de la communication et Centre des archives du monde du travail. Ce film porte à la fois sur la mémoire des anciens salariés de l'usine (dont beaucoup habitent l'Alma-Gare) et sur l'image qu'ils présentent de leur devenir.

Enfin, depuis 1992, je travaille sur ce qui n'est encore qu'un projet: le film "Convivencia", qui a la même ambition que le présent exposé, comprendre en profondeur la nature des acquis d'une expérience telle que l'Alma-Gare, à partir notamment des relations inter-communautaires dans un quartier qui s'est élaboré autour d'une utopie sociale.

1981, un bilan hors de pair

On peut tenter d'énumérer les innovations, les trouvailles de l'Alma-Gare (cette liste est non limitative):

- la maîtrise d'œuvre est collective et implique habitants et architectes (de la mairie et de la population);
- des architectes ont été choisis par l'APU pour travailler directement avec les habitants (architectes dits de la population). Raoul Pastrana, présent au séminaire, était l'un de ces architectes. Il connaissait le quartier depuis 1968 et a participé à cette dure bagarre pour la réhabilitation;
- la conception roubaisienne (et de nombreux offices d'HLM) du logement social en est sortie transformée; l'architecture s'est dégagée du carcan HLM post-corbusien des tours et des barres, si cher aux élus socialistes hygiénistes. A la place de ces espaces désolés, désespoir actuel des banlieues, des petites maisons, des placettes, des

- immeubles avec coursives, des lieux architecturaux nouveaux, pleins de surprises, ont surgi ;
- pour la partie rénovée, l'architecte choisi par la population pour construire, l'a été après visite de ses réalisations dans le grand Bruxelles (un ensemble post-moderne avant la lettre, de type classes moyennes) ;
 - l'auto-réhabilitation de 350 logements a été tenue (au moins en partie car la population a manifestement préféré les espaces neufs) ;
 - une régie de quartier a fonctionné, gérée directement par les habitants ;
 - un atelier de relogement collectif a remplacé la vieille méthode autoritaire d'attribution des HLM ;
 - la programmation de l'école, des espaces collectifs a été assuré ;
 - enfin, la liaison prémonitoire entre emploi et habitat, avec la création de petites coopératives, a été pensée avant la fin de l'opération.

Autant de résultats qui apparaissent solides, consistants mais qui restent difficilement explicables sans recourir à une analyse en termes de mobilisation intense des ressources humaines, à Roubaix et ailleurs.

D'abord, la population elle-même, autour de Marie-Agnès et Roger Leman, qui a démarré en 1964 une lutte urbaine d'une durée sans précédent pour obtenir la réhabilitation de son quartier ; et à côté d'elle, un réseau de personnes-ressources extrêmement motivées et souvent très jeunes, en début de carrière, qui ont ensuite essaimé dans de nombreux organismes à des postes importants : SCIC, DSQ, offices municipaux d'HLM... contribuant ainsi à la diffusion de la culture et peut-être du mythe Alma-Gare.

Parmi la population, l'une des principales responsables de l'atelier populaire d'urbanisme, est devenue vice-présidente de l'office d'HLM de Roubaix. Elle est également écrivain public et veille ainsi doublement aux intérêts des habitants du quartier. Ce phénomène d'*empowerment* (de prise progressive sur sa vie quotidienne et son environnement) s'applique aussi à de nombreuses personnes, hommes et femmes, français et surtout "beurs", à travers une présence accrue dans le domaine de l'animation, de la gestion d'équipements publics, voire même de la politique.

1982-1992, Alma-Gare, utopie, exclusion et résistance

L'utopie économique

Les activités économiques lancées à Roubaix relèvent encore par de nombreux points de l'innovation sociale; après la prise en mains par les habitants de l'amélioration de leur habitat, ils se lancent dans la création d'activités, devant la recrudescence du chômage et la difficulté accrue de vivre et de payer le loyer. Mais l'utopie sociale s'effrite déjà devant l'accentuation de la crise de la grande industrie et la montée exponentielle du chômage.

Dans l'optique du maintien de la cohésion interne de l'Alma-Gare, les activités économiques, bien qu'issues des initiatives du quartier, ne concernent pas, contrairement à l'habitat, l'ensemble de la population: la coopérative de réhabilitation de bâtiments, la menuiserie, l'atelier cuisine/restaurant communautaire, l'imprimerie ne peuvent rassembler dans leur phase de démarrage plus d'une dizaine de personnes, auxquelles il faut ajouter la régie technique des HLM nouveaux ou réhabilités, confiée dans un premier temps, comme convenu, à des habitants salariés.

Elles présentent, par contre, un caractère démonstratif et prospectif sur le développement économique et social des quartiers dits à haut risque ou défavorisés, et peuvent éventuellement provoquer un effet d'entraînement. C'est un pari fait à petite échelle qui mobilise les habitants les plus actifs, ceux-là même qui ont animé l'atelier populaire d'urbanisme lors de la période précédente.

L'utopie communautaire se heurte de plein fouet à l'obstacle de la gestion, relations difficiles avec les banques et absence de compétences managériales.

Aucune de ces nouvelles entreprises ne subsistera à terme, malgré l'aide massive mais tardive du programme de la CEE sur les zones de pauvreté en Europe. Celle-ci a servi à financer une régie économique commune, AGIR, animée par deux jeunes "beurs" du quartier, diplômés de sciences économiques et eux-mêmes à la recherche du premier emploi. La centralisation par la régie AGIR de la gestion de l'ensemble des entreprises du quartier a probablement accentué la déresponsabilisation dont elles souffraient déjà.

Mais elles affrontaient aussi d'autres contradictions : produits peu adaptés à la demande (jouets de bois de la menuiserie trop lourds pour les enfants, trop chers pour les parents), devis sous-estimés pour la coopérative de bâtiment, repas de qualité irrégulière pour le restaurant avec des prix variables, erreurs ou oublis de facturation pour l'imprimerie, etc. La difficulté de passer de la situation de salarié à celle de travailleur associé de la coopérative pose aussi le problème de la responsabilisation individuelle de personnes ayant longtemps travaillé dans un système taylorien, étroitement contrôlées par des contremaîtres et disposant d'une très faible marge d'initiative.

La recrudescence du chômage au cours de la période rend cet échec encore plus sensible. Mais les rares animateurs historiques restés sur le quartier vont aborder désormais de front et dans sa globalité le problème de la grande pauvreté et de ce qui lui est associé, en liaison avec le centre social : l'illettrisme (écrivain public), l'insécurité croissante (médiateur de quartier), la gestion des HLM et des espaces publics (participation à la commission d'attribution des HLM sur le quartier), le chômage de longue durée (suivi en groupe des RMIstes), la formation et la réinsertion.

Par ailleurs, la création de l'association inter-quartiers de Roubaix, joliment appelée AIR, permet aux militants associatifs de la ville de former un réseau intense d'échanges horizontaux, de comparer les situations dans leurs quartiers respectifs et de jouer auprès de la Mairie un rôle de contre-pouvoir, modeste certes mais non négligeable, au moins potentiellement.

Société combinatoire et fin de l'industrie textile

Les effets du chômage et de la marginalisation dus principalement à l'arrêt de l'industrie textile à Roubaix se répercutent cruellement sur le quartier. La culture ouvrière constitue probablement le ciment le plus fort de l'Alma et les licenciements massifs entraînent à terme un reflux du militantisme, chacun se préoccupant de sa survie individuelle. La drogue, déjà présente autrefois, se renforce, ainsi que l'insécurité et le vandalisme.

Le mosaïquage de la société se traduit par la différenciation progressive des espaces à l'opposé de l'idée de l'APU qui était de mélanger les différentes catégories sociales : le départ des classes moyennes s'organise vers d'autres quartiers de la ville et la technopôle de Villeneuve d'Asq. Par contre, les familles maghrébines se regroupent par réseaux de sociabilité. Des travailleurs africains, turcs et asiatiques apparaissent.

La concentration des problèmes sociaux devient inévitable, malgré les efforts des militants qui opèrent en liaison étroite avec les travailleurs sociaux, qu'ils avaient mis à l'écart lors de la phase précédente.

La fin de l'effet vitrine et la dissociation du réseau des personnes-ressources

La victoire obtenue par les socialistes en 1981 a marqué le début de la dispersion. De nombreuses inaugurations et visites ministérielles ont accompagné ce fragile triomphe suivi d'un baisser de rideau. Par ailleurs l'échec des socialistes à la mairie de Roubaix va entraîner le départ de nombreux techniciens ayant participé au projet.

Les gens de l'APU se retrouvent seuls à traiter des dossiers très compliqués, voire des créations d'entreprises, alors qu'ils excellent principalement dans la mobilisation des énergies et le traitement de la communication. Ils sont plus à l'aise sur un plateau de TFI ou dans un meeting populaire que devant un compte d'exploitation. Néanmoins, ils vont s'y mettre. Mais la disparition progressive de leur réseau de "techniciens" engendre un sentiment de solitude qu'ils ne peuvent cacher.

Confrontés à ce passage de l'innovation sociale ("demandons l'impossible !") à l'exclusion – c'est-à-dire l'oubli, le chômage, la marginalisation – les gens de l'Alma-Gare ont tenté, au moins pour certains, de nouvelles expériences.

Gagner la bataille de la culture

A propos des ghettos noirs américains, le cinéaste Spike Lee parle de gagner la bataille de la culture et, pour lui, cela commence à l'école. C'est également ce qu'ont fait les gens de l'Alma-Gare avec le renforcement de l'apprentissage de la lecture et la lutte contre l'illettrisme.

L'écrivain public explique inlassablement aux adultes les mystères des factures et les dédales de l'administration des HLM, afin d'empêcher juste à temps les coupures d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone, ainsi que l'expulsion du logement. Les compteurs à tickets de l'EDF sont implantés à la demande de l'APU, afin de permettre à chacun de contrôler sa propre consommation d'électricité et d'anticiper ses dépenses.

La création de l'équipe de badminton avec un champion cambodgien, participe de cette logique d'occuper les jeunes tout en leur donnant l'expérience du succès.

Par ailleurs des groupes de RMIstes se réunissent une fois par semaine pour faire le point de leurs démarches et de leurs difficultés et c'est collectivement qu'ils résolvent leurs problèmes avec des personnes compétentes. Véritable éducation populaire, des séances d'information ont lieu régulièrement pour élargir leur horizon et leur fournir des points de repère sur les problèmes d'actualité.

D'autres expériences jalonnent cette décennie, comme les clubs d'échecs, l'atelier de philosophie, les échanges interculturels ou l'initiation à la peinture avec la réalisation par les jeunes de gigantesques "murals" (fresques) qui ornent le quartier et qui débouchent sur quelques commandes de commerçants locaux.

Conclusion

L'innovation sociale a donc reculé devant la rapide progression de la grande pauvreté. Cela se traduit concrètement, pour certains chômeurs de longue durée, par le retour à la case départ : le logement dans des courées insalubres des quartiers voisins non encore réhabilités.

La création d'activités par les chômeurs eux-mêmes, entreprise avec de l'avance, avant l'adoption des mesures d'aide gouvernementales, n'a pu être pérennisée. Le quartier de l'Alma-Gare a donc encore servi de laboratoire, mais ce qui est nouveau cette fois-ci, c'est l'échec ; difficile à accepter avec des pertes financières importantes pour les principaux leaders, dont l'un avait abandonné pour cette aventure un emploi sûr et investi beaucoup d'argent personnel.

Le quartier se replie sous l'orage et change de ton : il lance des activités encore innovantes, certes, mais à caractère social, visant, en amont de la recherche d'emploi, à former les chômeurs de longue durée pour les réinsérer dans un marché du travail complètement transformé. Il vise également à faire pression sur l'école pour éviter l'échec.

La bataille de la culture apparaît dans ce contexte comme un moyen de pérenniser les acquis et de maintenir l'ouverture sur le monde en attendant une embellie qui permettrait de reprendre des actions d'envergure.

En ce qui me concerne, j'ai beaucoup appris à Roubaix au long de ces quinze années où beaucoup de gens sont passés des utopies généreuses aux réalités nouvelles et beaucoup plus dures, apportées par l'évolution des entreprises.

Sans Roubaix, la nature et la gravité de ces transformations nous auraient probablement échappé. Le suivi régulier du quartier a permis d'opérer la cristallisation de phénomènes en apparence dispersés : "La société combinatoire"⁹ doit beaucoup à l'Alma-Gare.

⁹ Voir : Y. Mignot-Lefèbvre et M. Lefèbvre (1990), *La société combinatoire. Réseaux et pouvoir dans une économie en mutation*, Paris, L'Harmattan.

6. KAY NIELSEN

Centre Culturel de Grand-Vennes

Chemin des Abeilles 17 CH-1010 LAUSANNE

LE CENTRE CULTUREL DE GRAND-VENNES A LAUSANNE : LE CADRE D'UNE DYNAMIQUE SOCIALE ET CULTURELLE

Le Centre culturel de Grand-Vennes à Lausanne se situe au nord de la ville. Il y a été implanté il y a plus de douze ans, demandé par une association de quartier ainsi que par la Société de développement en particulier. Il fait partie d'un grand ensemble architectural des années 80 avec école, complexe sportif, terrains de sport, piscine, salle de spectacles et cinéma, bibliothèque municipale, cafétéria et vaste parking. La vocation de ce Centre culturel, duquel j'ai été nommé responsable dès son ouverture, assumant par là même un rôle de direction, se voulait d'être à la fois un Centre de quartier, répondant aux besoins spécifiques d'un quartier, et un Centre culturel, répondant à tout le nord de Lausanne (La Sallaz, Epalinges, Chailly, La Rosiaz, Grand-Vennes, Praz-Séchaud...). Vaste programme !

Toujours est-il qu'il a été très vite investi par toutes ces jeunessees qui nous entourent et qui allaient orienter clairement notre politique de quartier et notre politique culturelle : elle serait tournée vers les "jeunes" en priorité ! Dès lors, ces jeunes sont partenaires impliqués dans l'action que nous menons. D'autre part, ils ont pour nous un effet "miroir" sur le travail que nous faisons, et contribuent aussi par leur présence à l'"apport" culturel et social. Une grande partie de notre travail de "terrain" consiste justement à les responsabiliser et faire émerger cet apport culturel et social, qu'ils ont tendance parfois à occulter (peur, gêne...).

Pour illustrer mes propos, je prendrai un premier exemple.

Le territoire

L'enveloppe architecturale du Centre a été imaginée dans un souci d'esthétique de l'ensemble du complexe. L'intérieur, vu sa modulabilité, permet des surfaces intéressantes (plus de 1 000 m²).

Après quelques observations et surtout discussions avec les nombreux jeunes qui investissaient le Centre, il s'avérait que les lieux n'étaient pas très accueillants (style salles d'école!).

Très vite des équipes se sont constituées pour faire des plans, concevoir le design, choisir les matériaux et réaliser les travaux.

Pour ma part, j'avais énoncé des critères clairs concernant le type de matériaux (anti-feu), les différentes normes pas trop contraignantes mais qui permettent d'éviter que, lorsque le projet est achevé, les divers services de la municipalité (feu, électricité, assurances) en exigent la démolition.

Pour les jeunes, définir *leur territoire* sans pour autant se l'"approprier", c'est "exister". C'est pourquoi il est aussi important dans le projet de bien expliquer que ces lieux peuvent être retransformés dans un ou deux ans par d'autres jeunes et d'utiliser des supports qui peuvent permettre de telles transformations (panneaux en bois, peinture, plâtre, etc.). C'est ainsi que nos locaux sont régulièrement "relookés" dans la mouvance du monde d'aujourd'hui.

Ceci est d'autant plus intéressant que le territoire s'exprime en *des* territoires, puisque nous offrons plusieurs lieux à usages différents: spectacles, concerts, danse, cours, etc.

En étant en prise directe avec ces jeunesses, on sent les courants! Que ce soit la révolte des "manifs à Lausanne" ou le ras-le-bol des "appart's" trop chers, etc.

Ceci a conduit l'autre partie de notre travail qui consiste à faire entendre la "micro-société" à la "macro-société". Pour cela il est aussi nécessaire d'utiliser les bons outils afin d'éviter de prêter le flan au "racisme" anti-jeunes du type: "Il fallait demander au service x d'abord", ou "les autorisations de soirées sont à payer à l'avance", etc. Notre *société* possède un "filet de protection administrative" qui devient vite un obstacle pour qui n'en connaît pas les mailles et d'autant plus si l'on est de milieu socioculturel différent, voire d'ethnie différente. Ceci est d'autant plus important pour la population jeune, pour qui tout doit aller vite dans la réalisation.

Ces outils que nous façonnons et construisons avec eux (relations, accès aux données rapides, fonctionnement simplifié informatique, etc.) continueront par la suite à se transformer et se transmettre.

Pour illustrer le passage micro-macro, je parlerai par exemple des locaux de répétition pour musiciens. Il y a de cela six ou sept ans, nous étions de plus en plus submergés de demandes pour des locaux de répétition. Nous avons très vite, avec l'aide des intéressés, transformé un local en quatre boxes pour quatre groupes. Ensuite un réseau s'est créé pour recruter des locaux. C'est ainsi que nous avons fait appel aux entreprises d'une zone industrielle proche pour obtenir leurs abris anti-atomiques (obligatoires en Suisse pour toute construction). Nous en avons obtenu ainsi cinq ou six. Mais les demandes n'ont pas cessé. Dès lors, nous nous sommes assis autour d'une table avec des représentants de la Ville et d'un *Parlement des Jeunes*, pour estimer les besoins sur l'ensemble de la ville. Aujourd'hui, plus de soixante-dix locaux ont été attribués (sous-sols de bâtiments scolaires, anciens dépôts, etc.). Ils sont gérés par le Parlement des Jeunes.

L'utilisation des médias est aussi un moyen auquel nous avons souvent recours. Une radio locale (*Acidule* à Lausanne) peut être un outil intéressant et performant pour passer du niveau micro au macro, sous la forme par exemple de débats animés pour les jeunes, sur le sexe, la drogue, la ville, le boulot. De tels débats ont aussi contribué de manière tout à fait perceptible à l'adoption des "Contrats de confiance". Ainsi nomme-t-on l'accord portant sur l'occupation d'anciens bâtiments que possède la ville (souvent de superbes demeures) mais qu'elle ne peut rénover pour l'instant, et met donc à disposition de jeunes moyennant un "contrat de confiance" par lequel les jeunes locataires s'engagent à maintenir la maison en l'état. Ces contrats font diminuer le nombre de squatters, mais donnent aussi naissance à de micro-sociétés organisées (ex. : deux ou trois immeubles avec un parc au "Désert", à Lausanne), qui font leurs fêtes-festivals, voire assure une permanence de petits boulots, etc...

Tous ces accès aux moyens et outils de la communication font que les choses vont maintenant parfois plus vite, que les réalisations se concrétisent plus rapidement (pas forcément avec du neuf, cher et qui doit durer !).

Parmi les autres moyens que nous avons mis en place – et j'en terminerai par là – il y a la possibilité pour les jeunes de fabriquer, concocter leurs propres vacances.

Le terrain, ce que j'appelle le "creuset" d'idées, de *feelings*, de besoins, on le retrouve dans notre quotidien, dans l'échange avec eux.

Les raids World & Europe

C'est de là qu'a germé l'idée de réaliser un rallye (trois ou quatre jeunes avaient des voitures) à travers l'Europe. Se posaient dès lors des questions de responsabilités, assurances, organisations, assistance, etc.

Il fallait garder le côté recherche de l'aventure, partir avec des copains (en dehors du cercle familial), découvrir d'autres "styles de vie", aller au gré des envies, pas d'heures, etc.

J'ai donc mis sur pied, avec l'aide d'une équipe de trois moniteurs (jeunes ayant déjà fonctionné dans d'autres organisations avec moi) et d'une escouade de jeunes, le premier *Raid Europe* qui partira dans les pays du Nord et plus particulièrement au Danemark, pays que je connais fort bien, par ailleurs, – mon pays d'origine ! – et qui offre aussi le grand avantage d'être très ouvert aux enfants et aux jeunes en particulier. Bénéficiant de nombreux contacts sur place, les échanges seront plus nombreux et la mise en place plus rapide.

Le projet

Il est préparé avec le groupe qui partira ; il doit être entièrement autofinancé, il doit répondre aux critères du concept : aventures, découvertes, rencontres, échanges, souplesse. Tout en tenant compte des réalités et nécessités (assurances, responsabilités vis-à-vis des parents, etc.). Le moyen de transport choisi pour le premier raid sera deux minibus, ce qui offre seize places aux participants. Le côté indépendance et liberté d'itinéraires sera ainsi possible. Avec, nous prendrons tentes et matériel de cuisine. Le raid est donc formé de deux unités mobiles (bus), de notre propre logement (tentes + bus) avec les moyens de cuisiner. A partir de là, tout devient possible. C'est ainsi par exemple qu'au Maroc, nous passerons une semaine dans une famille de catégorie sociale plutôt défavorisée, à partager leur cuisine, leur gîte, leur travail (en les aidant à pêcher). Nous étions dix-neuf à partager la vie d'une famille de vingt à trente personnes (au Maroc, 70% de la population a moins de vingt-cinq ans !). Intensité des échanges, partage, on comprend mieux leur mode de vie, comparaison, philosophie... Cela aboutira aussi à ce que des Marocains rencontrés là-bas viennent en Suisse (avec plus ou moins de réussite).

La préparation d'un raid exige du jeune une motivation très importante. Souvent, ils économisent pendant une année pour se payer un raid d'une durée d'un mois environ. Comme l'aspect financier ne doit pas être un frein, nous mettons sur pied plusieurs moyens pour aider certains, ou l'ensemble du budget raid: organisation de fêtes de soutien où les participants expliquent ce qu'ils font, vente de t-shirts, d'articles utiles avec logo du raid, etc. Pour chaque raid, un nouveau logo est créé en fonction de sa destination (Sahara, Grèce, Portugal, Espagne et Mexique, Californie, Thaïlande...).

Les raids ont par la suite évolué. D'Europe, ils sont partis plus loin à travers le monde, au Mexique "sur la trace des Incas", en Californie, "de la Vallée de la Mort à San Francisco", en Thaïlande à moto, mais avec toujours le même souci de découvrir des "pistes", de voyager entre copains, avec un encadrement souple, pour s'ouvrir à l'aventure et à la liberté de déplacement. Par exemple, si nous avons choisi la moto en Thaïlande, c'est que cela représente le moyen de locomotion le plus populaire et que l'on va partout en moto.

Chaque raid fait aussi l'objet d'un reportage mené par les jeunes, dans un but de diffusion extérieure (participation à des émissions radio et télé, débats, rencontres audiovisuelles, etc.).

D'autre part, j'ai pu observer à plusieurs reprises que d'autres jeunes faisaient appel à nous pour organiser leurs propres vacances (liste d'adresses, contacts, petits tuyaux hôtels pas chers, habitants, modes de vie). Nous avons donc aussi un *rôle de consultant*.

Au niveau des parents, le raid offre l'assurance que leur fils ou leur fille de quinze ou seize ans ne part pas "comme ça", avec un billet interraïls, "pour atterrir, de ville en ville, on ne sait où!"(sic)...

La réalisation de ces raids n'est possible qu'avec la forte *motivation* des jeunes qui participent. La motivation, c'est le *moteur*. A partir de là, tout est possible !

En conclusion

J'ai parlé dans cet article de quelques réalisations, outils, en partant toujours du terrain qui est une base très utile.

En plus de dix ans, le quartier qui nous entourait sur le côté ouest a explosé tous azimuts. Plus de deux mille logements ! La situation économique de ces dernières années fait que les gens sont plus stables dans leurs quartiers (moins de déménagements). Le premier quartier construit (Montolieu) a des bâtiments avec des appartements de cinq ou six pièces à des prix encore tout à fait abordables, voire bon marché. Ce quartier est aujourd'hui de plus en plus occupé par des familles portugaises ou espagnoles avec de nombreux enfants.

Comme bon nombre des parents travaillent, cela a nécessité de notre part d'offrir un accueil quotidien entre midi et deux heures pour les enfants qui ne peuvent rentrer chez eux. Cet accueil aboutit aujourd'hui (après bien des démarches) à la création d'une cantine scolaire avec lieu de détente. Notre base se transforme et, par là même, nos pratiques et modes d'intervention.

Participer à une dynamique sociale est une chose, l'amener à une synergie en est une tout autre bien souvent.

7. CESARE OTTOLINI

Unione Inquilini

Casa dei diritti sociali Padova (Italia)

LES CENTRES SOCIAUX AUTOGÉRÉS :

EN MARGE DE LA TRANSFORMATION URBAINE OU TRANSFORMATION DE LA MARGINALITÉ SOCIALE ?

Au cours des années 80, la désindustrialisation de l'Italie, provoquée par la division internationale de la production et des marchés, a paradoxalement créé les conditions favorables à une nouvelle dynamique sociale et culturelle dans les villes.

En effet, d'une part des bureaux, des usines, des hangars, bref des zones industrielles entières se vidèrent et furent même totalement abandonnées ; de l'autre l'augmentation du nombre des chômeurs qui en dérivait porta à libérer d'un travail asservi et aliéné de nombreuses forces, surtout dans le secteur de la jeunesse.

Tout cela se rattachait, en outre, à des courants de pensée de gauche prônant la participation, l'action directe, l'indépendance et l'autogestion.

Cela produisit des formes inédites d'initiatives culturelle et politique : les **centres sociaux autogérés**.

Installés dans des lieux autrefois productifs, presque toujours occupés illégalement, les centres sociaux ou plutôt les jeunes chômeurs ou travailleurs qui les fréquentent, ont donné naissance aux activités les plus diverses. On y fait ainsi de la musique, des cours de langues, des projections de films, de la production artisanale, on y accueille des immigrés sans-abri, etc.

Le tout est accompagné d'un antagonisme radical envers la société capitaliste.

Les squatters et tous ceux qui fréquentent ces lieux se répartissent toutefois selon différentes positions : il y a ceux qui les voient comme des

espaces libérés, d'autres plus simplement comme des pôles d'agrégation sociale et culturelle inter-ethnique, enfin, ceux qui pensent à la possibilité d'y faire naître par la lutte une nouvelle société réglée par des valeurs comme la solidarité.

Tout le monde partage la valorisation du travail volontaire et gratuit et la pratique d'une économie informelle de subsistance.

Quelques questions ouvertes

1. Jusqu'à quel point peut-on considérer les centres sociaux autogérés comme les héritiers, soit des Cercles de la jeunesse prolétarienne (*Circoli del Proletariato Giovanile*) des années 70, ou soit des Maisons du peuple (*Case del popolo*) de la tradition socialiste, communiste et libertaire ?

2. Ce phénomène est-il passager ou durable ? Laisse-t-il présager une véritable alternative sociale ?

3. La musique, le théâtre, la poésie, les *tags*, sont-ils des expressions pseudo-culturelles ou s'agit-il là des signes avant-coureurs d'une nouvelle culture en formation ?

4. Jusqu'à quel point la production autogérée d'artisanat et de services peut-elle être considérée comme le point de départ d'un marché possible ? N'a-t-on pas plutôt affaire à une économie informelle et pauvre, typique des pays du Sud ?

5. La dynamique culturelle et sociale actuelle favorise-t-elle un changement radical et général ou, au contraire, le changement ne pourra-t-il rester que marginal ?

6. En particulier, un véritable changement vers une société multi-ethnique et multiculturelle sera-t-il possible de cette façon ?

Une dynamique ascendante

Il s'agit d'une dynamique de type ascendant qui se développe dans l'indifférence des centres politico-institutionnels, quand elle ne se heurte pas à leur hostilité lorsqu'elle remet en cause concrètement les intérêts économique-politiques considérés.

En cherchant à mieux comprendre cette galaxie en mouvement, qui comptait milieu 1993 en Italie environ 140 centres sociaux autogérés, nous

pouvons en relever la croissance numérique parallèlement à la maturation de certaines hypothèses sociales et culturelles.

Vers la fin des années 70, les premiers centres étaient pour une part les héritiers des *Circoli del proletariato giovanile* et d'autre part des sièges de formations politiques de la gauche extra-parlementaire. Il s'agissait de quelques dizaines de structures, concentrées dans le centre septentrional de l'Italie, souvent enfermées dans des logiques de groupe, bien que le mouvement de la jeunesse de 1977 et le phénomène des *Indiani metropolitains* n'aient pas été étrangers à la gestion de certaines d'entre elles.

Il s'agissait alors d'une phase de résistance qui perdura sur toute la période dite de "pacification sociale", ayant suivi les successifs gouvernements d'unité nationale, et lors de laquelle le PCI de l'époque collabora à la restructuration économique et sociale, ainsi qu'à la lutte contre le terrorisme. Années particulièrement difficiles qui conduisirent à la réduction des potentialités des centres sociaux, jusqu'à les limiter au rôle de fortins de résistance, de lieux dans lesquels continuaient d'apparaître les contradictions d'un tel modèle de restructuration et la conflictivité sociale des sujets non "pacifiés".

C'est seulement dans la seconde moitié des années 80, en particulier à partir du mouvement de la *pantera studentesca* en 1986, que les centres sociaux reprirent vigueur, devenant des lieux de rencontre pour les étudiants, les travailleurs précaires, les nouvelles structures syndicales de base, les mouvements de lutte pour le logement.

C'est pourquoi nous pouvons lire la croissance numérique et l'extension géographique des centres sociaux jusqu'aux niveaux actuels comme la conséquence de l'enchevêtrement de divers facteurs : contestation des jeunes en général et des étudiants en particulier, et leur revendication d'un rôle spécifique dans une société différente ; contestation des travailleurs à l'égard d'un système productif les rendant toujours plus précaires et soumis à des choix économiques et politiques aliénants ; contestation d'un marché immobilier niant toujours plus le logement comme droit, au nom d'une super-valorisation du profit financier parasitaire.

A ce niveau de contestation s'ajoutent cependant au moins deux facteurs supplémentaires : l'organisation indépendante de nouvelles structures syndicales, les *Cobas* (organisation des comités de base), et la production d'une nouvelle culture métropolitaine faite essentiellement de musique, mais pas seulement.

Au niveau culturel, on peut remarquer quelques différences radicales entre les centres sociaux des années 70 et ceux d'aujourd'hui. En effet, si alors la musique était considérée comme militante jusqu'aux limites de l'idéologisme, avec un langage accessible seulement à certains milieux, la situation a changé au cours des dernières années. Il s'agit du résultat de l'irruption de nouveaux moyens de communication et de l'imprégnation qui s'est opérée à travers la présence, finalement perceptible, des immigrants.

En témoignent, en particulier, le phénomène des *posse*¹⁰, groupes musicaux qui propagent dans l'Italie des années 90, le langage direct du hip hop et du rap, construisant rythmes et chansons, les *raggamuffin*, qui parlent du présent avec une impressionnante prégnance et interpellent de larges pans de la jeunesse.

Les centres sociaux sont les contenants, mais aussi, fréquemment, les producteurs de ces groupes, à qui ils fournissent les services que les institutions leur refusent : salles de répétitions à bon prix, lieux de concert permettant d'éviter les coûts du marché et des *majors*, mais aussi la bureaucratie qui, bien souvent, coupe les ailes au désir de produire de la culture selon des circuits alternatifs. C'est ainsi que se créent de nouvelles dynamiques : agrégation culturelle et sociale sur des contenus liés au thème de la solidarité, de la participation, de l'autogestion, de la valorisation d'un travail – celui des musiciens autodidactes formés hors des critères institutionnels, qui permettent la mise-en-oeuvre d'un circuit économique indépendant. Des dizaines de milliers de personnes ont ainsi l'occasion de se rencontrer lors des fêtes des centres sociaux, où sont véhiculés des messages de contestation radicale de la logique marchande et de l'individualisme, alors que, dans le même temps, les centres sociaux commencent à s'autofinancer et à se doter de structures plus adéquates.

Synthétiquement, on assiste à la floraison d'un pan de société qui refuse la marginalisation. Cependant, les centres sociaux sont souvent victimes de ce processus, parfois aussi coauteurs, dès lors que leurs militants ne parviennent plus à se rapporter et/ou à entendre les sujets sociaux non radicalisés, ou, plus simplement, qui parlent un langage différent bien que partageant, au fond, les mêmes valeurs.

Quoi qu'il en soit, la diffusion de l'activité sociale et culturelle des centres sociaux autogérés est avérée, comme en témoignent la qualité et la quantité des initiatives qui y sont réalisées : les journaux rapportent désor-

¹⁰ Groupes locaux informels et généralement liés à un centre social (NdT).

mais régulièrement informations et critiques sur les concerts dans leurs rubriques "spectacles", alors que dans des villes comme Milan et Rome, où les centres sociaux se comptent par dizaines, des rubriques spéciales sont réservées à leurs activités (rubrique fixe dans le quotidien *Il Manifesto*, par exemple).

L'ampleur de cette diffusion est également confirmée par le succès des cassettes et disques autoproduits, réalisés par les centres sociaux et les groupes et distribués par le biais des circuits alternatifs des centres eux-mêmes, à l'occasion des fêtes ou des manifestations politiques. Le marché institutionnel de la musique a d'ailleurs commencé à prendre en compte ce succès, qu'il s'agisse de l'imitation du genre hip hop et *raggamuffin* par certains grands de la chanson commerciale, ou des tentatives visant à intégrer les *posse* au marché des *majors* du disque. Ces sollicitations ont entraîné la défection de certains, alors que d'autres ont réagi au problème en cherchant à augmenter la qualité professionnelle de l'autoproduction pour en préserver le contenu tout en conservant la relation en prise directe avec le public et les rapports avec les centres sociaux.

Les centres sociaux apparaissent donc comme des lieux de production de culture, mais aussi comme des lieux de formation professionnelle détachés du marché et sans coût aucun pour les institutions publiques.

Dans la majorité des cas, il s'agit de lieux occupés illégalement, mais l'on peut, à ce propos, envisager leur légitimation de fait, dès lors qu'ils assument effectivement de telles fonctions. Aux côtés des musiciens, se retrouvent en effet des techniciens du son, des électriciens, des monteuses, des publicitaires, des typographes, des gérants de bar, de petites entreprises de distribution discographique, plus un appareil artisanal relatif à la production de t-shirts, badges, etc. Bref, un petit contingent de personnes arrondissant leur salaire ou même réussissant à vivre grâce à ce circuit économique de production de biens et services.

D'aucuns y relèveront le signe d'une activité illégale particulière, à la limite la reproduction dans un pays, qui se dit avancé, d'une certaine économie informelle propre aux pays du Sud.

D'autres souligneront l'aspect formation professionnelle de type expérimental et indépendant ainsi réalisée sans coût pour les finances publiques.

Certains, enfin, y verront la confirmation de l'incroyable décalage entre les soi-disant "Programmes de lutte contre la pauvreté" financés par la CEE dans une logique d'assistanat, et une autonomie culturelle et d'entreprise qui rejoint, en pratique, certains objectifs fixés par la première, en empruntant la voie de la participation et de l'autogestion.

Quelques aspects multi-ethniques

Sur un autre versant, celui de l'intérêt à l'égard de la construction d'une société multi-ethnique, et au-delà des facteurs musicaux et culturels, il est intéressant de remarquer les rapports qui se créent entre militants et usagers des centres sociaux, dans une tentative de partage des rôles sur des problèmes spécifiques.

En ce qui concerne plus particulièrement le droit au logement, de nombreux centres sociaux ont répondu à l'absence de politiques publiques capables de fournir des solutions, notamment pour les immigrés, par une série d'initiatives à trois niveaux : informations pratiques et consultations juridiques concernant les moyens de faire respecter la législation sur les loyers, proposition d'initiatives de lutte en commun, fourniture directe d'hébergement dans les locaux des centres sociaux eux-mêmes.

La question a été mise en évidence de façon particulière à partir de l'été 1991, lorsque de nombreuses villes italiennes ont connu l'explosion du phénomène, jusqu'alors inédit, de l'occupation de logements désaffectés par des immigrés sans-abri qui avaient connu dans les centres sociaux un premier temps d'intégration sociale. C'est à partir de là que naquirent les *îles africaines* ou *asiatiques*, que l'immigration produisait aussi en Italie, obligeant pour la première fois les pouvoirs publics à prendre acte du développement de l'apartheid du logement comme conséquence de l'absence de politiques sociales et d'intégration.

Par ailleurs, les centres sociaux transformés en centres d'accueil multi-ethniques, ont démontré concrètement les potentialités et les limites de ce type de solution habitative, permettant aux observateurs les plus attentifs d'appréhender les modes de développement des dynamiques des rapports inter-ethniques, observations jusqu'alors impossibles à réaliser.

Phénomène passager ou durable ?

Il se révèle difficile de trancher sur la question du caractère durable ou passager du phénomène des centres sociaux autogérés, comme sur celle de

savoir si sa vocation est d'impulser des dynamiques plus généralisées de transformation sociale ou bien de rester le lieu inavoué de cantonnement des exclus de la société des "deux tiers".

Il s'agit probablement de l'une et de l'autre, selon la capacité à devenir réellement antagoniste et agrégateur, mais en fonction aussi de la réaction des institutions et des pouvoirs pouvant – ou voulant – contrôler ou réprimer.

L'exemple le plus connu est celui du *Centre social de Leoncavallo* à Milan, ancienne usine occupée et siège historique de comités et groupes sociaux depuis vingt ans, évacué et démoli il y a quelques années pour laisser le champ libre à la spéculation immobilière, finalement occupé à nouveau et à nouveau reconstruit. Pour quelles raisons l'intérêt d'un propriétaire privé a-t-il été tout d'abord sacrifié, puis soutenu, et finalement mis de côté – formellement du moins – si ce n'est au nom de la défense d'autres intérêts, liés, par exemple, au contrôle social ?

Ce n'est pas un hasard si, au cours de cette période de prédominance des valeurs de la Lega¹¹ et de nouvelle opposition frontale entre gauche et droite, le discours sur la nécessité d'évacuer Leoncavallo, considéré comme porteur d'intérêts contraires à la rénovation productiviste et mercantile, a refait surface.

Apparaît alors du plus grand intérêt la réflexion sur les différences existant entre les divers centres sociaux, mais aussi sur leurs affinités et leurs correspondances, afin de chercher à identifier les voies de changements possibles du micro au macro, et les conditions d'éventuels transferts d'expérience.

C'est donc dans cette direction que s'inscrit nécessairement l'analyse de l'organisation des centres en réseau, comme processus de circulation d'expériences et de dynamisation du débat, permettant de conserver le pluralisme d'options et l'identité de chacun.

Le *Meeting international* du mouvement antagoniste qui s'est déroulé à Venise en 1991 s'est avéré extrêmement intéressant à ce titre : il a permis de développer la réflexion sur l'importance de la communication et de mettre en valeur le projet de réseau international d'information télématique né en 1989 à Copenhague et devenu en deux ans le lieu de correspondance entre centres sociaux et radios libres. *L'European Counter*

¹¹ Parti politique de type "poujadiste" prônant la séparation de l'Italie du Nord et du Sud et le fédéralisme, se réclamant de la moralité publique et politique contre les partis "traditionnels" de l'argent et des "affaires", exaltant les valeurs du travail et de la famille, ayant soutenu la candidature du nouveau maire de Milan (NdT).

Network (ECN) – c'est son nom – fait office dans ses nœuds télématiques de boîte postale, relais d'amplification des initiatives, boîte à débats, et même diffuseur de poésie et de récits de science-fiction.

La facilité d'accès au système, l'orientation horizontale de la communication, la gratuité du service, sont autant de données techniques qui ont permis à l'ECN de toucher environ 1500 usagers, parmi lesquels des centres sociaux, des radios libres et des particuliers, localisés essentiellement en Italie. Il s'agit donc d'une BBS qui, bien qu'étant reliée à l'Europe du Nord et aux USA, a trouvé en Italie le terrain le plus propice à son épanouissement, prenant racine sur un réseau de centres sociaux à qui elle a donné la parole. Conçu au départ comme un espace underground libéré, après avoir été imaginé par le mouvement *cyberpunk* et de science-fiction lié aux revues *Decoder* et *Alphaville*, l'ECN, soutenu par les radios libres et les centres sociaux, s'est transformé en accélérateur de dynamiques de changement de la dimension du micro à celle du macro. Ceci explique sans doute pourquoi les polices italiennes et européennes l'ont placé sous surveillance, lui accordant une importance anormale dans leurs rapports annuels.

Nouvelles institutions pour le mouvement social urbain ?

De ces ébauches d'analyse, qui mériteraient un approfondissement sociologique à ce jour pratiquement inexistant, les centres sociaux auto-gérés émergent comme une sorte d'institution d'un mouvement social urbain aux contours encore mal définis, mais dont il est déjà possible de deviner l'ampleur non négligeable, un mouvement social qui concerne ce tiers exclu des bénéficiaires de droits et des biens, qui semble être l'une des caractéristiques de la société italienne.

Il convient, cependant, d'attirer l'attention sur au moins deux autres éléments.

Le premier tient à la prise en compte de l'expansion de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion sociale, dont l'une des conséquences est le renforcement virtuel ("potentialisation") de la base sociale des centres sociaux.

Le second, de nature plus politique, est lié à l'idéologie des acteurs principaux des centres sociaux, idéologie généralement orientée vers la transformation radicale de la société, dans un sens communiste, libertaire, solidaire et non mercantile.

Il serait hasardeux de se prononcer aujourd'hui sur la capacité de ces éléments à impulser des dynamiques réelles de transformation ou révolutionnaires, car la complexité sociale suppose une compréhension et une pratique attentives à l'ensemble des sujets sociaux.

En revanche, il est possible de considérer que les centres sociaux ont une fonction de transition, de lieu de reproduction sociale et politique, comme une sorte de nid écologico-social.

A certains égards, ils peuvent donc apparaître comme l'équivalent des *maisons du peuple* du début du siècle, lieux de rencontre, d'épanouissement culturel, de solidarité active des classes subalternes, sièges des partis de gauche alors en formation.

Cette situation pourrait être facilitée par l'institutionnalisation contemporaine des organisations sociales, syndicales, culturelles et politiques de cette même gauche, désormais historique et transformée parallèlement à la transformation de ses sujets sociaux et culturels de référence.

Si ces prémisses devaient être confirmées par une observation plus approfondie, nous nous trouverions face à une dynamique qui, après être restée pendant des années en marge de la transformation urbaine, aurait soudain à faire front au défi d'une transformation radicale : transformation de la marginalité sociale en l'un des moteurs possibles d'un changement général de la société.

Mais c'est là un défi qui court tous les risques d'un laboratoire social toujours sur la crête des choix possibles ou obligés.

Entre intégration, répression, institutionnalisation, marginalisation, dynamisation générale, restent ainsi ouvertes toutes les options propres à ce pan de société naissante qui se retrouve aujourd'hui dans les centres sociaux autogérés.

Bibliographie

Aa. vv. (1991), *International Meeting*, Atti del Convegno Internazionale di Venezia, Padova, Calusca Edizioni.

G. Bottazzo (1978), *Dai figli dei fiori all'autonomia. I giovani nella crisi fra marginalità ed estremismo*, Bari, De Donato Editore.

P. Chiozzi, coord. (1986), *Etnicità e potere*, Padova, Cleup Editore.

Coop. Libra (1990), *Giovani e spazi sociali. Sondaggio sul bisogno di spazigiovanili e sull'utilizzo del Centro di Informazione e Orientamento Giovani del comune di Ravenna*, Coop. Libra Ravenna.

De Masi e Signorelli, coord. (1988), *La questione giovanile*, Milan, Franco Angeli.

I. Diamanti, coord. (s.d.), *Associazioni giovani e istituzioni locali*, Milan, Franco Angeli.

F. Ferrarotti (1988), *Oltre il razzismo – Verso la società multirazziale e multiculturale*, Rome, Armando Editore.

F. Neresini (1983), *Giovani, crisi e futuro. Indagine sociologica sulla condizione giovanile in un quartiere di Vicenza*, Padova, Laboratorio ricerche.

C. Ottolini (1990), *Per un'inchiesta sulla condizione abitativa degli immigrati in Italia, ovvero: l'apartheid dell'alloggio, in: Stranieri in Italia*, Bologne, Il Mulino Editore.

S. Scanagatta (1984), *Giovani e progetto sommerso*, Bologne, Patron Editore.

Università degli Studi di Roma "La Sapienza", facoltà di architettura (1985), *Centri sociali. Criteri per la programmazione, la progettazione e la realizzazione*, Rome, Edizioni DEI.

Zeronetwork (s. d.), *periodico dell'European Counter Network*, Padova, Calusca Editore.

8. RÉMI PAGANI ET NICOLE VALIQUER

Fédération des associations de quartier de Genève

ACTION POPULAIRE AUX GROTTES (APAG)¹²

Situé juste derrière la gare Cornavin de Genève, le quartier des Grottes a été construit à la fin du siècle dernier et affecté essentiellement au logement ouvrier. Coupé du centre de la ville par la ligne des chemins de fer, son intégration urbanistique fut toujours problématique.

Dès 1914, on évoque la vétusté du quartier et au cours des années 20 déjà, les autorités songent à le démolir. En février 1931, le Grand Conseil¹³ vote un arrêté législatif qui interdit toute construction nouvelle et toute rénovation en attendant l'adoption d'un plan d'aménagement. Salué dans un premier temps par les habitants qui pensaient que les autorités allaient enfin s'occuper de ce quartier, ce blocage signifia plutôt le début de l'agonie des Grottes. Juridiquement valable pendant deux ans, cette loi sera en fait appliquée par l'État pendant 48 ans. Son résultat le plus tangible fut une politique systématique de non-entretien des bâtiments, accompagnée de l'achat progressif de la majorité des parcelles par la Ville de Genève. Divers projets de reconstruction furent présentés, mais aucun n'a vu le jour. Ainsi, un premier projet en 1933 propose une reconstruction complète du quartier. Son gigantisme et l'impossibilité du gouvernement de Léon Nicole¹⁴ à trouver des fonds empêchèrent sa mise en œuvre. En 1953, la Ville de Genève rejette un nouveau plan dont les structures routières sont inadéquates.

C'est au début des années 70 que la Fondation pour l'aménagement des Grottes (FAG)¹⁵ voit le jour et présente un projet détaillé de reconstruction totale du quartier. Sur ce dernier qui abrite alors 2500 habitants et 200 emplois, elle veut loger 15475 personnes et placer 11 000 emplois. Un immense complexe immobilier sous forme de croix, que les habitants ne

¹² Ce texte se veut un récit-témoignage, suite à la rencontre de St-Sabin à Lausanne en mars 1993. Il s'est notamment inspiré de travaux mentionnés dans la bibliographie.

¹³ En Suisse, le pouvoir législatif est représenté au niveau communal par le Conseil municipal et au niveau cantonal par le Grand Conseil ; l'exécutif, quant à lui, est représenté au niveau communal par le maire ou le Conseil administratif et au niveau cantonal par le Conseil d'Etat.

¹⁴ Léon Nicole fut conseiller d'Etat sous le gouvernement socialiste de 1933-1936.

¹⁵ La FAG est un organisme de droit public et autonome, doté de moyens étrangers aux administrations et fonctionnant parallèlement à celles-ci, mais placé sous la surveillance de l'Etat et de la Ville.

tardèrent pas à appeler croix gammée, bordé de routes express, constitue le cœur du projet. Pour permettre le relogement des habitants, le projet prévoit la construction d'un ensemble résidentiel plus modeste dans le haut du quartier. Lors des élections de mars 1975, tous les partis politiques réclament la démolition-reconstruction totale du quartier des Grottes. Pourtant, les oppositions naissantes et la crise économique poussent la FAG à élaborer de nouveaux projets.

Cette même année voit la création de l'Action populaire aux Grottes (APAG). Ce mouvement d'habitants refuse la démolition du quartier et en exige une rénovation douce. Les buts poursuivis se retrouvent dans la pétition que 250 habitants adoptent en octobre 1975 : rénover les immeubles en bon état, entreprendre sans retard des travaux de modernisation, le loyer ne devant pas dépasser 15% du revenu des habitants, entretenir les maisons vétustes, accorder la priorité à la construction de logements bon marché et reloger les habitants du quartier. Il faut relever que l'APAG a mené, au début de cette même année, une enquête auprès des habitants des Grottes, qui lui permet de réunir plusieurs informations concernant l'état du quartier.

En 1976, soutenue par le Centre de loisirs des Asters, le Mouvement populaire des familles, les paroisses et l'Association des parents d'élèves, l'APAG remet une pétition au Conseil municipal pour affecter la villa du Nant des Grottes et le terrain alentour à un Jardin Robinson. Le 4 juin, cette villa doit être démolie ; ayant épuisé toute voie légale, l'APAG et les habitants du quartier occupent cet espace. Finalement, cette maison sera détruite.

Intentionnellement laissé à l'abandon, le quartier est de plus en plus habité par ceux que la société marginalise (travailleurs étrangers, dont les "saisonniers", retraités à bas revenus). La dégradation des immeubles et l'incertitude quant à l'avenir du quartier provoquent un délogement progressif des habitants. L'APAG tente de réagir contre ce phénomène et décide, en octobre 1977, de lancer un référendum¹⁶ contre la décision du Conseil municipal qui veut commencer des travaux dans un secteur, sans avoir défini l'avenir du centre du quartier. Plus de 5000 signatures sont recueillies en 15 jours. Devant cette situation, le Conseil d'État refuse de ratifier la décision du Conseil municipal.

Parallèlement, l'APAG envisage d'occuper certains appartements ; un comité de relogement forcé se constitue. Le 24 novembre 1977, dix appartements sont officiellement occupés. L'APAG cherche à populariser

¹⁶ Le droit de référendum est un droit exclusivement populaire. Les citoyennes et citoyens peuvent demander, sous certaines conditions, qu'une loi soit soumise au corps électoral.

l'action au maximum: convocation de la presse, action "portes ouvertes" des appartements occupés, création d'un comité de soutien aux occupants, regroupant notamment le Groupe d'Habitants des Eaux-Vives, le Groupe Logement Plainpalais, le groupe des Apprentis en lutte, le Syndicat des travailleurs techniques, la Ligue marxiste révolutionnaire et le Drapeau Rouge. Le 17 novembre 1978, 300 policiers expulsent une quinzaine d'occupants du 3, rue Empeyta et saccagent l'immeuble. Le soir même, plus de 1 000 personnes manifestent. Le 22 novembre, nouvelle manifestation pour protester contre les évacuations. Le 12 décembre, les expulsés d'Empeyta réoccupent 5 appartements, soutenus par de nombreuses personnalités, dont le cinéaste Alain Tanner et le militant anarcho-syndicaliste Lucien Tronchet.

Durant cette même période, des expériences alternatives se développent. Par exemple, en janvier 1979, la Cantine populaire¹⁷ voit le jour. Cette arcade, anciennement "Café du Raisin", a été ouverte par l'APAG en 1978. Elle fut d'abord utilisée par l'École d'architecture pour une exposition, puis servit de permanence et de lieu de réunion pour le mouvement d'occupation et devint enfin un lieu d'information pour tous les habitants du quartier. Le 1^{er} mai 1979, la Maison des enfants est inaugurée. Elle propose des activités basées sur le libre développement des enfants. A la rue de l'Industrie, une Maison de la musique se crée au printemps 1979.

L'année 1977 marque un tournant décisif pour le quartier des Grottes, puisque le projet de démolition totale de ce dernier est abandonné au profit de la rénovation. Commence alors une période de revirements d'opinions. En 1978, la FAG change de cap et prône la sauvegarde du quartier. Les socialistes, favorables à la démolition en 1975 se prononcent "*pour un futur choisi par les habitants*". Les radicaux¹⁸, quant à eux, exhortant à "*rejoindre le monde moderne*" en 1969 veulent "*redonner vie à un quartier sympathique*"...

En décembre 1980, le Conseil municipal refuse le projet de rénovation lourde du 15, rue des Grottes, immeuble occupé par l'APAG, qui obtient là une victoire importante. L'association demande que la méthode de réhabilitation appliquée aux immeubles 20, 22 et 22bis, rue Louis-Favre, soit étendue sur l'ensemble du quartier. La méthode MER¹⁹ permet en effet une permutation des locataires durant les travaux de remise en état, des

¹⁷ Elle sera suivie du Squat-gag et de l'Adrénaline.

¹⁸ En Suisse, il s'agit d'un parti de droite.

¹⁹ La méthode d'évaluation rapide, baptisée "MER", permet après une simple visite sur place de poser à l'aide d'instruments de recherche et d'évaluation fiables un diagnostic de détérioration et de calculer exactement le coût de la remise en état correspondant à une simple réhabilitation.

futurs loyers abordables, un coût de moitié de celui d'une construction neuve.

En 1980 toujours, l'APAG lance une initiative²⁰ municipale pour la réhabilitation/remise en état des Grottes. Elle cherche à éviter la lutte au coup par coup, étant donné que toute image directrice du quartier comporte différents éléments dont chacun risque d'être remis en cause selon l'évolution des rapports de force politiques au sein et hors du quartier. Se fondant sur l'inventaire des immeubles qu'elle a elle-même élaboré en 1976 et appuyée par des architectes et des urbanistes, l'association se met à répertorier individuellement tous les immeubles dont l'état général rend possible une rénovation légère. Outre cette énumération détaillée, l'initiative déposée en 1981 fixe les principes de cette rénovation légère et le maintien du réseau routier en l'état. Pour désamorcer les principales revendications de l'initiative, les autorités votent en toute hâte une série de crédits destinés à des rénovations légères, ainsi qu'à des constructions nouvelles, ce qui leur permet d'affirmer que l'objectif de l'initiative allant être atteint, celle-ci devient inutile. Des baux sont même accordés aux occupants relogés de manière éparpillée à l'extérieur du quartier. La campagne de presse contre l'initiative est virulente, initiative qui n'est d'ailleurs soutenue par aucun parti politique, mais par différents syndicats, des associations à tendance écologiste et bien sûr par la Fédération des associations de quartiers et d'habitants (qui regroupe les différents mouvements d'habitants du canton). Lors du scrutin de novembre 1982, l'initiative des habitants est rejetée de justesse.

En résumé, on peut dire que le but premier de l'APAG, à savoir empêcher la démolition/reconstruction totale des Grottes, a été atteint après le changement de cap des autorités dans leur politique à l'égard de ce quartier. Mais en même temps, ce changement a rendu nécessaire la réalisation d'un second objectif, à savoir le maintien d'un habitat populaire au centre ville. En ce sens, le départ de nombreux habitants suite aux rénovations et les nouvelles réalisations architecturales ont pourtant profondément modifié la composition sociale du quartier des Grottes.

L'histoire de l'APAG a favorisé différents processus de réflexion collective ayant la ville pour enjeu. En 1979, différentes associations de quartiers se regroupent au sein de la Fédération des associations de quartier et d'habitants (FAQH). Celle-ci se propose de dépasser le seul niveau de coordination et de soutien entre les différentes associations de quartiers, pour élaborer une réponse collective au niveau de la ville et du canton. C'est ainsi que forte de l'expérience des Grottes, la FAQH lance en 1980

²⁰ Le droit d'initiative permet à toute citoyenne et à tout citoyen de proposer une loi nouvelle ou un amendement à une loi, selon certaines conditions.

un mouvement de relogement forcé qui verra plusieurs immeubles, appartenant cette fois à des propriétaires privés, occupés, en réponse aux 1 500 appartements laissés vides sur le marché.

A l'heure actuelle, la FAQH poursuit ses actions; elle a par exemple mis sur pied une méthode d'auto-évaluation du loyer qui devrait permettre aux locataires de connaître le juste prix de leur logement et les inciter à négocier des loyers à la baisse. De nombreux immeubles sont encore occupés et témoignent d'une vie associative et collective dense.

Bibliographie

Collectif (1979), *Vivent les Grottes! La lutte d'un quartier à Genève*, Genève, Éditions Que Faire?

Une association d'habitants: l'Action populaire aux Grottes (APAG) – Genève (1980), in: Les cahiers médico-sociaux, 1980, 287-294.

M. Bernasconi et N. Valiquer (1983), *La Jonction, un quartier et son devenir, enjeux et pratiques d'une association d'habitants*, Genève, mémoire de licence en sociologie, octobre 1983.

P.- A. Champod, M. Usel et N. Valiquer (1986), *Occupons, occupons, il en naîtra sans doute aussi quelque chose... du côté de la sociabilité!*, Revue suisse de sociologie, 1986, 507-513.

M. Guye-Bernasconi et N. Valiquer (1986), *Le jeu des classes moyennes dans la mise en scène urbaine*, in: Revue suisse de sociologie, 1986, 495-505.

A. Auer et R. Lévy (198.), *Les mouvements de quartiers face aux autorités et aux partis: expériences à Genève, Lausanne et Richterswil*, in: Annuaire suisse de science politique, 172-191.

9. MARIO VICHE

Institut de la Joventut, Generalitat Valenciana

11, c/de l'Hospital, E – 46001 VALENCIA

"ALCOI: VILLE JEUNE": UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT A PARTIR DE LA PARTICIPATION DES JEUNES ET DE L'IDENTIFICATION AVEC LE FUTUR DE LA VILLE

Alcoi est – selon le recensement de 1988 – une ville de 65 174 habitants²¹. Située à l'intérieur des terres à mi-chemin de Valence et d'Alicante et à 545 mètres d'altitude, la ville est au confluent de trois rivières venues des chaînes de montagnes qui l'entourent : celles du Carrascal (1 352 mètres max.), de Mariola, avec le Montcabrer (1 390 m), et de Serrella (1 379 m).

Dès sa création en 1255 ou 56, Alcoi, ville chrétienne, a lutté pour sa survie en créant son propre système économique et en affirmant son identité collective. Le développement d'une identité locale (la "morale" d'Alcoi) et l'adaptation à des conditions de vie particulières dues au relatif isolement géographique, ont au fil de l'Histoire abouti à un résultat satisfaisant. Alcoi a été ainsi la première ville de la région *valenciana* à faire sa révolution industrielle, et où il se soit développé un mouvement ouvrier – communiste et anarchiste – Alcoi méritant ainsi d'être citée par Karl Marx dans "Le Capital" !...

Pendant le franquisme, de 1939 à 1976, l'économie repose principalement sur le commerce textile, créant un axe direct entre Alcoi et Barcelone. De petits entrepreneurs détiennent le pouvoir économique, cette oligarchie locale étant par ailleurs fidèle à Franco. Dans les dernières années de la dictature, la crise et le vieillissement du groupe social des entrepreneurs freinent le processus de développement, la solution pour les jeunes étant alors dans la migration, mais à l'intérieur de l'Espagne puisqu'à cette époque, les possibilités d'émigration sont limitées, l'immigration étant elle aussi limitée et contrôlée. C'est à cette époque que l'on gèle les investissements, ferme certaines industries, que la ville perd de

²¹ En 1990, la pyramide des âges avait son sommet avec les 21-30 ans. La population active représentait 52,76% (soit 34 223 habitants). Le taux d'immigration est de 31,6%, mais il s'agit principalement d'une immigration intérieure, d'autres régions d'Espagne.

nombreux étudiants quittant Alcoi pour trouver du travail ailleurs... On n'a pas confiance dans le futur de la ville.

Alcoi est une ville représentative du processus d'industrialisation et d'urbanisation dont souffre la société d'aujourd'hui. Pionnière de la révolution industrielle au XVIII^e siècle, elle a été et reste en avance sur les processus d'industrialisation, de développement des mouvements sociaux et en tout ce qui a trait aux processus d'urbanisme et de la "modernité".

Surmontant les difficultés liées à sa position géographique quelque peu en retrait, Alcoi a su donner historiquement des réponses progressistes autant du point de vue socio-économique que concernant son rôle régional au sein d'une société nationale en mouvement.

Ainsi, et en étant présente de manière permanente dans tous les forums où pouvaient émerger des courants sociaux modernistes, en créant aussi ses propres axes de communication commerciale et en innovant dans la manière même de penser son devenir, la ville a donné à son problème d'isolement des réponses industrielles pionnières.

La société postindustrielle fait ainsi face au défi d'adaptation aux nouveaux paramètres sociaux: une nouvelle structure industrielle et d'entreprise, un nouveau modèle urbanistique, une structure différente des réseaux de communication, et, chez les citoyens, une conception alternative du temps libre et du temps de travail. Alcoi continue à développer ses capacités, à affirmer son identité, en donnant des réponses créatives et adaptées aux événements sociaux, cela moyennant deux projets concrets: **Ara** (réhabilitation urbaine) et **Ara Temps Libre** (réhabilitation de la vie culturelle et socioculturelle).

Le projet Ara (Architecture et réhabilitation d'Alcoi) a surgi, dans cette perspective, comme un projet intégral de réhabilitation urbaine, et bien qu'étant un projet-pilote, il vise à adapter aussi bien les quartiers anciens de la ville que ses agrandissements successifs aux besoins d'une ville postindustrielle.

Le projet "Alcoi: Ara, temps libre", qui se veut lui aussi en même temps un projet-pilote et un projet d'intervention intégrale, donne des réponses structurelles et relationnelles à l'utilisation du temps libre des citoyens d'Alcoi, au niveau local, réponses qui doivent s'adapter autant aux nouvelles attitudes sociales face au temps libre (J. Dumazedier, 1988), qu'à la nouvelle structure urbaine. C'est dans cette dernière perspective

que le projet "Alcoi : Ara, temps libre" fait le trait d'union avec le projet "Ara".

Le projet "Ara" structure la ville à partir de la vieille ville et de la construction de cinq parcs publics dans les quartiers les plus représentatifs.

Le projet "Ara, temps libre" (littéralement : "Maintenant, du temps pour les loisirs") structure des espaces pour le loisir en fonction d'une spécialisation des espaces, espaces créés sur la synergie entre :

- le parc public, espace pour le loisir "libre",
- la spécialisation des parcs en fonction des nouveaux besoins sociaux et des nouveaux secteurs économiques,
- les énergies sociales et associatives des citoyens.

Ainsi sont définis cinq espaces pour le loisir :

- le "Parc ludique", avec une ludothèque,
- le "Parc technologique", pour l'apprentissage et la connaissance des nouvelles technologies,
- un "écomusée",
- un "Hôtel social", orienté vers le secteur touristique,
- un parc dédié aux activités publiques des diverses associations.

Historiquement, l'identité locale d'Alcoi est déterminée par :

- la lutte pour sa survie,
- la morale d'Alcoi qui est une morale de "justice",
- la fête dite "des Maures et des Chrétiens, la plus ancienne de la région, et à laquelle participe toute la ville,
- une production culturelle propre : littérature, cinéma,...

Il existe de plus à Alcoi de nombreuses associations de tous types : associations religieuses, associations de loisirs, associations de type professionnel, associations culturelles et récréatives, associations de services, associations d'action sociale, soit au total 93 associations.

"Alcoi, Ville Jeune", un modèle de développement

C'est à partir des premières élections démocratiques post-franquistes en 1977, qu'a accédé au pouvoir une nouvelle génération d'Alcoiens. A partir de ce moment-là a été engendré un processus de développement caractérisé par la récupération du modèle d'identité locale : l'identification avec le futur de la ville, qui s'est concrétisé dans le projet urbanistique

ARA ; la création de nouvelles entreprises, des projets d'action éducatrice pour la jeunesse, d'insertion sociale et de travail, le projet Jeunes...

Cette nouvelle classe politique, jeune, base son action politique sur :

- l'urbanisme, afin d'obtenir l'identification avec un modèle renouvelé de la ville, qui se distingue par son souci de récupérer les quartiers anciens, un trait architectonique propre, un dessin concret et une fonctionnalité,
- le développement de nouveaux secteurs de l'économie : dessin, image, nouvelles technologies...,
- le développement d'un système de formation et d'appui au secteur étudiant.

Cela donne lieu à un modèle propre de développement économique et culturel, modèle par identification avec l'idée du futur de la ville, qui passe par l'identification avec :

- un modèle de développement,
- un modèle de ville : structure, fonctionnalité, dessin,
- un modèle de protagonisme des jeunes (entrepreneurs).

Ce modèle commence à donner des résultats :

- création de nouvelles entreprises,
- freinage des processus d'émigration,
- récupération des cerveaux "locaux".

Ce modèle a été défini par les responsables politiques comme "La Ville Jeune", concept qui à leurs yeux suppose :

- que l'on comprend la ville comme un fait global où les différentes inventions sont conçues de forme interdisciplinaire, ajoutant ses efforts de manière synergique,
- que les jeunes assument un rôle actif et protagoniste de la vie de la ville, une vie dynamique, d'esprit d'entreprise, sur la base d'une actualisation des structures socio-économiques,

La Ville Jeune d'Alcoi passe pour :

- donner une réponse aux besoins d'intégration socio-économique et de travail des jeunes, favorisant l'accès à l'information, les initiatives, l'innovation, les aides et la formation,
- doter la ville des services complémentaires pour les jeunes qui se trouvent en période d'études, autant au lycée qu'à l'Université.

- offrir des espaces de communication, de rencontre et de récréation, où le jeune soit l'usager d'une ville lui offrant une véritable qualité de vie,
- permettre la participation des jeunes et de leurs associations aux projets d'amélioration de la qualité de vie des citoyens,
- permettre une dynamique de communication et une structuration des réseaux au niveau local, ce que favorise une identification avec le modèle de développement, l'innovation et l'échange socioculturel.

En première approximation, la Ville Jeune pourrait être caractérisée par les traits suivants :

- démographiques : accroissement végétatif positif ou nul
taux de population jeune d'environ 35 %
- économiques : accroissement économique
capacité d'adaptation et de création de nouveaux secteurs économiques
créativité des entrepreneurs
capacité d'innovation
- urbanistiques : réhabilitation des quartiers anciens
identité architectonique
- socioculturelles : identité avec un projet collectif pour la ville
communication : existence des réseaux locaux, presse, radio, t. v...
participation : existence d'un associatinnisme de services et de nouvelles formes associatives.

Bibliographie

M. Bassand et J.P. Fragnière (1978), *Le pouvoir dans la ville, essai sur la démocratie urbaine*, Vevey, Ed. Delta.

M. Bassand et S. Guindani (1982), *Maldéveloppement régional et identité : pour un développement endogène*, Lausanne, Presses polytechniques romandes.

M. Bassand (1982), *Villes, régions et sociétés : introduction à la sociologie des phénomènes urbains et régionaux*, Lausanne, Presses polytechniques romandes.

M. Bassand et F. Hainard (1985), *Dynamique socioculturelle régionale*, Lausanne, Presses polytechniques romandes.

P. Besnard (1990), *El Animador sociocultural*, Valencia, Ed. Grup Dissabte.

T. Boix et M. Viché (1990), *Animación y gestión cultural*, Valencia, Ed. Grup Dissabte.

J. Dumazedier (1988), *La révolution du temps libre*, Paris, Méridiens Klincksieck.

P. Furter (1983), *Les espaces de la formation*, Lausanne, Presses polytechniques romandes.

A. Meister (1969), *Participation, animation et développement à partir d'une étude rurale en Argentine*, Paris, Anthropos.

T. Puig (19..), *Animación, cultura y participación*, Madrid, Ed. Popular.

P. Rossel, M. Bassand et F. Hainard (1990), *Cultures et réseaux en périphérie*, Lausanne, Réalités sociales.

Collectif (1983), *Suelo y Ocio*, Madrid, Ed. Instituto de Estudios de Administración Local.

Collectif (1990), *España 1990, imagenes del futuro*, Madrid, Temas de Hoy.

Collectif (1988), *L'autogestion, disait-on!...*, Cahiers de l'Institut universitaire d'études de développement, Paris et Genève, PUF et Cahiers de l'IUED.

10. LEILA WOLF

89, avenue Ledru-Rollin 75012 Paris

LE ROLE (LIMITÉ...) DE CHEF DE PROJET "DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS" DANS LE PROCESSUS DE CHANGEMENT SOCIAL INDUIT PAR UN CONTRAT PASSE ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (LE DSQ): difficultés et résultats"

J'occupe la fonction de chef de projet DSQ à Draveil (Essonne), dans le quartier de l'Orme des Mazières.

Dans la politique urbaine, le chef de projet est censé coordonner les initiatives qui viennent d'une part des instances publiques (État, région, département, commune), d'autre part celles qui viennent des habitants et des associations.

Or ni du côté des institutions, ni du côté des habitants, il ne se dégage d'orientation et de volonté d'action qui permettraient à une telle fonction de s'exercer conformément aux buts qui lui ont été attribués.

Le chef de projet est au centre d'un réseau de contradictions, d'immobilismes et de désirs non formulés. Quelle position doit-il adopter, pris qu'il est entre le parachutage de mesures décidées d'en haut et les initiatives confuses et peu nombreuses qui viennent des habitants? Ni animateur ni responsable politique, quelles sont ses possibilités d'intervention dans le changement social des quartiers populaires?

Plan de la communication :

1. Données générales du terrain (quartier de l'Orme des Mazières, ville de Draveil, Essonne)

2. Le changement social, les différents points de vue :

- la visée de l'État (lutte contre les exclusions ou paix sociale?) ;
- la visée de la commune (développement social ou obtention d'un maximum de subventions?) ;

- la visée des associations locales (insertion sociale ou constitution de clientèles ?) ;
- le rôle de médiateur joué par le chef de projet DSQ.

3. Changement social et différence des temps sociaux :

- le temps de l'État (budgets et "raisons administratives") ;
- le temps de la commune (budgets et échéances électorales...);
- le temps des habitants (l'implication des habitants dans les projets) ;
- le rôle de médiateur joué par le chef de projet DSQ.

4. Les résultats :

- la constitution d'un partenariat local ;
- le développement de la vie sociale ;
- assistance vs. prise en charge individuelle.

Texte élaboré à partir de l'enregistrement du "récit-témoignage"

...Au sud de Paris, dans ce que l'on nomme déjà la deuxième couronne, l'Essonne, à Draveil, le quartier de l'Orme des Mazières...

Le DSQ est l'une des innombrables formes de contrat que la ville peut avoir avec l'État, le département et la région. On est dans le dixième contrat de Plan jusqu'à fin 1993. Il y a jusqu'à présent sept ou huit formes de contrat, qui peuvent s'appeler contrat ville-habitants, contrat de ville, contrat DSU – développement social urbain, qui concerne plus d'un quartier dans la ville, contrat DSQ – développement social des quartiers, qui concerne un seul quartier, comme c'est le cas ici... A l'entrée du prochain contrat de Plan, le onzième, début 1994, il y aura, d'après ce qu'on sait, une forme de contrat de ville qui va être proposé aux communes qui seront retenues.

La ville de Draveil a 28 000 habitants, le quartier a 2 300 habitants, ce sont 770 logements. Selon l'INSEE, il y environ 20 % de population étrangère correspondant à 14 % des foyers, et 10 % de chômeurs, à peine au-dessus de la moyenne de la ville. Alors pourquoi l'État a-t-il choisi cette ville pour une procédure DSQ ? Ce n'est pourtant pas Mantes-la-Jolie, ce n'est pas Chanteloup-les-Vignes, ce n'est pas les grandes banlieues, ce n'est pas Grigny-la-Grande-Borne. Je me demandais donc au début pourquoi Draveil avait été prise... Ce n'est pas Roubaix, l'Alma-Gare, ni le quartier de Metz dont on a parlé tout à l'heure et où il semble qu'il y ait beaucoup plus de problèmes. C'est parce que les sites sont aussi choisis en raison de certaines circonstances politiques... Dans le cas de Draveil,

l'État a fait ce contrat en pensant qu'il pourrait s'agir d'une expérience de prévention, afin que ce quartier ne devienne pas trop problématique d'ici quelques années. Mais il y a en fait deux quartiers concernés, le "mien", qui s'appelle l'Orme-des-Mazières – comme l'arbre – et l'autre qui s'appelle Bergeries, et qui, d'après certaines statistiques, est même plus problématique que les Mazières. Alors pourquoi les Mazières ? Et tout d'abord, pourquoi Draveil ? Là aussi, des raisons politiques. Une personne – l'ex-directeur départemental de l'Équipement – m'a dit qu'il y avait dans l'Essone déjà quatre quartiers de villes "de gauche" en procédure DSQ, et qu'il avait fallu prendre deux villes "de droite" pour équilibrer, dont Draveil où le maire est considéré comme faisant partie des "non-inscrits", du centre-droite en fait. Et l'autre ville choisie a été Epinay, dont le Maire est RPR. Il est aussi une célébrité locale, maire depuis trente ans, président de l'association des maires de l'Essonne, vice-président du Conseil général au niveau du département, etc. Il faut savoir que c'est aussi comme ça que sont attribués les contrats. Les villes sont nombreuses à se porter candidates, alors pourquoi certaines sont choisies et d'autres non, pourquoi certaines qui n'ont pas tellement de problèmes sont prises et d'autres non... alors, pourquoi les Mazières ?...

Il y a notamment une association qui s'appelle "Enfants du Monde", et dont le président est Ivoirien, une personne très dynamique, et qui a des liens de famille avec le président de sa République. C'est un homme qui a fait des études, qui a fait un troisième cycle et s'est installé à Draveil il y a dix ans. Il a des contacts personnels partout, et a déjà fait venir un ministre au quartier. Le caractère de cette association, qui est une association "de jeunes", est qu'elle rassemble des jeunes d'Afrique noire, qui constituent maintenant l'immigration la plus récente, des jeunes maghrébins, et plus de garçons que de filles. Le président lui-même n'est pas un "vrai" jeune (il a entre 35 et 40 ans), mais les membres de l'association sont pour la plupart des adolescents. Cette association a des portes ouvertes partout, à l'État, au département. Le président de l'association serait lui aussi intervenu auprès de l'État pour que la ville soit retenue en DSQ.

Le métier de chef de projet DSQ, c'est de faire, d'être l'intermédiaire entre l'État, la ville et les habitants, de donner des idées sur des projets, trouver des financements, un métier très varié, dont le cadre d'action est très peu défini, mais dont le statut est lui aussi très peu défini : on n'est pas vraiment chef, on n'est pas élu, on n'a pas un pouvoir de décision, au niveau des habitants on représente la mairie, on n'est pas leader associatif, on ne peut pas l'être, c'est un travail diplomatique, de médiation...

L'articulation entre le rôle de l'État, celui des collectivités locales et les habitants est un réseau de contradictions, et le chef de projet est là au milieu, et amené à gérer tout ça. Cette complexité s'exprime à travers trois éléments :

- l'inadéquation des différences de temps, c'est-à-dire des différentes manières et possibilités de gestion du temps. L'État a un temps, la collectivité locale a un temps, les habitants et les gens impliqués ont d'autres temps ;
- l'inadéquation au niveau des échelles de projets ;
- l'inadéquation au niveau des intérêts différents.

Quelquesfois, il n'y a pas de cohérence au niveau d'un projet, qui peut être vu d'une certaine manière par l'État, et d'une autre par la collectivité locale.

Au niveau de la participation et de l'implication des habitants, elle est en France de l'ordre de la volonté politique. Il y a des arrêtés ministériels qui en parlent ; le DSQ s'explique sur cette question, et sur les moyens choisis pour faire participer les habitants. La participation des habitants est l'un des axes de la lutte contre l'exclusion... Ce n'est pas comme en Amérique latine, où cette participation est plutôt une expression populaire et pas du tout soutenue par l'État. Enfin, peut-être que maintenant, ça a un peu changé, mais pas dans le sens de ce qui se fait ici. Mais ici comme là-bas, de toute façon, comme on a pu le voir, la participation des habitants ne se décrète pas, mais se construit en fait petit à petit.

Et je tiens ici à revenir sur ce problème de l'inadéquation des temps. Les habitants pourraient participer, et à mon avis surtout sur des grands projets comme la réhabilitation, les projets urbains, la maison de quartier, – si il n'y avait *qu'un* temps, si on avait le temps de bien les informer, de les mettre dans le bain...

Et s'il y avait aussi un relais associatif – la notion de relais et de réseau est très importante là, parce que le "temps des DSQ", c'est trois ans, et que trois ans, c'est très peu. Moi-même n'y serai en fait que deux ans. Ça peut être cinq ans, dans ce cas là c'est trois. Ce n'est pas possible en deux ou trois ans de faire surgir des associations. Et il faut aussi réussir à faire ce travail de confiance, parce que les associations – beaucoup moins aujourd'hui – se regardaient il y a un an comme des chiens de faïence et ne travaillaient pas du tout ensemble, bien au contraire.

Il y avait, au moment où j'ai pris mes fonctions, un certain malaise dû au conflit entre une association de jeunes, d'immigrés notamment, et un comité de quartier d'habitants plus anciens, plutôt Français de souche, petits employés, petits cadres, et où l'on ne trouvait pratiquement pas d'immigrés. Ces deux groupes étaient en opposition sur ce terrain, finalement pas si grand, qu'est celui des Mazières. Maintenant, après avoir réalisé de nombreuses actions sociales de petite envergure – on fait un journal ensemble, le comité de quartier prête à l'autre association certains bénévoles pour assurer l'aide aux devoirs, l'éducation surveillée – et en multipliant par la suite les actions de ce genre où les deux groupes sont amenés à se compléter, et donc à ne plus se voir comme rivaux, la situation s'est dédramatisée. Au début, "les Enfants du Monde" accusaient le comité de quartier d'être formés de racistes, de "blancs", d'électeurs du Front national... Ce n'était pas vrai du tout. Et de l'autre côté, les autres disaient : "c'est seulement parce qu'ils sont noirs qu'ils reçoivent des financements ; nous, on ne reçoit rien ; l'État ne donne qu'aux immigrants"... Voilà le type de discours que l'on entendait, et qui est très commun d'ailleurs dans ce genre de terrain.

Dans ce contexte, le chef de projet, qui est pourtant là pour solliciter la participation des habitants, se trouve dans une position ambiguë : il est vu par les habitants comme un représentant de la mairie, de la commune, et vu par les élus et par le maire, comme un porte-parole des habitants du quartier, comme je le disais tout à l'heure... D'une certaine manière, il est vrai que le chef de projet participe à des réunions dans le quartier, à la formation de groupes de travail soit avec certains habitants, soit en passant par les associations, et aussi parfois "géographiquement", si le problème à résoudre concerne un espace particulier, une cage d'escalier, un jardin, etc. Mais pour pouvoir assurer correctement ce rôle d'intermédiaire, il faut du temps. Maintenant, c'est peut-être une hypothèse, mais si on passe encore quelques années sur le site, et si le site entre à nouveau en contrat de ville, on en aura encore jusqu'en 1998, et on aura alors le temps de faire un travail en profondeur. Mais les élus, par peur d'un engagement à long terme dont ils ne pourront pas se défaire, et parce qu'aussi ils considèrent que comme ils ont été élus démocratiquement au suffrage universel, notre travail peut engendrer des critiques... En fait, ils pensent qu'il n'y a pas besoin d'être ainsi critique, ni d'encourager les mobilisations des habitants.

Je donnais aussi tout à l'heure l'exemple de la réhabilitation. Ça aurait pu être aussi une possibilité de lutter contre les exclusions, si on avait pu faire des groupes de réflexion sur les besoins de chaque bâtiment. Mais le

"temps de financement" et des budgets de l'État ne l'a pas permis, et comme le bailleur n'a pas vraiment d'intérêt à une rénovation de qualité, et que le maire et les élus veulent bien sûr voir la chose terminée le plus vite possible – d'autant plus qu'on est en fin de DSQ – la réhabilitation n'a pas été l'occasion d'un travail intéressant avec les habitants du quartier... Ainsi donc, ce temps nécessaire aux habitants pour se mobiliser n'existe pas. Ce qui existe dans le quartier, c'est une certaine façade de participation, par exemple l'association des jeunes, parce qu'elle est très connue dans l'Essonne et vue comme porteuse de progrès, comme un exemple de participation effective des jeunes, etc. Mais ce que l'on vérifie en fait, c'est que le pouvoir appartient à un seul décideur qui fonctionne comme un chef et développe un pouvoir "personnaliste". Quand on arrive dans le quartier, il faut parler d'abord avec lui, et c'est lui qui va autoriser la prise de contact avec d'autres habitants. Une façade de participation, donc. A tel point que certains des jeunes qui fréquentent l'association ne savent même pas qu'elle s'appelle "Les Enfants du Monde" !... Et elle n'agit donc pas non plus comme initiation à la citoyenneté : je suis membre, je participe, je deviens membre du conseil d'administration, quelque chose de cet ordre-là. Ils appellent ça "le local", ils y vont pour certains ateliers, de photo, d'informatique, parce que l'association reçoit beaucoup de subventions et qu'il y a beaucoup d'appareils. Mais il n'y a pas cette préoccupation vive, ni de goût pour la citoyenneté. Ils développent notamment des activités occupationnelles.

Au niveau de l'inadéquation des échelles, entre l'État, la commune et les habitants, on peut dire que le pouvoir va surtout de haut en bas... L'État gère l'ensemble de la nation. Il y a certains arrêtés ministériels, qu'en tant que chef de projet – c'est-à-dire quelqu'un chargé de transmettre une politique de la ville et donc le changement social dont nous parlons – on est plus ou moins obligé de respecter – ou amené à respecter. Il faut dire qu'il y a tellement de subventions, de possibilités pour tout type d'expériences, mais d'un autre côté, il ne faut pas laisser l'État imposer n'importe quoi à coups de subventions. Par exemple, l'installation de services publics de proximité : c'est certainement très bien, a priori. Mais il faut savoir que les politiques nationales sont parfois valables dans certains cas, et d'autres pas. Pour utiliser ou justifier des subventions, les gens peuvent quelquefois faire des erreurs.

Et on peut se demander ce que l'on peut encore faire aux Mazières, qui n'est pas très éloigné du centre ville, où il y a les services, où il y a déjà une poste... D'ailleurs, toute amélioration n'est pas forcément souhaitée. J'ai voulu faire une antenne PMI²², pour répondre aux vœux et aux règles

²² Protection maternelle et infantile, un service au niveau de l'État destiné à l'enfant jusqu'à l'âge d'un an, que les parents sont obligés de présenter systématiquement pour des bilans de santé. Il s'agit donc d'un contrôle de l'État sur le corps, la santé de la petite enfance.

des subventions départementales. Mais ce projet se heurtait au fait que l'une des rares sorties que les femmes immigrées font jusqu'au centre ville de Draveil, c'est pour aller à la PMI. Si on met la PMI dans le quartier, il n'y aura même plus ce motif pour faire une sortie... Et le cas des assistants sociaux ? Faut-il qu'ils viennent sur le terrain, ou est-il plus anonyme que l'entretien se déroule hors du quartier ? Car beaucoup de gens auraient honte d'être vu en train d'entrer dans le cabinet de l'assistante sociale. Un autre "service public de proximité" conseillé par l'État est par exemple l'installation de postes de police. Mais serait-il vraiment judicieux de le faire aux Mazières ?

Une autre idée est l'insertion par le sport. C'est très bien, en principe. Mais j'ai entendu un maire – ce n'était pas à Draveil – qui disait avoir déposé auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports, un projet de réhabilitation d'un grand terrain de foot, et qui coûtait un peu plus d'un million de F. L'État lui a envoyé, très vite, tout fait, un équipement complet nommé "Micro-site multi-sport" – terrain de tennis, mur d'escalade – et la commune ne payait pratiquement rien. Les avantages provenant du fait d'être en DSQ sont tellement énormes, qu'on finit par accepter n'importe quoi, pour finalement ne plus savoir quoi faire des équipements acceptés. Aujourd'hui le terrain est désert, le "micro-site" est vide : il ne correspond pas aux besoins des jeunes, qui continuent donc de râler et de demander leur terrain de foot...

Au niveau de l'État, c'est donc encore un problème d'échelles de projets. Il y a aussi un grand intérêt pour la paix sociale, le souci permanent qu'il n'y ait pas de jeunes qui cassent, qui brûlent, qu'ils n'y ait pas de scandales, et que l'on ne connaissent pas les problèmes de Los Angeles.

L'été dernier le ministre des Sports a implanté ses "projets J", projets jeunes. A partir de treize ans, ou plus jeune – comme disait Adil Jazouli, avec ce plan, ils pouvaient même s'acheter des biberons !... - un jeune pouvait avoir de 10 000 à 30 000 FF, soit individuellement, soit en petit groupe, sans passer ni par la commune, ni par le chef de projet, sans passer non plus par les associations, cela pour financer un projet à but "pédagogique"... En fait ces projets étaient surtout des voyages, et pour la plupart, ça a été simplement des loisirs, par exemple le "projet" d'aller à Séville, d'y faire des photos, et puis de les montrer aux copains du quartier, à l'école... Ce sont surtout ce genre de projets qui ont été acceptés et financés. Or, il y a eu des projets élaborés par des jeunes seuls, mais de déjà dix-huit ou vingt ans – dont un projet de vidéo autour du problème de la toxicomanie qui devait leur permettre d'aller en Hollande, faire très

sérieusement une étude sur les politiques locales, et en même temps de s'ouvrir un peu l'horizon, et voir que le monde ne se résume pas aux Mazières. Mais entre-temps, d'autres jeunes d'une banlieue proche ont brûlé des voitures... Du coup, la Direction départementale de la jeunesse et des sports qui gérait ces crédits, a envoyé tous les casseurs faire des promenades où ils ont voulu, de sorte qu'il n'y avait plus aucun sou pour les projets préparés de longue date...

Les cas d'inadéquation entre les différents niveaux d'intérêts (intérêts de l'État contre ceux de la Ville) ne manquent pas. L'État peut par exemple repérer dans un quartier en procédure DSQ une association s'occupant de jeunes, très médiatique, lui semblant très active et susceptible d'assurer une certaine paix sociale, comme cela s'est passé aux Mazières. Il se peut alors que la Ville dise non à un projet de l'association et que l'État lui dise oui, car il n'y a pas de cohérence. Les intérêts de l'État sont distincts de ceux de la Ville, et l'État ne cherche pas à savoir pourquoi la Ville a refusé un projet, ni quels sont les vrais enjeux locaux. L'accord aveugle et systématique de subventions à une association peut provoquer des déséquilibres de pouvoir à l'intérieur du quartier, et qui sont ensuite très difficiles à gérer.

Le problème, c'est que l'État, en ne faisant pas un bon usage du chef de projet, ne parvient pas à suivre une ligne politique cohérente. C'est donc avant tout à une définition des compétences de chacun qu'il faut procéder, ainsi que de manière plus générale, à une reconnaissance des chefs de projet.

Voilà donc pour les critiques. Mais l'on pourrait aussi parler des aspects positifs, la constitution d'un partenariat, des activités culturelles, etc...

Je n'ai en effet pas tellement eu le temps de parler des actions positives. Voici donc, pour en donner une illustration, le récit de l'une d'elles...

Quand j'ai pris mes fonctions, le constat était – je pense que ça se passe souvent comme ça – que les personnes qui travaillaient sur le terrain sur un même sujet, par exemple la petite enfance, ne s'étaient encore jamais vues, ou à peine aperçues une fois. Les personnes ne se connaissaient donc pas. Travailler ensemble, c'est pourtant un gain, c'est positif et ça coûte moins cher... Il y a une action que je suis fière d'avoir menée à bien, et qui n'a rien de plus coûté : sur l'initiative de notre DSQ, travaillent

ensemble maintenant une fois par mois, les écoles, les directrices, le psychologue de l'école, les assistantes sociales, les animateurs de l'antenne du centre social. Ils forment ce qu'ils appellent un "groupe de coordination sociale", qui provoque un constant débat de mise au point... Les assistants de la DSF – Direction solidarité et famille, les affaires sociales au niveau du département – ont au cours des derniers mois réussi à dédramatiser une question grave... L'école ne sait pas comment juger si un enfant est maltraité ou non, et la DSF l'a aidée à aborder le problème. Jusque-là, l'école disait : on ne sait pas comment signaler les cas, la DSF disait : on ne rencontre pas le psychologue, on ne rencontre pas les écoles, on ne sait pas exactement comment se fait le suivi des familles, etc. Cette action sociale de coordination est en plus gratuite. On travaille en partenariat avec des volontaires, et à l'heure du déjeuner, de 11h30 à 13h30, moment où reprend l'école.

Il y a aussi un autre service que l'on a créé, et appelé "Le bureau du citoyen". Il y a maintenant un petit local sur le site, où l'on reçoit de la part du DSQ. On a mis la permanence d'un écrivain public, il y a aussi la permanence d'un conseil juridique, et moi-même qui suis là une fois par semaine ; il y a encore la permanence d'une personne du Bureau d'emploi municipal, et d'une personne responsable de l'action sociale municipale, le maire-adjoint ; il y a même la permanence d'un député socialiste, une fois par mois. La question, c'est de savoir si ça fonctionne vraiment. On compte par la suite passer la gestion de ce bureau à la maison de quartier qui va être construite à partir de janvier 1994, et demander également l'agrément – je ne sais pas comment ça fonctionne – de "maison du citoyen"²³. Mais il, faut toujours travailler avec le relais des associations, parce que tout seule en tant que représentation, même avec tous les moyens, on n'y parviendrait pas.

Pour conclure, je peux dire que le côté le plus positif de notre DSQ est la formation du partenariat local. Petit à petit, les associations sont amenées à travailler ensemble et arrivent même à s'entraider. Les écoles ouvrent leurs portes aux activités associatives le mercredi et pendant les vacances scolaires. Mais attention ! Le partenariat dépend plus des personnes qui sont en poste que de l'institution elle-même. Le remplacement d'une directrice d'école, d'un responsable associatif, d'un responsable d'un service peut tout changer... Ce sont fondamentalement les relations humaines et personnelles qui comptent. Et cet aspect rejoint toute mon expérience de terrain du Brésil²⁴.

²³ A ce sujet, on peut lire : A. M. Griffo et B. Vignon (1992), *Jeunes en HLM et "Maison du citoyen" : une réponse décalée*, in : Journal des Anthropologues n° 49, automne 1992, Montrouge, Association Française des Anthropologues.

²⁴ L. Wolf (1993), *La Démocratie au quotidien - histoire d'un mouvement de quartier au Brésil*, Paris, Syros, coll. "Ateliers du développement".

CHANGEMENT SOCIAL ET DYNAMIQUE CULTURELLE

UNE THÉORIE, DES HYPOTHÈSES,
ET LA FAÇON DE S'EN SERVIR EN MILIEU URBAIN

1. DYNAMIQUE CULTURELLE ET TRANSFORMATIONS SOCIALES

selon P.- H. Chombart de Lauwe et l'ARCI

La rencontre de Lausanne était très explicitement placée sous le parrainage scientifique de Paul-Henry Chombart de Lauwe à qui nous devons les études pionnières de sociologie urbaine en France, et également (mais entre autres) la théorie de la "dynamique culturelle", à laquelle nous nous référons largement dans le présent document, tout comme aux hypothèses qui ont permis sa construction et autorisent sa *déstructuration* et *reconstruction* permanentes.

Les hypothèses, telles que nous les présentons ici, sont à considérer comme des hypothèses "philosophiques", d'orientation – des "avant-thèse" – dont on n'aura le souci particulier ici ni de vérifier ni d'infirmer complètement. Il s'agira plutôt pour nous d'authentifier les ouvertures qu'elles proposent, leur fonction étant de nous permettre d'améliorer l'analyse d'une réalité et de critiquer les instruments proposés pour sa transformation (ou les mécanismes de sa stratification).

Dans la présentation des hypothèses au Colloque de Dakar¹, Paul-Henry Chombart de Lauwe, précurseur des études sur le changement et les transformations sociales, rappelait que le but des chercheurs de l'ARCI n'était pas d'"aboutir à des conclusions définitives, mais, à chaque étape nouvelle, à des hypothèses révisées, à des propositions pour l'action et pour de nouvelles phases de recherche". La rencontre de Lausanne aura très certainement été l'une de ses étapes. Et puisqu'une hypothèse "n'est ni une simple question, ni une affirmation, ni un postulat", mais qu'"élaborée à partir de recherches antérieures, de positions théoriques et de données déjà recueillies sur les sociétés, les régions, les terrains d'observation, elle est une anticipation de transformations possibles qui demandent à être contrôlées par des recherches nouvelles", les récits-témoignages et les débats les ayant suivies nous auront permis à la fois de préciser certaines des hypothèses élaborées entre 1983 et 1993 par Paul-Henry Chombart de Lauwe, de les critiquer parfois, et aujourd'hui de présenter quelques nouvelles hypothèses, contribution collective des participants à la rencontre, mise en forme par les organisateurs. "Les avatars de l'hypothèse sont, selon Chombart de Lauwe, un élément essentiel de la

¹ Ce texte reprend des propositions développées dans plusieurs articles ou livres écrits sur une dizaine d'années (voir bibliographie). En ce qui concerne les hypothèses proprement dites, voir: P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1988), *Culture-action des groupes dominés*, Paris, L'Harmattan, pp. 38-41 et: (1988), *Hypothèses proposées par P.-H. Chombart de Lauwe, (rédaction provisoire)*, in: Bulletin de l'ARCI n°6, Montrouge, juillet 1988. pp. 21-22.

méthode", et c'est ce principe qui a déterminé pour une part importante notre méthodologie.

Mais avant toute chose, il est indispensable de faire au lecteur un résumé des épisodes précédents, de raconter l'essentiel de l'histoire de la dynamique culturelle, en suivant notre fil rouge, l'ensemble des travaux de Paul-Henry Chombart de Lauwe.

Les hypothèses qui sont présentées ci-dessous constituent un instrument d'orientation destinée "*à faciliter les échanges dans l'ensemble d'un réseau*", en l'occurrence un réseau international et pluridisciplinaire de chercheurs en sciences sociales. Elles sont proposées dans une version qui ne saurait être bien sûr que provisoire.

Les hypothèses sur la dynamique culturelle et les transformations sociales

Hypothèse n° 1 : La crise économique est également une crise culturelle dans la mesure où les choix de développement qui sont à l'origine des erreurs d'orientations, sont fondés sur des systèmes de représentations et de valeurs, sur des conceptions du monde, sur des idéologies, qui refusent en général, mais de manière diverses, de reconnaître dans les faits **les droits de l'homme et des peuples**, même s'ils défendent en paroles. L'analyse des transformations techniques, économiques et sociales montre que les **processus de décision** qui interviennent dépendent aussi des éléments culturels et idéologiques.

Hypothèse n° 2 : La civilisation industrielle tend à uniformiser les modes de production, les formes de consommation, les rapports sociaux qui leur correspondent. Elle favorise l'accumulation des capitaux, des connaissances, des moyens technologiques. Cette uniformisation autour des pays les plus industrialisés tend à **paralyser l'expression des cultures dans leur diversité**. Une réaction se produit actuellement dans le sens d'une valorisation de l'identité individuelle et collective, de la dignité, des droits de l'homme en général. Ces deux mouvements opposés peuvent être étudiés dans la vie locale en relation avec la vie du travail.

Hypothèse n° 3 : **Les transferts des technologies et des modèles culturels** qui les accompagnent se font actuellement dans le sens de la domination, d'un pays industrialisé vers un autre moins industrialisé, ou d'une région urbaine vers une région rurale, ou des centres d'accumulation des

connaissances vers la périphérie. Il est impossible de modifier ce **processus de domination** si des mesures ne sont pas prises pour favoriser l'expression des groupes récepteurs et pour modifier l'attitude des groupes émetteurs. **La reconnaissance des connaissances et des capacités des groupes récepteurs** peut seule permettre de remplacer la domination par l'échange et le partage.

Il y a lieu de distinguer, dans les recherches, les pays dans lesquels les échanges sont possibles à la fois au niveau de l'État et au niveau des organisations démocratiques de base, et les pays dans lesquels le régime politique oblige à se limiter au deuxième niveau².

Hypothèse n° 4: Les **processus d'oppression** liés aux conditions matérielles de travail et de vie quotidienne et au poids des idéologies dominantes, entraînent des attitudes de soumission (prolétariat de soumission), d'acceptation, de retrait ou au contraire des mouvements de défense et de subversion. Dans une mesure actuellement très limitée, les groupes sans pouvoir trouvent des **formes de résistance et d'expression** (associations diverses, défense des intérêts locaux, mais aussi expression musicale, chants, danses, théâtre, arts plastiques) qui peuvent ouvrir les voies d'une action sociale, politique, culturelle.

Hypothèse n° 5: Aucune progression réelle durable ne sera possible dans un peuple, une nation ou un groupe humain s'il **adopte passivement les techniques et les modèles qui lui sont imposés** ou si, au contraire, par réaction, il **se replie sur ses pratiques traditionnelles** ou même s'il cherche à mélanger les unes et les autres dans un syncrétisme instable. Le **véritable développement** commence lorsqu'au-delà de ce syncrétisme, il est possible de déceler **l'émergence d'une culture novatrice** spécifique à une société. Ces éléments de culture novatrice sont le point de départ d'une création et d'une constitution originales dans tous les domaines. Ceci est valable à tous les échelons de la vie sociale pour les pays les plus industrialisés ou les moins industrialisés, pour toute population ou tout groupe subissant des pressions de l'extérieur.

Hypothèse n° 6: Aux processus de dégradation de l'environnement et de désorganisation sociale, peuvent s'opposer des processus d'émergence d'aspirations, de revendications, de formes nouvelles de vie sociale, prélude encore difficile à déceler, de mouvements plus profonds de transformation. Les aspirations peuvent être elles-mêmes manipulées, mais si elles se concrétisent dans des **revendications**, elles peuvent être **assemblées en**

projets et faire pression sur les décisions. Des forces latentes existent. Il importe de chercher à comprendre comment elles peuvent se manifester. Le rôle des sciences humaines dans cette recherche est primordial.

Hypothèse n° 7: A la périphérie des grandes agglomérations, les migrations et l'accumulation de populations d'origines diverse favorisent les rencontres de cultures. Les processus de **déstructuration et de restructuration** y sont d'autant plus importants à étudier. Dans les zones rurales, les mêmes processus de transformation sont à analyser avec l'intervention d'autres éléments : notamment l'influence du retour des migrants revenant à la ville ou des pays industrialisés, la création de coopératives, etc.

Hypothèse n° 8 (anciennement 6): L'étude des effets de la domination et des possibilités d'expression conduit à poser la question des rapports de pouvoir liés aux structures sociales et aux systèmes de représentations et de valeurs, et celle de la **modification des modes de décision**.

Le **pouvoir** est défini comme la **possibilité, pour un individu ou pour un groupe, d'obtenir d'un autre individu ou d'un autre groupe d'agir suivant les intérêts et les buts qu'il s'est fixés**. Les **rapports de pouvoir** dépendent de l'équilibre des forces des divers groupes, de la progression ou de la régression de leur influence, de la constitution de nouveaux groupes. De nouveaux systèmes de relations s'opposent aux systèmes traditionnels, de nouveaux leaders s'opposent aux anciens. Le clientélisme, le "parrainage" peuvent être remplacés par de nouveaux types d'influences qui peuvent faciliter des prises de pouvoir. L'**émergence de leaders** venant de groupes dominés peut jouer un rôle clé dans ces conflits et ces changements, mais **ces leaders peuvent être également manipulés** par les groupes qui détiennent le pouvoir.

La pression exercée par les groupes jusqu'ici dominés, en particulier au moyen de nouveaux leaders, peut aboutir à **une prise de pouvoir et à un changement des modes de décision**. La décision est considérée comme **un choix entre plusieurs possibilités en fonction de la hiérarchie des valeurs** à laquelle se réfère celui qui décide, individu ou conseil exécutif, et des pressions qu'il subit. Le choix est soumis aux influences des divers groupes suivant le pouvoir dont ils disposent. Le rôle de la **dynamique culturelle** est alors de **faciliter les expressions des groupes**, leur transmission au centre de décision, et **leur prise en considération dans la décision**. Elle tend à modifier les formes périmées et à les remplacer par

des **modes de décision mieux adaptés** à une forme de gouvernement démocratique.

Hypothèse n° 9: La **transmission des aspirations, des revendications des projets**, de la volonté des individus et des groupes vers le centre de décision s'effectue par une série d'échelons de décision, qui sont en relation avec la vie sociale dans l'espace construit.

Un besoin de **vie sociale au niveau local** se manifeste tant dans les relations de voisinage que dans une micro-organisation politique. Ces processus sont à étudier à divers échelons de la vie sociale qui sont à définir. Le quartier peut être un des échelons mais la notion est vague. **Plusieurs échelons sont proposés** depuis la plus petite unité de voisinage de quelques familles jusqu'à la région urbaine et la société entière en passant par des micro-quartiers, des quartiers, des groupes de quartiers, des villes, des agglomérations. Un parallèle est à établir avec les échelons de la vie sociale dans les régions rurales.

L'étude de la relation entre les divers échelons permet de mieux comprendre l'articulation micro-macro et local-global.

Hypothèse n° 10: Par ailleurs, du point de vue méthodologique, le choix d'unités de vie sociale à divers échelons dans l'espace peut permettre de déterminer des terrains d'observation et d'analyse des processus de transformation, dans des conditions favorables aux **comparaisons entre pays et entre zones urbaines et rurales**. Cette hypothèse se rapporte à des questions de méthodologie qui seront traitées ultérieurement.

Ces hypothèses ont été proposées dans leur version la plus aboutie en octobre 1988, lors du congrès de l'ARCI de Chantilly, puis réévaluées à la lumière des discussions théoriques ayant eu lieu à Celle-sur-Belles trois ans plus tard³. Les hypothèses 1 et 2 portent en fait plutôt sur des réalités "mondiales" et des processus de domination internationaux. Lors de la Rencontre de Saint-Sabin de mars dernier à Lausanne, nous avons essayé de penser ces réalités et processus "à l'intérieur" des pays et des villes. C'est pourquoi, ce sont plutôt les hypothèses 3 (sur la possible rencontre entre "ceux d'en haut" et "ceux d'en bas") à 10 qui nous ont servi de base théorique. Et notamment, puisque notre rencontre se proposait d'étudier le changement à partir d'une observation du terrain "quartier", prolongée et partagée avec les acteurs, l'hypothèse n° 9 se trouve être un instrument théorique parfaitement adéquat à notre réflexion.

Ainsi, on le voit, la question du rôle de la culture dans les transformations sociales, voire du changement social, est posée de diverses manières.

La dynamique culturelle est une notion élaborée à partir de nombreuses expériences concrètes et travaux de terrain, menés tout d'abord presque exclusivement par Paul-Henry Chombart de Lauwe entre 1936 (seconde mission Griaule dans le nord du Cameroun) et 1959, puis en compagnie de stagiaires puis de chercheurs français et étrangers dès 1960, dans le cadre de l'École des Hautes Études, puis du réseau né à partir de la direction d'études "Transformation de la vie sociale et processus d'interaction individu-groupes-société", nommé RCI (Recherche Coopérative Internationale) dans un premier temps puis ARCI, dès sa formation comme association en 1986.

Pour donner une définition exacte de la dynamique culturelle, il faudrait pouvoir saisir cette notion dans son caractère changeant, afin de bien comprendre que les apports théoriques de plusieurs chercheurs de l'ARCI dès 1975 – à la suite de l'ouvrage-clé de Chombart de Lauwe "La culture et le pouvoir" - ne sont pas contradictoires mais participent eux-mêmes au mouvement de la dynamique culturelle. Les hypothèses proposées plus haut vont elles aussi dans le même sens.

Mais, avant toute chose, il nous faut revenir sur "*la définition et le rôle de la culture dans les transformations (...). La culture intervient comme un principe d'organisation dans la société, ou une force de sélection qui harmonise le développement... C'est le jeu réciproque entre les manifestations matérielles et les aspects non matériel qui est essentiel*"⁴. Ce jeu réciproque peut être ou non conflictuel et tendu. Il est de toute façon un élément dynamique. La question du rôle dynamique de la culture dans la vie sociale est ainsi clairement abordée, comme le sera de manière corollaire celle du passage des aspirations aux revendications, voire au projet de changement ou au changement lui-même. Ainsi, dans un double mouvement dynamique et novateur qui à la fois fait "émerger de la culture", et fait de la culture un processus d'émergence, les hommes, même en situation de domination, parviennent à donner dans le monde concret un sens, moral ou pratique, à leurs aspirations et à leur désir de changer les données parfois malheureuses de ce monde concret. La compréhension de ce mouvement de dynamique culturelle a donné lieu à une véritable "*sociologie des aspirations*"⁵.

Cependant, les recherches de terrain menées en France, mais aussi en Afrique, en Amérique latine et en Asie par des chercheurs associés de la RCI, permirent d'éviter à la dynamique culturelle le caractère "naïf" d'une théorie du changement social mécanique. L'étude des rapports entre l'institutionnel – l'État et les pouvoirs régionaux notamment – et la culture quotidienne montre que le caractère novateur et dynamique de la culture n'aboutit pas forcément à des transformations et que souvent les aspirations à de telles transformations sont bloquées par un discours ou un agir étatique peu mobile. Ceci prouve que le pouvoir n'est pas "inculte". Le pouvoir, les pouvoirs, sont des producteurs de culture et d'idéologie, la culture et l'idéologie dominante ou "culture des dominants". Et bien loin d'être un éternel persécuteur des expériences culturelles novatrices, la "culture du pouvoir" permet précisément aux idéologies dominante et novatrice de s'affronter sur un même terrain, avec il est vrai des moyens d'expression (et d'impression, faudrait-il ajouter) disproportionnés. Ainsi, la domination des modèles culturels du pouvoir est en principe assurée. Reste que les individus – surtout en Europe où la marge de manœuvre est autorisée par le régime démocratique, fût-il inégalitaire et excluant comme le peut être aujourd'hui le système français – ne cessent jamais d'être des producteurs de sens nouveau, et que la réponse aux attentes nouvelles ne peuvent à long terme être une répression des aspirations. Le pouvoir ne peut se permettre de tenir la majorité de la population à l'écart de la fabrication des modèles qu'au prix exorbitant d'un contrôle de type totalitaire. Il y a donc presque toujours une plage, si étroite soit-elle, pour engager un processus créatif, et amorcer une dynamique culturelle. La réflexion débouche ainsi sur la genèse culturelle et la création. La culture *"engendrée dans les transformations matérielles, a, en retour, une action sur elles. Elle est vécue dans les pratiques de travail, dans les rapports sociaux, dans l'utilisation du temps libre, dans la vie résidentielle, dans l'élaboration des systèmes de représentations et de valeurs, dans les aspirations et les projets, dans l'action. Partout elle est le médiateur par lequel les hommes cherchent à surmonter leur condition et à créer un monde nouveau. Elle est présente dans toutes les formes de vie sociale, comme le produit et le moteur des transformations"*⁶. La culture ne saurait donc être, dans un tel contexte social, un simple divertissement. Il faut qu'elle soit un instrument de transformation du monde, qu'en n'aucun cas elle ne soit le reflet de la satisfaction de quelques privilégiés mais bien le miroir où apercevoir l'entier des insatisfactions primordiales de la majorité dominée, et donc une pratique active plus qu'une occupation de loisir, appelée à s'exprimer dans le champ total du social, dans le politique et l'économique. *"La culture-crédation, la culture-action ne sont pas locali-*

sées dans un domaine particulier de la vie sociale. C'est par elles que le sujet peut devenir acteur, c'est-à-dire dominer les contraintes et les conditionnements et utiliser au maximum les moyens dont il peut disposer dans son environnement"⁷. A la fois contexte et prétexte de la transformation, l'environnement, spatial et social, est devenu l'un des enjeux essentiels de notre époque urbanisée, comme les récits présentés en première partie nous l'ont montré.

Ainsi, la culture vécue et l'institutionnel (qui n'est pas que l'État mais aussi les pouvoirs régionaux et locaux) n'évoluent en principe pas dans des mondes séparés mais cohabitent, de manière plus ou moins tranquille, à l'intérieur d'une seule société, plurielle où les cultures dominantes et dominées luttent ou négocient leur part expressive. Ce ne sont pas des relations fixées et stables mais des processus dynamiques où, parfois ennemis, parfois partenaires, les représentants des cultures du pouvoir et des cultures novatrices définissent le champ et les modes de transformations de la société. Bien sûr, cette participation commune à un changement social se fait au nom de motivations le plus souvent opposées. Il n'en demeure pas moins que "*cette tension entre l'institutionnel et le vécu correspond précisément à la dynamique culturelle, produit et moteur de la transformation*"⁸.

Comment maintenant appliquer cette théorie de la transformation sociale au cas plus spécifique de la ville, et de l'espace construit⁹? Si les groupes sociaux dominés et dominants s'affrontent ou négocient, que se soit réellement ou symboliquement, l'environnement est bien évidemment tout autant l'enjeu que le décor de telles relations de pouvoir. Dans les villes, c'est très souvent au niveau plus micro-social du quartier que l'on peut observer ces situations, qui, en Europe comme ailleurs, débouchent parfois sur des luttes urbaines violentes ou mènent à des stratégies d'exclusion et de marginalisation des dominés. Les processus d'appropriation de l'espace sont un cas particulier mais extrêmement fréquent d'affirmation des aspirations et d'actions de transformation. Évidemment, l'espace urbain étant un lieu idéal d'expression des contradictions sociales, culturelles, technologiques et économiques d'une société, les phénomènes d'appropriation spatiale sont l'expression de processus de domination, l'expression des dominés devant alors prendre la forme des nombreuses manières de ruser avec le pouvoir, souvent illégales, du tag à la guérilla urbaine. L'émergence de nouvelles formes d'expression et de vie sociale, cultures novatrices, ne se fait donc pas toujours sans violence,

et le "transfert" de sciences et de connaissances n'est pas toujours accepté sans sourciller par ceux à qui il est destiné¹⁰...

Pour une définition non figée de la dynamique culturelle

Proposées une première fois à Dakar en 1983, précisées ensuite en 1988 et 1991, les hypothèses présentées plus haut ont permis une définition (qui "ne saurait rester figée") de la dynamique culturelle, sous la forme de quatre propositions théoriques¹¹, et en partant d'une définition de la culture :

1. La culture se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale. Elle y est vécue dans les pratiques et les représentations, au travail ou dans la vie résidentielle et de loisirs, comme dans l'art, la littérature, la philosophie ou la vie politique.

2. La culture est à la fois produit de la société et création, patrimoine reçu et moteur des transformations.

3. Dans ces transformations, elle correspond à un mouvement créateur qui part de l'intérieur des groupes et elle joue à ce point de vue un rôle essentiel dans le développement.

4. La tension entre les modèles reçus de l'extérieur et "d'en haut" – en particulier à travers les transferts de technologies et de connaissances – et les modèles traditionnels peut aboutir, soit à un retrait sur le traditionnel, soit à l'adoption des modèles importés, soit à l'émergence d'éléments de cultures novatrices. C'est dans ce sens qu'il est possible de parler de dynamique culturelle.

A partir de cet éclaircissement sur la notion de culture telle que la conçoivent les chercheurs du réseau ARCI, il nous faut maintenant proposer une définition de la dynamique culturelle¹².

"La dynamique culturelle propose une analyse particulière des rapports entre les transformations économiques, techniques et sociales, et les mouvements partant de la base. (...). C'est l'émergence des forces actives de cette dynamique ascendante que nous voulons valoriser.

Dans la prise de conscience, la dynamique culturelle s'articule notamment sur trois processus de transformation à l'intérieur desquels s'opposent des forces contradictoires dans une tension fondamentale¹³ :

*La **reproduction** des structures sociales qui favorisent les groupes dominants, opposée à la **création** de la part des exclus.*

*La **domination** qui amène les individus à accepter plus ou moins consciemment la soumission, opposée aux aspirations et à l'**expression** des groupes qui n'ont pas la parole, et à la formulation des projets.*

*La **désintégration** des structures sociales, des systèmes de représentations de crise, opposée à l'**émergence** de formes nouvelles de vie sociale"¹⁴.*

En suivant German Solinis dans son interprétation de la dynamique culturelle, nous découvrons ainsi que celle-ci est autant une approche du social qu'une représentation de l'histoire, et qu'elle peut dès lors être considérée comme un "paradigme sociologique", et donc avant tout un outil permettant l'analyse et l'interprétation d'une réalité soit en mutation, soit bloquée dans son œuvre de transformation.

"Son dynamisme naît des tensions entre le sujet en exercice du pouvoir (action-résistance-création), le sujet enfermé par le pouvoir institutionnel (assujetti par les tendances sociétales à l'homologation et la récupération), et l'horizon de changement.

Elle prend ainsi un parti conscient pour :

- a) Établir des rapports dialectiques, non univoques, entre les processus analysés.*
- b) inclure les rapports de pouvoir comme élément de base de la dynamique.*
- c) Considérer le rôle actif des individus et groupes, en tant que sujets-acteurs des transformations¹⁵.*

Un risque cependant: celui de croire aux aspirations forcément créatives des exclus. L'exclusion est un processus social hélas ! beaucoup plus puissant que l'expression des aspirations, et il est des exclus sans aspiration, sans désir, sans projet, sans mémoire même, puisque la domination ne leur a parfois rien laissé de tout cela qui était leur dû, fût-il un pauvre dû, dû à des pauvres gens (cf. par exemple, certains RMIstes, toxicomanes, prostituées, immigrés, réfugiés, clandestins, enfants de la rue, sans-abri, etc.)... Quand on apprend à se taire ou à croire que l'on n'a rien à dire depuis la naissance, il faut être très fort ou très dur pour parler quand même, sans faire son choix pour les armes, et que les nouvelles formes de vie sociale émergentes ne soient celles, multiples, d'une vie violente ou autodestructrice¹⁶.

Dans le même ordre d'idées, la résistance à une action et domination du "pouvoir" (c'est-à-dire les autorités, en principe le gouvernement ou l'État) – sans parler d'acte de subversion – ne débouche pas forcément et même plutôt rarement sur un acte de création, à savoir sur une culture novatrice, telle qu'elle est définie dans le cadre théorique présenté ci-dessus. Le fait pourtant qu'il n'y ait pas certitude quant à la phase créative de ce processus ne veut pas dire qu'en cas d'échec, il y ait à coup sûr récupération ou manipulation des aspirations ou des mouvements de revendication "de base", par "ceux d'en-haut". Il se peut très bien que le non-aboutissement d'une action "populaire" ait de multiples autres raisons d'échouer, totalement ou partiellement.

Il peut aussi se passer cette chose énorme qu'est la déstructuration d'un état du social – l'innovation comme désordre, l'innovation comme désastre?... – sans restructuration, à savoir le passage d'un ordre fondé sur le principe dominant/dominé à un autre ordre (est-ce alors un désordre?) dont le principe fondamental serait alors celui d'une hiérarchie croisée et paradoxale: domine à tour de rôle ou sur certains points et non sur d'autres l'une ou l'autre des "factions" engagées dans une lutte plus ou moins violente pour l'hégémonie.

Afin donc d'éviter de trop fantasmer sur le pouvoir des exclus, pouvoir créateur ou politique, l'ARCI cherche à promouvoir une méthodologie essentiellement fondée sur le rapport entre recherche et action. Mais les prises de position que suppose la démarche sociologique sont aussi :

- des approches complémentaires (micro-macrosociologie, qualitatif-quantitatif, réflexion théorique-recherche empirique, et internationale),
- une démarche pluri et interdisciplinaire.

Intervient également :

- le fait de tenir compte de la pesanteur des systèmes économique et social,
- de prendre la culture dans le sens de culture création et de culture-action et de choisir des terrains d'analyse en fonction des hypothèses – mais des hypothèses qui se modifient avec l'avancement de la recherche – et des comparaisons possibles, c'est-à-dire observer dans des conditions contrôlées et procéder à des interventions expérimentales.

La liaison entre la recherche et l'action

La théorie de la dynamique culturelle se veut une théorie de l'action : *"La dynamique culturelle repose sur une forme de rationalité dirigée vers un objectif précis, la transformation de la société"*. La réussite de cet objectif *"suppose le rapport direct entre les habitants et le système de conditionnement historique, culturel et spatial impliqué par leur contexte social"*¹⁷.

Ce que révèle aussi l'analyse d'une réalité en terme de dynamique culturelle, c'est que la crise économique est également une crise culturelle, puisqu'il y a eu choix et application de décisions, d'actions et de stratégies déterminées par une idéologie dominante. C'est inversement à une réfutation d'un certain nombre d'autres choix culturels possibles à laquelle on assiste, quand il y a tentative d'uniformiser les cultures locales, et de réduire les expressions particulières au profit d'une seule, dominante. Dans ce cas, il est souvent difficile pour les groupes dominés de développer des alternatives viables, et cela doit être le rôle du chercheur que de proposer un mode d'action permettant l'expression et l'émergence de cultures novatrices. Il ne faut cependant pas se faire trop d'illusions sur le poids réel que peut avoir un scientifique dans une telle histoire de pouvoir et de domination culturels. Il ne peut le plus souvent, au mieux, que signaler des pistes aux acteurs et aider les décideurs à changer leur point de vue sur des phénomènes nouveaux.

Ainsi, l'un des buts explicites et primordiaux des chercheurs de l'ARCI est de favoriser l'expression de groupes minoritaires et de préparer leur insertion dans le processus de décision.

La dynamique culturelle s'intéresse donc *"à deux composantes fondamentales : la création et la puissance du mouvement interne (ascendant). Ainsi, cette approche traite, d'une part, des expériences qui permettent aux individus et aux groupes de prendre conscience de leur potentiel créateur, et de l'autre, elle porte sur les rapports de force liés dialectiquement à l'expression et à la création sociale."*

La prise de position se réfère à plusieurs principes qui comportent une dimension éthique ouverts à discussion, dont notamment :

- opposition à la domination sociétale,*
- possibilité d'une prise de conscience d'une situation, par un individu ou un groupe,*

–possibilité de formulation de projets et de programme alternatifs qui visent la transformation sociale¹⁸."

On le voit cette prise de position est passablement optimiste. Dans les faits, les gestes et à la lecture des journaux, on le sait bien, la réalité ne donne pas toujours raison à l'imagination. Les indiens métropolitains, les Manouches et les ferrailleurs ont cédé la place aux sans-abri, un peu partout en Europe, et les indiens zapatistes du Chiapas sont victimes du déplacement des limes capitalistes du nord au sud du Mexique¹⁹. Opposition, prise de conscience, projets et programme ne jalonnent que rarement le parcours du combattant en lutte contre l'économie et la culture dominantes. La crise des services et des valeurs laisse la majorité des dominés les bras ballants et "sonnés" comme des boxeurs. Il est alors rare que ces hommes et femmes si durement frappés et accablés par les processus d'exclusion se relèvent pour frapper à leur tour. Cela arrive cependant, et il faut alors être prêt à accompagner du mieux que l'on peut les coups qui alors porteront.

Dans les deux chapitres suivants, nous essayerons de voir comment la théorie de la dynamique culturelle s'applique aux situations particulières que l'on rencontre dans le milieu urbain, puis de quelles manières il est possible de doter les groupes dominés des outils nécessaires pour transformer la réalité et les rapports de pouvoir, en vue d'en inventer de nouvelles formes plus démocratiques, de préparer des modes de relations sociales plus égalitaires, et enfin de s'interroger sur la meilleure façon d'associer les *dominants* (gouvernants, élites, industriels, promoteurs, etc.) à cette "libération" des *dominés*...

2. LE QUARTIER ET LA VILLE : CHANGEMENTS ET INÉGALITÉS EN MILIEU URBAIN

La société contemporaine en Europe, aujourd'hui largement urbaine, est définie à la fois par son rapport à la modernité et à la technique, et par son rapport à leurs mauvais génies respectifs le modernisme et la technocratie, c'est-à-dire le progrès et la science, non comme histoire et connaissance, mais comme idéologie²⁰. Le sens donné aux faits, gestes et pensées d'une population, d'une "nation" parfois même, dépend aujourd'hui en grande partie de leur adéquation au projet *technique* de la "modernité". Cette adéquation, si elle est largement réalisée à l'intérieur de la société civile, n'en est pourtant jamais totale. Et derrière l'apparente cohésion sociale, on devine toujours plus de conflits, d'insatisfactions, de vies malmenées, de travaux arrêtés, de logements évacués, de santés abîmées, nés des contradictions inhérentes à un projet global se révélant à l'usage très peu populaire.

La technique d'alternative instrumentale au service du citoyen est devenue instrument du pouvoir, parfois encore au service d'une société civile, mais de plus en plus souvent aux ordres d'un "État"²¹ et de son système de domination et de contrôle du citoyen.

Dans la ville, phénomène si technique et moderne à la fois, les conséquences de l'application politique d'un tel projet de domination globale de la *civilité*, sociabilité, émotivité des collectivités locales sont évidemment nombreuses et importantes. Elles sont aussi diverses, et s'expriment à tous les échelons de la vie sociale. Toutes cependant expriment des contradictions inhérentes à un certain mode de gestion et d'exploitation – capitaliste, libéral, néo-libéral, néo-capitaliste, socialiste, communiste, sandiniste... – et finissent par générer des conflits sociaux évoquant des réalités d'ampleur inégale. C'est que l'inégalité est dès lors au centre de ce système, comme elle peut l'être dans la technique, la modernité et l'urbain. Ou plutôt faut-il parler des inégalités. Celles tout d'abord d'accès aux bénéfiques de ce système, celles ensuite existant face au degré de soumission à son projet – pour autant qu'il y ait "projet" –, celles enfin concernant le processus de décision quant à l'idéologie et au savoir de la société.

Ces contradictions ne pourraient être qu'un stimulant de plus d'un système de production (donc de consommation) se voulant toujours plus performant. En fait, crise urbaine obligeant, elles ne deviennent plus que le

moteur de la ségrégation et de l'exclusion, le principe de la division sociale.

Mais cette situation n'est pas figée. C'est à une dynamique de l'exclusion que nous sommes confrontés, et non à un *état* des inégalités, qu'avec un peu de fatalisme on nommerait volontiers un "monde de diversité"... Cette diversité est cruelle. Certains habitent des beaux quartiers et mangent au restaurant, d'autres vivent dans la rue et se réchauffent des raviolis en conserve sur des braseros, à même la boîte en fer blanc. Certains travaillent, d'autres pas. Certains poursuivent leurs études, d'autres non jamais rattrapé leur première primaire...

Les choses sont ainsi. Mais c'est en changeant, en continu ou en rupture, que les choses sont *devenues* comme elles sont. Elles n'ont pas toujours été ainsi, de toute éternité. Il a fallu que le système se transforme, que l'état des forces sociales se modifie, pour en arriver là. Le discours du pouvoir sera bien sûr qu'il y a toujours eu des inégalités, qu'il y en aura toujours. Évidemment, si ce sont les mêmes qui décident, les décisions confirmeront les exclus dans leur rôle de vaincus de l'Histoire. Ainsi, même face à cette dynamique d'exclusion, certains dominent l'idée de changement et le changement lui-même, d'autres en font les frais. Au niveau macro-social, le mouvement emporte et noie ceux qui n'ont pas réussi à s'accrocher ou à flotter, et il permet à une élite, moderne, technocratique et urbaine (appelée un temps les "yuppies"), de dessiner les grands axes du devenir collectif. Ce changement-là, piloté d'"en haut" par les "décideurs", tient de moins en moins compte des exclus, qu'il marginalise, oublie, laisse vivre leurs temps difficiles en espérant qu'ils gêneront le moins possible le "sens de l'Histoire"...

Ils sont pourtant toujours plus nombreux ces exclus, ceux de la modernité, ceux de la technologie, et de la ville : chômeurs, vieux, jeunes, femmes divorcées, immigrés, clandestins, réfugiés, hors-la-loi, familles nombreuses ou monoparentales. Mais – et cela est une nouveauté par rapport aux années 60 et 70 – ils ne forment pas pour autant de "nouveaux mouvements sociaux", tels les mouvements écologistes, féministes, dont les acteurs étaient rassemblés autour d'un projet, et généralement en révolte, pacifique ou violente contre "le système"²². Le désaccord avec le pouvoir peut être aussi grand que par le passé, mais le projet a changé, à l'image de ce que l'on reproche au système : il est aujourd'hui moins question de le changer (et encore moins de le changer pour un autre), que d'essayer d'y entrer. Mais contrairement à ce qu'avait réussi la génération

de révoltés précédente, qui, en voulant tout changer, ont finalement réussi à incorporer le système et les sphères du pouvoir, les exclus qui ne demanderaient pour la plupart que de pouvoir participer à la vie sociale telle qu'elle est, en sont, eux, totalement exclus. Paradoxe ou simple logique contradictoire du capitalisme ? On ne le sait pas. Reste cependant que les exclus le sont toujours plus...

Que font-ils alors ? Beaucoup n'ont pas le choix, et s'estompent, disparaissent, rejoignant la foule des "invisibles", ceux que les gens affairés croisaient sans les voir et qu'aujourd'hui ils ne croisent même plus, puisque exclus et excluants se sont divisés tacitement la ville ; s'ils se frôlent désormais, c'est par "maladresse"²³...

Et sinon ? Si le changement social né de l'impulsion des dominants désireux que leurs intérêts matériels et immatériels leur survivent – l'expérience ayant prouvé qu'il n'est pas de meilleure manière de durer que celle consistant à changer, beaucoup en apparence, peu dans le fond²⁴ – si ce changement donc ne signifie pour la majorité qu'un aller de mal en pis, il faut préparer un autre changement, "en dessous" de ce macro-changement type bulldozer. Sans être décideurs, bon nombre de citoyens n'en sont pas moins acteurs, à un certain niveau de décision (ne serait-ce qu'au niveau familial). Ils peuvent donc parfaitement se donner les moyens d'être les acteurs et les décideurs d'un "changement à eux", un micro-changement qui transformera leur vie quotidienne, et finira peut-être par perturber l'impassible pouvoir, peut-être même à le transformer. Au bout du compte, après parfois de longues batailles ou grâce à de surprenantes complicités, grands et petits acteurs du changement finissent par s'associer. Mais s'ils s'associent ainsi et qu'à l'origine les aspirations, sans être forcément partagées, coïncident, les fins que poursuivent les uns et les autres sont rarement les mêmes, et il faut à long terme beaucoup d'ingéniosité et de bonne volonté de tous pour que la paix demeure dans la ville...

En 1993, c'est dans les villes que le destin collectif se joue. Les champs de bataille de notre modernité ne sont ni des plaines, ni des montagnes, et même plus des usines, mais des centres villes, des banlieues, des cités, des centres commerciaux. Aujourd'hui, le terrain favori des acteurs du changement reste l'urbain. Ce serait même une énigme si l'on n'y voyait qu'un établissement humain d'un certain type, et qu'on n'en faisait pas l'analyse en termes de changement, de contradictions et de conflits.

La réalité urbaine est déterminée par les rapports sociaux divers et antagonistes qui y existent, les relations qui y naissent, se font et se défont, les personnalités qui s'y rencontrent, s'y affrontent ou y collaborent. La forme prise par ces relations sociales et la façon qu'elles ont d'évoluer avec le temps dépendent pour une bonne part de l'appartenance des acteurs à un genre, une classe sociale ou une classe d'âges particuliers qui donne à toute interaction sociale sa "culture", en lui attribuant l'essentiel de ses signes, symboles, valeurs, connaissances, dynamisant les fonctions multiples de la vie collective urbaine (économie, politique, arts, sciences...). Ces dimensions interdépendantes de la réalité organisent l'espace de la ville, mais définissent autant ce qui subsiste en permanence de sa structure que ce qui se modifie ou est abandonné au profit de nouvelles structures, organisations et rapports sociaux. En un double mouvement qui est celui de la société contemporaine même, les données sociales sont ainsi constamment reproduites et changées à la fois. L'urbain, plus mobile que toute autre expression des constantes et des incertitudes de l'homme, est ainsi un assemblage de choses permanentes et éphémères, de continuités et de ruptures, qu'il est important de repérer, autant dans les grandes lignes de la vie collective, élections libres, prise du palais d'hiver ou abolition de l'esclavage, que dans les détails, les routines et l'apparence anodine des choses de la vie. La banalité de l'existence, les douleurs muettes, le malheur des autres, masquent ou préparent parfois de singulières explosions sociales. C'est que la vie collective change autant dans ses parties que dans son ensemble, et, puisqu'elles ne poussent pas sur les branches des arbres, qu'il faut savoir se baisser pour ramasser des pépites.

Ainsi, l'urbain, somme aléatoire d'organisations et de changements – changements d'organisations et organisation du changement – est à la fois synchronie et diachronie²⁵. Il ne faut jamais les dissocier. Ce principe est vrai pour tout – pour la ville tout entière aussi bien que pour ses composants pris isolément, et notamment ses quartiers.

Mais l'urbain n'est pas un ensemble organique. Il ne "change" ou ne "s'immobilise", s'organise ou se désorganise que parce que des acteurs s'en chargent. Quand la ville fonctionne et change simultanément, elle le fait sous l'influence d'*acteurs sociaux*. La structure sociale n'est jamais mécanique; elle résulte des interventions et résistances d'acteurs, individus et groupes. Un acteur se définit par sa position dans la structuration sociale, par son identité et ses projets qui eux-mêmes sont en gestation de manière permanente. La synchronie du socio-spatial urbain – ou son *fonctionnement* – et la diachronie – ou le *changement* – sont certes interdépen-

dants, mais de manière lâche. S'ils forment véritablement un système, ce n'est pourtant que rarement de manière rigide qu'ils interagissent, et pratiquement jamais en totale adéquation. C'est pourquoi la "désorganisation" de la ville et de la métropole est un fait aussi fort que l'ordre urbain, et que la reconnaissance de cette désorganisation est l'une des clés d'interprétation du changement de l'environnement construit. L'histoire des villes met en exergue la lutte permanente des citoyens pour réduire cette désorganisation du système. Mais cette lutte, qui génère le changement, est aussi de cette manière à l'origine de nouvelles désorganisations. Cette dynamique urbaine remonte au moins au Moyen Âge, et ne s'est encore jamais arrêtée. Elle se poursuit sous nos yeux.

Dans ce changement continu, des types urbains se sont cependant constitués dans la mémoire collective. Trois d'entre eux au moins continuent à être présents dans le milieu urbain contemporain, à savoir la ville médiévale et classique, la ville industrielle et la métropole, état dans lequel sont aujourd'hui entièrement ou partiellement plongées la plupart des agglomérations. Ces trois types, bien que relevant tous d'un modèle centralisé de l'urbain, participent en fait à des réseaux de collectivités territoriales très variés, qu'ils dominent cependant. Les trois se définissent par un environnement construit spécifique (monuments, maisons, espaces, etc.), par une structuration spatiale et par des acteurs sociaux typiques. Le passage du premier au second et au troisième représentent une des formes historiques de changement les plus significatives : l'*urbanisation*.

Le quartier urbain, invité spécial de notre rencontre, est le témoin privilégié de cette structuration urbaine, dont il peut être la victime ou le promoteur. Mais qu'on le considère selon une perspective historique à long terme ou selon un laps de temps plus court, il change de manière permanente. L'objet de notre colloque, le changement social et la dynamique culturelle dans les quartiers des villes contemporaines, ne peut être noté qu'en prenant en compte ces quelques critères. Les récits que nous publions ici en témoignent, et ils sont confirmés par de nombreux livres publiés ces derniers temps²⁶.

Dans la plupart des pays du monde, le phénomène urbain est actuellement dans une phase de transition entre la ville industrielle, l'agglomération urbaine et la métropole. Cette transition est marquée par trois processus qui sont autant de formes de changement particulièrement significatives : la *suburbanisation*, la *périurbanisation* et la "*gentrification*", ainsi que l'on nomme les pratiques de "réhabilitation" et

rénovation des centres urbains où résident les classes "populaires", et qui marque la fin de leur bail, leur évincement massif et l'attribution de leur logement aux classes moyennes et supérieures... Ces processus, lorsqu'ils s'expriment à grande échelle, marquent le passage de la ville industrielle à la métropole, ce qui signifie que le phénomène non seulement prend de l'importance (en population et en superficie). Il se globalise, se mondialise, et ce faisant, accentue les mécanismes de ségrégation sociale. Et pour ne signaler que l'une des nombreuses conséquences de ce processus sur le plan social, il entraîne un besoin de mobilité accru de la part de la population, et donc la création de cités, cités-dortoirs pour ceux qui travaillent, cités-dépôts pour tous ceux qui chôment et essaient de tuer le temps, et s'ennuient en n'y arrivant pas.

Ces derniers points concernent directement la question des quartiers²⁷, et c'est dans ce cadre qu'il faut considérer certains des récits que nous avons présentés dans la première partie, et qui sont à lire d'un point de vue essentiellement *urbain*.

Depuis très longtemps déjà, vingt ou trente ans, mais avec un rythme apparemment plus soutenu ces dernières années, l'urbain et les quartiers changent, lentement ou par à-coups. Quel est le rôle de la dynamique culturelle dans ces transformations, quotidiennes ou événementielles : en est-elle le moteur ou l'expression ?

Grâce aux récits des participants, mais aussi en fonction d'acquis de recherches antérieures, nous parions sur la présence d'un principe de dynamique culturelle dans des villes aussi différentes que Lisbonne, Paris, Roubaix, Genève ou Padoue. Mais elle ne joue bien sûr pas toujours ni partout un rôle structurant durable. Les changements sociaux qui font le phénomène urbain sont aussi technologiques, imposés d'en haut, décidés ou programmés par le pouvoir, sans consultation de ceux d'en bas. Les transformations qui caractérisent la société urbaine contemporaine ne sont à l'évidence pas le seul fruit d'aventuriers de l'innovation sociale, elles impliquent la rencontre tôt ou tard avec une dynamique descendante et autoritaire. Et quand l'impulsion originelle du processus de changement est due à une initiative, décidée ou fortuite, de l'État ou des représentants de la culture dominante, ce que l'on croyait dynamique culturelle n'est parfois qu'une forme de résistance ou d'adhésion négociée à un changement promu par le pouvoir (ou à la volonté du pouvoir de "se changer"). C'est pourquoi l'on ne peut se contenter d'un schéma explicatif de la réalité urbaine opposant les forces créatives contre l'appareil conservateur de

l'État. Les choses sont nettement plus nuancées, et le promoteur de l'innovation n'est pas toujours celui que l'on croit. Reste que deux cas de figures sont intéressants sociologiquement. Ou c'est l'État qui induit le changement, ou ce sont les groupes dominés²⁸. Dans les deux cas, il nous faut essayer de comprendre le changement social comme une modification de l'état des relations sociales dans leur ensemble, sous l'effet d'une action particulière, accidentelle ou préparée, de la part de l'un ou l'autre des acteurs sociaux en présence. C'est la raison pour laquelle, on ne peut feindre d'ignorer le rôle des gens de pouvoir dans les histoires de changement social, même celles paraissant n'être a priori que le fait d'un groupe "sans pouvoir", ou celles encore ne paraissant affecter que ces derniers. On pourrait dire que pour qu'il y ait vraiment changement social, il faut qu'à un moment donné l'État soit mis au courant... Cela n'enlève rien au fait que le niveau "micro" recèle un réel potentiel de changement social. Il est simplement à mettre en relation avec l'action des "décideurs". Et si notre engagement s'inscrit plutôt dans une valorisation de l'action de "ceux d'en bas", c'est que les représentants de l'État auront toujours les moyens suffisants, économiques et idéologiques, pour valoriser leur action.

Dès lors, en suivant en cela la volonté de la FPH de "*faire entendre les voix du silence*", de faire parler ces groupes représentant "*des tranches entières de la population des quatre coins du monde méprisées, marginalisées et confinées dans le silence, volontairement ou non, par ceux qui détiennent le savoir officiel et le pouvoir*"²⁹, les organisateurs de la Rencontre de Lausanne ont cherché à privilégier avant tout la parole des acteurs de ce micro-niveau de décision qu'est le local, et dans la ville, se trouve être le quartier, le voisinage... C'est à ce niveau de décision, que les habitants des métropoles peuvent agir en ayant réellement un effet sur la qualité de leur vie. L'affrontement avec les décideurs ou la reconnaissance qui s'ensuivra, seront les marques indélébiles qu'une parole a été inscrite dans les lieux. Ceux qui jusque-là ne pouvaient que se lamenter de leur impossibilité de faire entendre leur voix particulière, sauront désormais que les vérités des possédants ne sont pas des lois et que la réalité est instable pour eux aussi.

Quotidiennement, concrètement, et souvent difficilement, des acteurs généralement considérés comme des figurants de l'histoire, se chargent des "révolutions minuscules" et des rectifications élémentaires et nécessaires de leur environnement. Si nous avons choisi de nous rencontrer pour parler d'acteurs du milieu urbain, c'est qu'au rythme où vont les

choses, il n'y aura bientôt plus que la ville, métropole, mégapole, mégapole ou ville secondaire, pour définir la face visible de la terre.

C'est pour cette raison que les participants de la rencontre furent tous des "citadins", et que leurs terrains permettaient de comprendre le changement social à travers le prisme de l'environnement construit. La proximité plus ou moins grande des décideurs a déterminé d'autre part la relation entre changement local et global. Et, afin d'être cohérents avec les intentions premières de cette Rencontre de Saint-Sabin, tout fut étudié et discuté à partir des récits-témoignages des acteurs de terrain. L'objectif principal de la rencontre de Lausanne était de confronter, sur des thèmes illustrant la *dynamique culturelle*, travailleurs de terrains et théoriciens de différents pays, en vue de dégager, à partir de l'action – selon le souhait commun à la FPH et à l'ARCI – des pistes de travail pour cette action. La seule indication méthodologique que nous voulons donner ici est la suivante : les organisations ont cherché à favoriser autant l'écoute que la prise de parole.

3. DE LA SINGULARITÉ ET DES LIMITES "LOCALES" DE LA DYNAMIQUE CULTURELLE

Le local, l'émergent, l'action concrète, connaît depuis une vingtaine d'années une attention renouvelée et salutaire, autant de la part des sciences humaines que de l'administration publique et de l'entreprise. De tous temps, bien sûr, des mouvements de revendication, des résistances, des projets se sont exprimés à l'échelon le plus immédiat de la vie en société, le village, la ville (c'est-à-dire aussi le quartier, la rue, le lieu de travail, les loisirs), ou la région, ces mouvements sociaux ayant fait alors l'objet de nombreuses études de la part de la sociologie, de la psychologie sociale et de l'anthropologie. Cependant, l'approche consistant à les valoriser, à montrer leur dimension originale et pionnière quant aux changements sociaux, est relativement nouvelle, comme l'est, pour d'autres raisons, l'intérêt des pouvoirs publics et du privé pour cette même dimension novatrice.

L'hypothèse maîtresse de ce regain d'attention est que les mouvements sociaux à caractère local entraînent, grâce à l'effet de proximité, de familiarisation, voire d'attachement territorial, une plus grande capacité de maîtrise des acteurs sur le déroulement des événements qui les concernent. En outre, les valeurs qui se rattachent à leurs efforts sont généralement intéressantes sur le plan moral³⁰. En gros, on peut dire que face à des dangers d'exclusion, ils réinventent, à leur niveau et à leur manière, espoir, changement et dignité.

L'idée clé de ce chapitre est d'essayer de savoir jusqu'à quel point une dynamique de luttes et revendications restreintes peut fonctionner ainsi dans le sens d'une augmentation du pouvoir des groupes "dominés", d'évaluer les contraintes externes, "macro", susceptibles d'influencer le devenir local et, inversement, d'examiner comment, au niveau "micro", l'on peut agir sur le niveau "macro". De façon plus générale, il s'agit de voir comment, dans les processus de changement, il est possible de s'orienter, de durer et d'exister, lorsqu'on agit avant tout sur le plan local.

Il faut tout d'abord planter le décor : une situation défavorable, un danger d'expulsion, des mesures inégalitaires, une politique d'oppression ou tout simplement des carences du système économique ressenties dans leurs dimensions les plus immédiates. Les difficultés sont sources d'incertitude, d'iniquités et de souffrances. En situation de crise, des femmes, des

hommes, réagissent et disent non à l'injustice, ou se rencontrent pour créer quelque chose ensemble et pallier les déficiences immédiates sur le plan de la qualité de la vie. La naissance de tels mouvements est des plus diverses, mais le résultat en est une dynamique culturelle, c'est-à-dire, face à des contraintes le plus souvent inacceptables la réinvention de la vie au niveau local.

A partir d'un refus et de la vision d'un autre possible, la dynamique culturelle se développe. Sur le plan humain, cela signifie courage, ténacité, humilité et abnégation. Travail obscur, travail au service d'une cause ou d'une collectivité, travail dans la durée, la dynamique culturelle est aussi une question de sueur et de larmes. Les obstacles et les coups durs sont plus fréquents que les occasions de faire la fête. L'objet de revendication est singulier et la manière qu'ont les femmes et les hommes concernés de porter cet espoir un peu plus loin, fait que chaque mouvement local, chaque ébauche de changement comporte quelques caractéristiques uniques, irréductibles à l'analyse.

D'une certaine manière, il n'y a qu'à regarder, écouter et chercher à comprendre, dans le silence et le respect, la logique des gens qui agissent.

"Ceux d'en-haut" et "ceux d'en-bas"

Cherchant à bousculer les règles habituelles de la décision, la dynamique culturelle constitue un mouvement, une action, une parole, de nature "ascendante" et venant si possible à la rencontre d'une parole, d'une action, d'un mouvement de nature "descendante", les aspirations de "ceux d'en-bas" dialoguant avec "ceux d'en-haut", ceux-ci pouvant être à l'écoute de ceux-là³¹. La dynamique culturelle nous permet ainsi de poser, de manière chaque jour renouvelée, la question du pouvoir démocratique. Il s'agit, dans le contexte d'une Europe en train de se faire en un double mouvement, à la fois brusquement et lentement, de penser et préparer un changement social, pour le meilleur et non le pire tel qu'il se donne de plus en plus souvent à voir aujourd'hui, et à de nombreux échelons de la vie politique.

La dynamique culturelle est d'abord la création émergente des gens qui doivent inventer leur survie. Comme objet de recherche et de discussion, elle devient la création collective de ceux qui réfléchissent, comparent, compilent, traduisent et expliquent – les chercheurs – et de ceux qui explorent concrètement, rassemblent, stimulent, animent, forment et remettent

sans cesse leurs objectifs d'amélioration de la qualité de la vie à l'ordre du jour – les gens de terrain. Avec bien sûr le désir avoué que les uns collaborent avec les autres, que les uns *soient* un peu les autres...

Ce regard frisant sur l'inventivité sociale et culturelle, en prise avec les formes très concrètes de la reproduction matérielle et économique des groupes, réseaux et organisations, correspond à la fois à une réalité, celle des hommes qui inventent au quotidien les conditions de leur lendemain, et une méthode, une manière d'identifier et d'écouter la richesse des formes sociales et culturelles imaginées pour contourner les contraintes d'un destin défavorable.

La dynamique culturelle est aussi un concept de travail, un pari sur l'innovation des hommes, sur la possibilité de trouver des solutions à leurs problèmes quand bien même les structures dominantes ne les favorisent pas.

Ce processus d'émergence est à suivre, à comprendre et à encourager. Cela signifie que le *descendant*, en général lié à des logiques d'organisation ou personnelles aménagées dans les interstices d'institutions officielles, devrait aller à la rencontre de l'*ascendant*. Le relevé, l'analyse et la comparaison des expériences constituent ainsi un cadre d'auto-enseignement général dont l'ARCI et ses membres, tout comme la FPH, voudraient être le facilitateur. A la fois celle de témoin et d'assistant, cette position implique la multiplication des pratiques de communication, la mise en question de soi et l'ouverture culturelle. Un travail qui, par définition, ne peut que rester inachevé et qu'en même temps l'éthique commande de poursuivre sans relâche...

La diversité des expériences, leur degré très inégal d'avancement, le point très hétérogène qui préside à leur interprétation réclament une constante mise en présence d'initiatives locales. La richesse du tout, avec sa philosophie et ses outils (la théorie de la dynamique culturelle notamment), en dépend. C'est du moins le pari de l'ARCI, dont beaucoup d'expériences témoignent des formes d'innovations sociales et culturelles "ascendantes".

Il est fondamental que, sur une base de comparaisons importantes, puissent s'échanger des idées sur les modalités d'une rencontre possible entre les aspirations "d'en-bas" et les nécessités vues "d'en-haut". Cette négociation est à la base du devenir de la dynamique culturelle. Elle se

profile de la manière la plus variée et se compose de traits tactiques qui doivent impérativement être inventoriés et débattus.

Dans le cas présent, la dynamique culturelle peut se définir comme une rencontre possible, souhaitable et même nécessaire entre des volontés émergentes et des acteurs sociaux spécialisés mais particulièrement à l'écoute, c'est-à-dire entre des besoins de tous les jours et des savoir-faire plus techniques, réinterprétés pour pouvoir dialoguer avec les protagonistes de micro-projets "ascendants".

A l'intersection de ces deux mouvements, au sein des interactions les plus diverses qui s'y nouent, on peut repérer quelques axes essentiels grâce auxquels des préoccupations, des intérêts et des exigences d'origine différente peuvent converger (travail, milieu construit, processus d'exclusion), axes qui fondent, à partir des synergies nées de l'innovation socio-culturelle, la possibilité d'une évolution, d'un changement que nous voudrions être le choix de l'innovation, et non pas celui de la régression, ni de la répétition d'erreurs tragiques.

L'expérience des uns comme pédagogie des autres

Pourtant de telles erreurs, d'autres aussi moins tragiques, peuvent se commettre, des phénomènes induits de l'extérieur sont parfois mal compris, des luttes ont de la peine à durer, des expériences importantes se perdent dans l'oubli. Plus encore, les hommes qui luttent pour une vie meilleure, même au plus fort de leur action, n'ont pas la possibilité objective de savoir s'ils vivent effectivement un moment de changement ou non. L'histoire, généralement, ne s'écrit qu'après.

C'est pourquoi nous sommes d'avis que quel que soit le mérite de ceux qui portent en avant la dynamique culturelle, chez eux, grâce à eux et pour eux, le besoin existe d'une boussole, de repères et de bilans. Les acteurs d'un changement potentiel sont certainement en quête de sens et d'appartenance. Nous pourrions même ajouter : en quête de référence. En tous cas, ce besoin existe pour tous les réseaux qui cherchent et qui s'engagent sur une voie semblable.

Comprendre, comparer, transmettre, se souvenir sont, pour les personnes évoluant à l'extérieur du groupe d'acteurs, venues ou non du monde scientifique, des activités dignes de ceux qui ont voulu le change-

ment. Surtout, elles sont nécessaires pour que le témoin de l'espoir puisse être passé à d'autres personnes en difficulté.

Si l'on prend comme témoignage-échantillon les dix présentations de la Rencontre de Lausanne, il importe tout d'abord :

- de détecter le changement, si changement il y a eu,
- de procéder à l'inventaire des facteurs favorables ou défavorables au changement,
- d'anticiper et d'intégrer les processus "parasites",
- d'évaluer la transférabilité de l'expérience,
- d'analyser les outils qui permettent de relier le "micro" au "macro" et réciproquement.

Détecter le changement suppose que l'on dispose d'indices, voire de preuves que quelque chose est en train de se dérouler, et qu'il soit de l'ordre du changement. S'il s'agit d'un mouvement passé, qu'il soit récent ou plus ancien, il faut en rechercher les traces. Cette quête consiste à explorer les formes du changement dans les "choses" (bâtimENTS, urbanisme, infrastructures, modifiés), dans les institutions (nouveaux règlements, nouvelles procédures, ou même institutions *ad hoc* nouvellement créées) et chez les personnes (comportements, représentations, modes d'organisation découlant de la dynamique culturelle).

Qu'il s'agisse d'indices visibles ou de traces d'un passé riche mais en grande partie disparu, ces éléments doivent contribuer à enrichir la mémoire collective et autant que possible servir d'enseignements en partie transmissibles. C'est à ce prix que la dynamique culturelle prend son sens. Car, grâce à ce relais, elle prolonge son effet au-delà de la démotivation qui tôt ou tard finit par dissoudre les enthousiasmes d'un mouvement.

Comme chaque situation est spécifique, il convient de procéder à un inventaire des acteurs et des facteurs ayant joué un rôle (favorable ou défavorable) dans le déroulement de l'expérience : le statut des leaders, le style de communication, le degré d'inventivité dans l'adversité, la nature des réseaux de soutien, notamment, constituent les éléments à même de potentialiser ou au contraire de déstabiliser une dynamique, selon qu'ils y jouent un rôle positif ou négatif.

Dans toute dynamique, des co-processus à même d'orienter dans une direction ou une autre le changement potentiel porté par un mouvement, ne manquent pas d'apparaître, même à un stade précoce. Certains de ces

processus opèrent comme des parasites et tendent à inhiber le changement (intervention, à l'intérieur même de la dynamique culturelle, de personnages aux intérêts divergents), ou à créer des *leurres* (sur le moment on croit qu'on est en train de changer et de faire changer les choses, mais l'histoire montre ensuite que cela n'était pas le cas). De façon générale, en temps réel, surtout lorsque le mouvement est en pleine effervescence, il est difficile de savoir où on en est. C'est ainsi qu'il est parfois malaisé de profiter de certaines aubaines (processus convergents), ou de mouvements porteurs plus amples (grands mouvements historiques), qui permettraient aux acteurs locaux de bénéficier d'effets amplificateurs ou de coups d'accélérateur venus de l'extérieur. Cette difficulté vient du décalage qui existe presque toujours entre les manifestations locales de la dynamique culturelle et les changements historiques à caractère plus global, et qu'on ne constate bien souvent qu'après coup.

Les premiers de ces processus, *dynamiques parasites* ou *leurres*, à l'effet toujours désastreux, sont à prendre en compte et à évaluer aussitôt que possible (on doit toujours y penser, voire faire appel à des regards extérieurs pour cela, s'il le faut). Les seconds, les grands mouvements historiques porteurs, sont à détecter et à anticiper comme une forme de prospective, naturelle et nécessaire à toute activité revendicative.

L'enjeu extérieur le plus important de la dynamique culturelle est certainement l'analyse de la transférabilité de l'expérience. Entendons-nous bien ! Il ne s'agit pas d'imaginer transférer une expérience *in extenso*, mais d'explorer la possibilité de faire bon usage de certains éléments d'une expérience dans une autre, relevant parfois d'un tout autre contexte. Cet emprunt peut prendre un caractère technique (dans l'idée de "faire comme eux") : promouvoir les mêmes structures de travail internes, les mêmes précautions dans le dialogue avec le pouvoir, les mêmes macro-analyses, ou alors servir tout simplement de source d'inspiration. C'est ainsi que l'on peut éviter certaines erreurs désormais connues, et "faire comme les autres" en gros seulement, en développant un aspect qui était mineur chez d'autres, mais qui, on le sent, s'avérera pour nous essentiel.

Quant à l'interaction micro-macro, nous sommes d'avis que c'est avant tout une question pratique et qu'il faut la penser en termes "d'outils". Nous voulons dire par là qu'il existe de petits problèmes que l'on retrouve à peu près partout, et qu'il faut toujours avoir à l'esprit, dans l'espoir de savoir les identifier dans leur propre contexte quand ils se présentent, et

qu'il s'agit de résoudre alors même que l'on est occupé à d'autres tâches immédiates et urgentes.

Il y a en fait deux directions dans cette problématique, certains outils concernant plutôt l'une que l'autre : d'une part il s'agit de voir comment à partir du micro, on peut influencer le niveau macro, s'il s'avère que c'est utile; d'autre part, il y a lieu de faire "descendre" des aspects macro au niveau micro, afin de mieux les intégrer ou de ne pas en être trop tributaire s'ils s'avéraient être néfastes.

Le succès (provisoire, semble-t-il) de la récente pression des paysans français pour disputer l'équité du dernier pré-accord du GATT est un bon exemple de la manière dont le niveau micro ("l'ensemble des paysans français", micro-méso dans ce cas) peut avoir de l'influence sur le plan macro. Inversement, l'adoption spontanée et précoce d'une norme ou d'un règlement en voie de constitution, dans le domaine environnemental, peut dans certains cas devenir une arme stratégique intégrant des préoccupations "macro" pour en tirer parti dans une lutte "micro". C'est déjà tout une tâche que de constituer et référencer des exemples de l'une ou de l'autre de ces situations pour aider ceux qui œuvrent au plan local à visualiser ce qu'ils peuvent faire.

Cela restant largement à élaborer, nous nous bornerons ici à présenter dix "outils" (démarches, approches, manières de réfléchir), permettant d'aller dans ce sens. Tous commencent par l'idée *qu'en dépit du stress et des nécessités immédiates locales, il y a lieu de :*

Promouvoir des collaborations du mouvement social avec le monde des techniques et de l'économie

La dynamique culturelle doit correspondre à un mouvement d'ouverture. Des métissages d'intérêts sont toujours utiles pour élargir la base de talents et le "réseau des réseaux" engagés dans le processus, mais aussi pour développer de réelles possibilités d'autonomisation sur le plan économique (micro-entreprises, développement informel, circuits économiques parallèles).

Mais encore faut-il que la "réception" locale soit favorisée pratiquement. En cette fin de siècle, il n'est, par exemple, pas raisonnable de penser un changement social et culturel qui ne prenne pas en compte les difficultés de maîtrise des techniques et des choix qui leur sont associés. Il

y a là un enjeu militant considérable. D'une part, il importe de donner à l'usager (sous toutes ses formes) une place d'acteur. D'autre part, il faut impérativement élever le niveau de la *culture technique ordinaire*, seule transformation à même de conférer un certain poids à la participation des non-spécialistes en matière de politique de la science et de la technique, même à l'échelon le plus local.

Favoriser des activités socialement "reliantes", plutôt que "déliantes"

Les termes de *reliance* et *déliance* sont empruntés au sociologue belge Marcel Bolle de Bal³². Ils valorisent l'idée pleine et forte du lien pouvant se nouer entre des personnes, à travers notamment les activités de travail, puis éventuellement se dénouer. Nous l'utilisons quant à nous dans un sens plus large, toute activité humaine étant susceptible de susciter ce genre de relation signifiante. Il est clair que la *reliance* commence avec les énergies humaines, les enthousiasmes et les nécessités partagées. Pour durer, la *reliance* doit s'accomplir dans des projets concrets, favorisant les effets d'entraînement et les synergies multiples.

Valoriser la mémoire collective

Il est très rare qu'un mouvement qui naît soit le premier à faire ce qu'il fait ou se propose de faire. Il n'est pas inintéressant de savoir que d'autres ont déjà parcouru un chemin semblable et peuvent, à travers leurs succès comme leurs erreurs, transmettre un certain patrimoine de savoirs et d'expériences pratiques. Éloigné ou proche, ce patrimoine appartient au vaste champ des mouvements sociaux qui ont amélioré la qualité de vie et fait avancer la justice sociale.

Mais il est un autre type d'attachement encore bien plus important, c'est le lien entre une lutte donnée et l'histoire locale, avec ses héros et ses anti-héros, ses lieux forts et sa culture spécifique. La mémoire collective est un socle qui change sans cesse. A condition de ne pas s'y enfermer (danger de nostalgie), elle fournit des références utiles à tout projet de changement.

Constituer un esprit de réseau, construire des situations pratiques de réseau

La nécessité peut se présenter de créer des réseaux de toutes pièces. Mais le plus souvent, il y a simplement lieu de "réparer" des réseaux dislo-

qués ou de renforcer des réseaux existants mais affaiblis. L'idée de base, dans tous les cas, est de créer une démarche aidant à surmonter les discontinuités socio-économiques éventuelles d'une situation locale, ou encore à rétablir un dialogue avec des groupes "ennemis" ou des instances de pouvoir dont un mouvement était coupé.

Les moyens pour y parvenir consistent le plus souvent à formuler des projets à même de susciter l'adhésion, à constituer des masses critiques, des rapports de forces meilleurs, à trouver les courroies de transmission avec les pouvoirs publics ou avec d'autres secteurs de l'économie ou du tissu social, à créer des accès à l'expression, médiatique ou non, et de façon générale à trouver des plages d'intérêt commun avec des alliés naturels. Réfléchir et agir en termes de réseaux revient à penser à la fois ressources humaines et besoins complémentaires.

Valorisation des personnes

Les mouvements sociaux orientés vers le changement se développent avant tout grâce à la volonté de femmes et d'hommes en chair et en os. Il est important que les personnes ainsi projetées dans l'action soient reconnus comme acteurs (et non comme rouage anonyme d'un programme s'accomplissant presque indépendamment de leur rayonnement propre) par les autorités et les "experts", afin qu'elles prennent conscience de l'enjeu, en termes de sens et de valeur, de se sentir sujet de son destin.

Distinction du court et du moyen terme

Le but n'est pas de réussir tout de suite la totalité des objectifs de changement d'un mouvement ; il faut au contraire favoriser l'apparition d'apprentissages ; même après coup, certaines erreurs, certains succès partiels peuvent se relire comme moments d'une histoire qui n'a jamais fini de s'écrire.

Identifier et soutenir des savoir-faire locaux

Toute personne, tout groupe, tout réseau et toute région a ses savoir-faire, son patrimoine de talents à niveaux multiples. Ceux-ci devraient être détectés le plus tôt possible et mis à contribution, dans les situations les plus favorables. Le but recherché est que les acteurs locaux soient conscients de ce qu'ils ont et de ce qu'ils sont.

Favoriser les activités et les projets à fort effet d'entraînement

Toute idée n'est pas forcément bonne et toute initiative ne devrait pas être reçue comme du pain béni simplement parce qu'elle émane de la base. Dans la perspective de créer des synergies et de jouer à la fois sur le court et le moyen terme, il y a tout de même lieu de sélectionner les projets, et de rechercher ceux qui peuvent avoir un maximum d'effet d'entraînement sur des énergies à venir³³, sur d'autres projets, sur des alliés et donc sur la possibilité de générer, à partir d'une action donnée, les bases pour des activités nouvelles, diversifiées et complémentaires – et savoir abandonner en cours de route les projets erronés.

Promouvoir des valeurs généreuses

Jusqu'ici les outils proposés composaient un manuel virtuel pour parfait animateur. Mais il faut bien le reconnaître, toute action locale, même envisagée dans une perspective large et ouverte, peut s'appliquer aussi bien à des actions de progrès social qu'à des manifestations d'intolérance, de nationalisme étroit, ou tout simplement d'ostracisme microlocal. Les techniques de connections, celles servant à penser le moyen terme dans le court terme, à tenir compte des macro-processus historiques, ne déterminent en rien la valeur "morale" d'un mouvement social. Même le fait de lutter contre l'oppression ou l'exclusion peut déboucher sur de nouvelles oppressions et exclusions. L'histoire abonde de boucles de ce type. Pour définir le signe des processus en cours, il est nécessaire de poser de surcroît une exigence morale, consistant par exemple à lier l'ensemble des décisions et des actions à des valeurs *humanistes* fondamentales : solidarité, générosité, tolérance pour ceux qui sont différents, pensée pour les générations à venir ; en d'autres termes, des valeurs dépassant les démarches égocentriques et autoréférentes.

Nous tenons par là à souligner que nous ne nous intéressons pas à tous les phénomènes de changement (de type "bifurcation simple"), mais à ceux d'entre eux qui peuvent déboucher sur une amélioration de la qualité de vie, de la capacité d'expression, voire à une démocratisation majeure du pouvoir local ou même, au-delà, à une amélioration profonde, au sens des valeurs que défendent la FPH et l'ARCI notamment, à savoir celle de l'état "physique et moral" de la planète.

Loin du purisme, accepter l'utilité d'un travail à partir de situations paradoxales courantes, entre les dynamiques sociales "ascendantes" et "des-

descendantes"

Il est très rare qu'un mouvement puisse exister sans prendre en compte des processus institutionnels ou économiques qui "descendent" vers la réalité sociale quotidienne : il y a permanence de certaines forces (partis, pouvoirs publics, techniciens du social, professionnels en tous genres) qui ont pour mission d'améliorer la situation socio-économique et culturelle. Elles le font plus ou moins bien. Mais, de toute façon, il est bon de considérer cette composante du problème comme un facteur à intégrer dans la problématique du changement. En d'autres termes, il vaut mieux savoir faire bon usage des initiatives descendantes. Celles-ci tendent souvent à compenser des problèmes que les contradictions de la société font surgir et se substituer aux forces ascendantes absentes ou marginales. Pourtant, il existe quantité de gens, à l'intérieur de ces projets venus "d'en haut" qui peuvent et veulent créer l'impulsion d'un possible changement, et que l'action de mouvements sociaux "ascendants" doit savoir relayer. Il ne s'agit donc pas de verser dans le purisme, mais d'envisager, dans tous les cas, comment des situations concrètes peuvent être exploitées. Le but est le changement et le garde-fou, nous l'avons vu, la promotion de certaines valeurs. Mais les conditions initiales du changement, elles, ne sont jamais idéales. Parfois un mouvement social se forme et se mobilise contre une action ou une initiative gouvernementale, alors même qu'elle a permis qu'une dynamique soit engagée. Le résultat final ne peut se faire que par un dépassement des contraires en une combinaison nouvelle et gagnante. Il faut donc éviter de juger comme artificielles des actions provisoirement sans répondant d'en bas. Même s'il faut admettre l'ambiguïté de certaines démarches publiques, il est bon de rester ouvert aux rencontres paradoxales entre ce qui vient "d'en haut" et ce qui tôt ou tard peut émerger "d'en bas".

Dans le même ordre d'idée, il est bon de rechercher non pas l'expression d'une attitude antitechnicienne à tout prix, mais des rapports à l'usage des techniques qui soient davantage anthropocentriques et ouverts aux apprentissages collectifs.

Au terme de ce bref inventaire des outils de liaison micro-macro, on peut légitimement rester sur sa faim tant l'ensemble paraît abstrait. Ce sont des manières de voir et il faut sans cesse les amplifier, en tirer des scénarios à partir d'expériences concrètes. Mais il faut trouver un grand nombre d'exemples pour y parvenir et les dix "récits-témoignages" de cette rencontre ne constituent dans ce sens qu'un petit aperçu des innombrables possibilités de mettre en perspective le changement social. Le tra-

vail de relecture reste à faire. Dans une large mesure la seconde partie de la rencontre, après la présentation des dix témoignages et la première tentative de synthèse, a permis aux acteurs locaux de réagir et d'exprimer leur sentiment à l'intersection de la grille de lecture présentée ici et des réalités de terrain qu'ils connaissent. Plutôt qu'une conclusion, nous avons eu le sentiment qu'il s'agissait d'un premier défrichage. La suite ne saurait s'élaborer à partir des seules réflexions analytiques ou synthétiques, fruits de quelques personnes seulement. C'est nécessairement d'un travail collectif qu'elle peut naître, travail qui nous amènera en outre à trouver une complémentarité encore meilleure entre acteurs locaux et analystes professionnels³⁴. Les premiers ont raison, mais ont de la peine à parler tous une même langue. Les seconds ne connaissent pas la réalité locale et leur appartenance aux logiques de pouvoir les rend quelque peu "dangereux". Mais il faut avouer que leurs outils et références ne sont pas toujours inutiles. Pourquoi ne pas considérer une interaction réussie entre les uns et les autres comme un formidable défi à relever ?

La richesse encore quelque peu brute des récits-témoignages et des réactions des participants à l'issue de la première synthèse ont été des indices importants, qui nous encouragent à aller dans cette direction.

PISTES ET RECOMMANDATIONS

Au lieu de conclure...

Le principe même de la dynamique culturelle, comme la certitude que le changement seul gouverne les sociétés - "la foudre pilote l'univers", dit l'un des fragments d'Héraclite – nous empêche fort heureusement de procéder ici à l'énoncé des traditionnelles conclusions. A leur place, voici quelques recommandations adressées par l'ensemble des participants à la rencontre à tous ceux qui pensent comme eux que croire fermement au bouleversement possible des choses contribue aussi à les modifier, ne serait-ce que dans la façon dont elles sont perçues. A cette fin, voici une première synthèse de la "discussion générale" du dernier jour de la rencontre.

Que penser de toute la richesse contenue dans les "récits-témoignages", richesse parfois immédiatement décelable, et parfois plus cachée, à débusquer avec attention, pour ne pas passer à côté?... Que faire d'une telle hétérogénéité? La rencontre avait pour but d'esquisser des repères dans la problématique du changement social et de la dynamique culturelle, mais elle ne s'est, la plupart du temps, pas limité à cela. Elle a permis, souvent, d'ouvrir des pistes énormes dans le champ d'étude sur l'heureuse instabilité des systèmes sociaux.

Le changement social n'est pas un principe théorique mais un fait: les sociétés se transforment constamment; elles le font à des rythmes plus ou moins rapides et ces transformations mènent à des ruptures dans l'ordre social plus ou moins profondes. Dans sa "version classique", telle que nous l'avons présentée plus haut, la dynamique culturelle est avant tout un processus émergent de revendications populaires (l'expression sociale et culturelle des groupes "dominés"), auquel nous intégrons les initiatives "descendantes". Car la dynamique culturelle est aussi du domaine du politique: il s'agit de stimuler l'expression des groupes défavorisés (mouvement ascendant) et de faire en sorte qu'elle rencontre, si possible démocratiquement, le mouvement descendant (celui qui vient des autorités, des

élites). C'est au croisement de ces deux mouvements, précisément, que peut surgir le changement. La dynamique culturelle est donc le produit des interactions réussies entre initiatives "ascendantes" et "descendantes". Savoir préparer la rencontre des deux devient un enjeu essentiel. Dans tous les cas, il faut poser la question : la dynamique culturelle permet-elle la mise en œuvre de phénomènes de transformations et de changement social ?

La synthèse s'est donc orientée vers la nécessité d'élaborer des réponses, forcément provisoires, à ces diverses questions et propositions.

Tous les terrains, qu'ils soient marqués par des problèmes touchant au milieu construit, au monde du travail, aux processus d'exclusion ou encore à une combinaison de ces domaines, ont en commun d'avoir en point de mire la perspective du changement social. Ils ont été choisis pour cela.

Des "récits-témoignages" et des débats qui les ont suivis, nous avons retenu cinq dimensions principales :

1. Le changement social est complexe et multiforme : dans les choses (bâtiments, infrastructures), dans les institutions et chez les personnes (comportements, représentations, modes d'organisation) ; dans les secteurs économiques, culturels, politiques ; au niveau "micro" (la vie quotidienne et la dynamique locale), et au niveau "macro" (les sociétés globales). Le changement peut être global ou sectoriel (un aspect seulement de la réalité est touché, les autres suivront ou non...), il génère des conflits, laisse des traces ou non...

2. Le changement social implique des *acteurs* et des *facteurs* qu'il s'agit d'identifier et dont il faut mettre en relief les interactions.

3. Il faut dégager pour tout changement sa *direction* ; par rapport à cette dernière, trois types de processus sont essentiels :

- a) les processus à même d'inhiber le changement,
- b) les processus-leurres (on croit qu'on est en train de changer, mais l'histoire montre ensuite que cela n'est pas le cas),
- c) les processus amplificateurs ou accélérateurs¹.

4. Il s'agit aussi d'analyser et de faire apparaître la transférabilité de certains éléments d'une expérience donnée dans un contexte différent, réutilisables tels quels ou simplement sources d'inspiration pour d'autres.

5. Il y a lieu enfin de chercher à relier le niveau "micro" des terrains au niveau "macro" des changements (ou l'inverse) et de se donner des outils d'orientation et de travail pour cela.

Ces cinq thèmes doivent permettre de poser clairement la question déterminante pour notre travail : quelles sont les relations entre dynamique culturelle et changement social ? Et puisque nous avons précédemment souligné notre désir de nous associer à un projet d'amélioration globale de la société, ces relations doivent être comprises comme un principe de "dialectique positive".

Pour cela, et afin de commencer par améliorer notre propre perception des phénomènes de changement, en vue de les prolonger, les comprendre et les faire connaître, quelques recommandations.

Recommandations

Les recommandations clés sur lesquelles la Rencontre de Lausanne a débouché sont au nombre de trois :

1. Richesse des terrains à valoriser

Nous avons constaté une variété importante de mouvements, de luttes, de revendications, de préoccupations mettant aux prises des gens de toutes sortes dans leur combat pour la survie, et pour une meilleure qualité de vie dans leur environnement urbain. Parfois les terrains étaient vécus "du dedans", parfois "depuis dessus", dans des actions d'encouragement ou de soutien à caractère public. Mais les expériences ont toujours été riches, leurs stades d'avancement très variables offrant un panorama assez complet des dynamiques culturelles et des changements dont elles sont porteuses. Ces expériences gagnent à être connues, comparées, analysées et valorisées. Elles constituent en effet les maillons d'une longue chaîne d'apprentissage collectif.

2. Outils de lecture à promouvoir

Les points clés de la synthèse forment une grille de lecture, à même de questionner les divers acteurs des expériences de terrain présentées dans le cadre de la rencontre. Ils sont autant d'outils de compréhension de phénomènes souvent complexes et en général difficiles à saisir dans toutes leurs implications, du moins sur le moment, dans le feu de l'action.

Énumérons encore les cinq points récapitulatifs d'une dynamique culturelle orientée vers une amélioration de la qualité de vie et de la capacité d'expression des groupes :

- a) détections des multiples formes du changement, notamment dans les choses, dans les institutions et chez les personnes, ainsi que des conflits qu'il génère ;
- b) inventaire des facteurs et des acteurs, favorables et défavorables au changement ;
- c) intégration des co-processus inhibiteurs, leurres ou au contraire accélérateurs/amplificateurs ;
- d) analyse de la transférabilité de certains éléments d'une expérience dans une autre ;
- e) mise en évidence des changements "micro" qui permettent de se relier à des changements "macro" ou inversement.

3. Concrétisation immédiate

Pour valoriser la richesse des idées apparues durant la rencontre et concrétiser la contribution de chacun en un patrimoine collectif, nous avons donc rassemblé les récits-témoignages sous une forme écrite et constitué le présent document. Il est certain qu'un suivi des différentes expériences de terrain encore dans une phase dynamique serait utile, afin que soit relatée aux autres acteurs et décideurs de notre nouveau réseau la suite de ces histoires de changement, et que l'on puisse se livrer ensemble à une analyse "dans le temps" des transformations en train de se produire. Mais l'on sait ce qu'une telle expérience demande à chacun en disponibilité...

Ce document pourrait aussi servir de base théorique pour organiser une deuxième rencontre sur le même thème ou sur un thème prolongeant celui-ci ("Innovation culturelle et changement technique", "Chômage, exclusion sociale et informatique", etc.). Et à l'étude du changement social en milieu urbain, on pourrait aussi associer l'étude en milieu rural. Cependant notre intérêt immédiat est suscité par d'autres "associations d'idées" : si le changement social, la dynamique culturelle et le milieu urbain (représenté par le quartier) ont constitué le triptyque principal de la rencontre, nous avons l'intuition que le prolongement "naturel" de ces quelques jours de travail devrait être l'étude d'un autre triptyque primordial, celui que dessinent, en une figure inversée, le changement, l'exclusion sociale et la ville. Les métropoles "produisent" à la fois de l'innovation (du changement, des transformations) – nous l'avons vu – et de l'exclusion (ségrégation, domi-

nation) – il faudrait voir comment. Comment, en temps de crise urbaine, ces deux pôles jouent-ils ensemble et se contredisent-ils ? Voilà qui pourrait donner lieu à une prochaine Rencontre de Saint-Sabin... De plus, la rencontre organisée par la FPH à Salvador de Bahia en décembre 1993, et qui faisait suite à celle de Caracas de 1991, a permis de mettre en évidence bon nombre des mécanismes de "spatialisation" de la ségrégation et de l'exclusion sociales dans les métropoles du Tiers-monde. Une prochaine rencontre européenne pourrait permettre d'opérer la jonction entre l'étude de ces différents problèmes qui contribuent au malheur des hommes, et de leurs solutions possibles.

BIBLIOGRAPHIE

Quelques ouvrages pour poursuivre la réflexion
Bibliographie urbaine générale
Quelques thèses de membres de l'ARCI

QUELQUES OUVRAGES POUR POURSUIVRE LA RÉFLEXION

ARCI (1991), *Dynamique culturelle et changement social – rapport du Comité d’orientation*, Montrouge, ARCI.

P. Amphoux et al. (1987, 1988), *Mémoire collective et urbanisation*, 2 volumes, Genève et Lausanne, CREPU-EAUG et IREC-DA/EPFL.

M. Bassand (1990), *Culture et régions d’Europe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

M. Bassand, F. Hainard, Y. Pedrazzini et R. Perrinjaquet (1986), *Innovation et changement social*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

A. Bounaira et al. (1986), *Auto-urbanisation, expression des habitants et formes spécifiques de développement, Rapport des recherches menées à la périphérie d’Alger, Caracas et Guadalajara*, Paris, UNESCO.

Th. Busset, B. Galland, Y. Jenc, Y. Pedrazzini, P. Rossel et M. Bassand (1992), *La politique culturelle d’une région urbaine : le Canton de Genève – dossier pour un projet de loi*, Lausanne, IREC-DA/EPFL, Cahiers de Recherche n° 105.

P. Calame (1993), *Mission possible*, Paris, Lieu Commun.

P. Calame, J.-M. Delarue et al. (1992), *La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l’expérience internationale – La déclaration de Caracas*, Paris, Fondation pour le Progrès de l’Homme et Délégation Interministérielle à la Ville, Coll. Dossier pour un débat, novembre 1992.

T. Camara, T. Devilliers et I. A. Sow (1985), *Transformations sociales et dynamique culturelle*, Paris, UNESCO.

P.-H. Chombart de Lauwe (1975), *La culture et le pouvoir*, Paris, Stock.

P.-H. Chombart de Lauwe (1978 et 1980), *Échange des connaissances et innovations*, Paris, Rapport UNESCO, 2 parties.

P.-H. Chombart de Lauwe (1982), *La fin des villes : mythe ou réalité*, Paris, Calmann-Lévy.

P.-H. Chombart de Lauwe et al. (1980), *Partage des connaissances et cultures novatrices*, pp.265-292, in : *Domination ou partage ? Développement endogène et transfert des connaissances*, Paris, UNESCO.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1966), *Images de la culture : premiers éléments d'une recherche en France*, Paris, Éditions Ouvrières.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1970), *Aspirations et transformations Sociales*, Paris, Anthropos.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1976), *Transformations de l'environnement, des aspirations et des valeurs*, Paris, Ed. du CNRS.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1981), *Transformations sociales et dynamique culturelle*, Paris, Éditions du CNRS.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1988), *Culture-action des groupes dominés*, Paris, L'Harmattan.

R. Gomez et M. Sauquet (1992), *Cultures, voix du silence et communication populaire*, Mémoire de la Rencontre de Saint-Sabin organisée à Fortaleza, Brésil, du 18 au 25 mars 1992 – documents de travail, Paris, FPH/GRET/CEARAH Periferia.

Habitat International Coalition et Fondation pour le Progrès de l'Homme (s.d.), *Charte Européenne pour le Droit à Habiter et la Lutte contre l'Exclusion*, Louvain-La-Neuve et Paris, Habitat International et FPH.

M. Imbert et P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1982), *La banlieue aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan.

D. Joye, T. Huissoud, M. Schuler et al. (1992), *Le quartier, une unité politique et sociale ?*, rapport de recherche IREC n° 98, Lausanne, IREC-DA/EPFL.

L. Kellermann (1987), *La place de l'éducation des adultes dans les stratégies et projets de développement culturel. Bibliographie sélective et annotée*, Paris, UNESCO.

L. Kellermann (1992), *La dimension culturelle du développement. Bibliographie sélective et annotée 1985-1990*, Paris, L'Harmattan-UNESCO.

K. Noschis (1984), *La signification affective du quartier*, Paris, Librairie des Méridiens.

Y. Pedrazzini et al. (1993), *Rêves individuels et aventure collective : jeunes du Mexique, du Venezuela, de France et du Portugal*, Paris, L'Harmattan, à paraître.

P. Rossel, F. Hainard et M. Bassand (1990), *Culture et réseaux en périphérie*, Lausanne, Réalités Sociales.

P. Rossel, F. Hainard et M. Bassand (1993), *Identités et animation : gestion territorialisée des crises*, Lausanne, L'Âge d'Homme.

Th. Schnee et D. Godfard (1992), *La société en éclats – quand les exclus contribuent au changement : récits de chercheurs*, Paris, Syros éditeur, collection Ateliers du développement.

G. Solinis (1988), *Sur la théorie et la méthode de la dynamique culturelle (Communication au colloque de Chantilly)*, Guadalajara, ITESO/DCS, document ronéotypé

G. Solinis et al. (1990), *Espace construit et rapports sociaux*, Montrouge, rapport de recherche du Groupe Thématique 1 de l'ARCI.

Les Annales de la Recherche Urbaine ont consacré plusieurs numéros aux sujets qui nous intéressent :

N° 17, "*D'un quartier l'autre*", Paris, Dunod, Hiver 1982.

N° 26, "*Développement social des quartiers*", Paris, Dunod, avril 1985

N° 27, "*Jeunes urbains et qualités*", Paris, Dunod/Ministère de l'Urbanisme, juillet 1985

N° 32, "*Compositions urbaines*", Paris, Dunod, octobre 1986.

N° 35/36, "*Chômage, mutations, territoires*", Paris, Dunod/Ministère de l'Équipement, novembre 1987.

N° 49, "*Immigrés et autres*", Paris, Plan Urbain, Ministère de l'Équipement, décembre 1990.

BIBLIOGRAPHIE URBAINE GENERALE

F. Aïchoune (1991), *Nés en banlieue*, Paris, Ramsay.

C. Bachmann et L. Basier (1989), *Mise en images d'une banlieue ordinaire*, Paris, Syros.

G. Balandier, dir. (1970), *Sociologie des mutations*, Paris, Anthropos.

E. Barbini et G. Conti (1979), *Politiques urbaines et luttes sociales à Bologne* (2 Vols.), Paris, CSU.

Y. Barel (1973), *La reproduction sociale*, Paris, Anthropos.

Y. Barel (1982), *La marginalité sociale*, Paris, PUF.

Y. Barel (1989), *Le paradoxe et le système*, Grenoble, Presses Universitaires – réédition augmentée d'un chapitre intitulé: "Le paradoxe dix ans après".

G. Bettin (1982), *Los sociologos de la ciudad*, Barcelona, G. Gilli.

M. Blanc (1990), *Logements sociaux et minorités ethniques en France, Grande-Bretagne et République fédérale d'Allemagne*, in: I. Simon-Barouh et P.-J. Simon, (dir.), *Les étrangers dans la ville*, Paris, L'Harmattan.

M. Bolle de Bal (1987), *Aspirations au travail et expérience du chômage: crise, déliance et paradoxes*, in: *Revue Suisse de Sociologie* 1 (1987).

M. Bolle de Bal (1989), *La reliance ou la médiatisation du lien social: la dimension sociologique d'un concept charnière*, in: AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.

S. Body-Gendrot (1993), *La ville et la violence*, Paris, PUF.

S. Body-Gendrot (1988), *Luttes d'appropriation territoriales des Portoricains de New-York*, in: N. Boumaza (dir.), *Banlieues, immigration, gestion urbaine*, Actes du séminaire, Grenoble, 26 et 27 mai 1989, Université Joseph Fournier/Grenoble I, Institut de Géographie Alpine.

M. Bonetti et al. (1991), *Développement social urbain. Stratégies et méthodes*, Paris, L'Harmattan.

S. Bouamana (1993), *De la galère à la citoyenneté – Les jeunes, la cité, la société*, Paris, Desclée de Brouwer.

N. Boumaza, dir. (1989), *Banlieues, immigration, gestion urbaine*, Grenoble, Institut de Géographie Alpine – Université Joseph Fourier.

P. Bourdieu, dir. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.

M. Castells (1972), *La question urbaine*, Paris, Maspero.

M. Castells (1975), *Problemas de investigación en sociología urbana*, Madrid, Siglo XXI.

M. Castells (1983), *The City and the Grassroots*, Berkeley, University Of California Press.

P. L. Cervelati et al. (1981), *La nouvelle culture urbaine, Bologne face à son patrimoine*, Paris, Seuil.

P.-H. Chombart de Lauwe et al. (1952), *Paris et l'agglomération parisienne* (2 Vols.), Paris, PUF.

P.-H. Chombart de Lauwe (1965), *L'attraction de Paris sur sa banlieue*, Paris, Collectif du Centre d'Études des Groupes Sociaux, Éditions Ouvrières.

P.-H. Chombart de Lauwe (1982), *Planification urbaine et médiation des sciences humaines*, in: *Architecture & Comportement*, Vol.2 n°1, 1982. pp.59-67.

J.-M. Delarue (1991), *Banlieues en difficultés: la relégation*, Paris, Syros Alternatives.

F. Dubet (1987), *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard.

F. Dubet et D. Lapeyronnie (1992), *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil.

R. Dulong et P. Pepermann (1992), *La réputation des cités HLM*, Paris, L'Harmattan.

S. S. Fainstein, I. Gordon et M. Harloe (1992), *Divided Cities – New-York and London in the Contemporary World*, Oxford UK & Cambridge USA, Blackwell.

M. Fize (1993), *Les bandes – l'"entre-soi" adolescent*, Paris, Éditions Desclée de Brouwer, coll. "épi-Habiter".

A. Giudicelli (1991), *La Caillera*, Paris, Éditions Jacques Bertoin.

Globe (1990), *Saint-Denis secoue la banlieue*, in: *Globe* n° 53, décembre 1990-janvier 1991.

A. M. Griffo et B. Vignon (1992), *Jeunes en HLM et "Maison du Citoyen": une réponse décalée*, in: *Journal des Anthropologues* n° 49, automne 1992, Montrouge, Association Française des Anthropologues.

J. Habermas (1973), *La technique et la science comme "idéologie"*, Paris, Gallimard.

J. Habermas (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, 2 tomes, Paris, Fayard.

A. Huet (1989), *Individualisme et carence communautaire: l'exemple de la vie sociale dans les grands ensembles résidentiels*, in AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.

Cl. Jacquier (1991), *"Le développement social urbain"*, in: *Banlieues: relégation ou citoyenneté*, dossier spécial de: *Les Temps Modernes* n° 545-546, Paris, décembre 1991-janvier 1992.

A. Jazouli (1992), *Les années banlieues*, Paris, Seuil.

A. Jazouli (1992), *Banlieues : les nouvelles frontières intérieures*, Banlieuescopies/programme d'observation et d'évaluation des politiques publiques dans les banlieues, octobre 1992.

D. Lapeyronnie (1991), "L'exclusion et le mépris", in: *Banlieues : relégation ou citoyenneté*, dossier spécial de: Les Temps Modernes n° 545-546, Paris, décembre 1991-janvier 1992.

H. Lefèbvre (1972), *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos.

O. Lewis (1969), *La vida – une famille portoricaine dans une culture de la pauvreté : San Juan et New-York*, Paris, Gallimard.

P. Louis et L. Prinaz (1991), *Skinheads, taggers, zulus & Co.*, Paris, La Table Ronde.

M. Maffesoli (1986), *Sociabilité et tribalisme*, in: Sociétés n° 10, Paris, septembre 1986.

M. Maffesoli (1988), *Le temps des tribus – le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens Klincksieck.

O. Masclet et M. Sélim, coord. (1992), *Au-delà des périphéries*, dossier, Journal des Anthropologues n° 49, Montrouge, Association française des anthropologues – EHESS.

E. Mingione (1991), *Fragmented Societies – A Sociology of Economic Life beyond the Market Paradigm*, Oxford UK & Cambridge USA, Basil Blackwell.

J. H. Mollenkopf et M. Castells, eds. (1991), *Dual City: restructuring New York*, New York, Russel Sage Foundation.

K. Noschis (1983), *La signification affective du quartier*, Paris, Méridiens Kincksieck.

C. Pétonnet (1979), *On est tous dans le brouillard – ethnologie des banlieues*, Paris, Gallilée.

C. Pétonnet (1982), *Espaces habités – ethnologie des banlieues*, Paris, Gallilée.

S. Roché (1993), *Le sentiment d'insécurité*, Paris, PUF.

G. Rocher (1969), *Introduction à la sociologie générale*, Paris, Points-Seuil (réédition, 1992, Québec, Éditions Hurtebise HMH Ltée).

N. Roiret (1991), *Les banlieues savent aussi sourire*, in: Actuel n° 5, mai 1991.

J. Roman, dir. (1993), *Ville, exclusion et citoyenneté. Entretiens de la Ville II*. Paris, Esprit.

L. Roulleau-Berger (1989), *Des jeunesses et des microcultures au centre et à la périphérie de l'espace urbaine*, in: AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.

L. Roulleau-Berger (1991), *La ville-intervalle – jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens-Klincksieck.

J.-C. Ruffin (1991), *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris, J.-C. Lattès.

M. Segalen (1989), *A quelles conditions un lien social peut-il se nouer dans un grand ensemble? L'exemple de Nanterre*, in: AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.

C. Szlakmann (1992), *La violence urbaine – A contre-courant des idées reçues*, Paris, Robert Laffont.

Loïc J.-D. Wacquant (1993), *L'Amérique à l'envers*, in: P. Bourdieu, dir. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.

Loïc J.-D. Wacquant (1993), *The zone*, in: P. Bourdieu, dir. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.

Loïc J.-D. Wacquant (1993), *Banlieues françaises et ghetto noir américain. Éléments de comparaison sociologique*, in: M. Wieviorka, dir., *Racisme et modernité*, Paris, La Découverte.

C. Withol de Wanden et Z. Daoud (1993), *Banlieues. Intégration ou explosion ?*, Paris, Arléa.

Q. Wodon (1992), *Logement. Le droit des exclus*, Paris, Les Éditions ouvrières.

A. Zehraoui (1991), "Les cités des banlieues : idéologie, discours et réalité", in: *Banlieues : relégation ou citoyenneté*, dossier spécial de : Les Temps Modernes n° 545-546, Paris, décembre 1991-janvier 1992.

QUELQUES THESES DE MEMBRES DE L'ARCI¹

O. Carré (1985), *Formation des représentations sociales. Transformations des pratiques. Le cas d'un groupe de femmes en formation*, Lyon, Université Lyon II, 247p.

K. Coit (1976), *Silence et révoltes des usagers. Comparaison des mouvements sociaux urbains en France, en Grande-Bretagne et en Italie*, Paris, Université de Paris X, 325p.

C. Duarte (1993), *Intervention publique et dynamique sociale dans la production d'un nouvel espace de pauvreté urbaine*, Vila Pinheiros – Rio de Janeiro, et Paris, Université de Paris I, 404p.

V. Guizeli (1980), *Transformations sociales et origines du logement social en Grèce 1920-1930*, Paris, EHESS, 365p.

N. Kominos (1978), *Le support idéologique de l'architecture dans le mode de production capitaliste*, Paris, EHESS, 281p.

D. Mandon (1973), *Une ville ouvrière dans la crise culturelle*, Paris, EPHE, 455p.

M. Mantouvalou (1980), *Production de logements et rapports de pouvoir en Grèce*, Paris, EHESS, 417p.

R. Perrinjaquet (1982), *La projection architecturale relative à l'espace*, Paris, EHESS, 289p.

G. Solinis (1984), *Socio-logique de la domination urbaine. Analyse d'un cas situé dans la planification mexicaine. Étude de cas autour de la rénovation urbaine à Guadalajara. La politique urbaine au Mexique*, Paris, EHESS, 621p.

M. Stoyannidou (1982), *La transformation d'un milieu paysan en milieu urbain. Le cas d'une commune de la périphérie de Thessalonique*, Paris, EHESS, 255p.

**Programme de la Rencontre
Liste des participants**

fph
ARCI

**LES QUARTIERS POPULAIRES
DANS LES GRANDES VILLES D'EUROPE :**

**LIEUX DE
DYNAMIQUE CULTURELLE
ET DE CHANGEMENT SOCIAL ?**

**UNE RENCONTRE DE SAINT-SABIN
A LAUSANNE**

les 10, 11 et 12 mars 1993

**IREC-DA/EPFL, 3^e étage
14, avenue de l'Église anglaise, CH-1006 Lausanne**

PROGRAMME

Mercredi 10 mars **Hôtel Aulac, Ouchy**

Dès 18.30 h réception des participants et apéritif de bienvenue.

Judi 11 mars **IREC-DA**

09.00 h à 10.00 h Tour de table

10.00 h. à 10.15 h pause café

10.15 h. à 12.15 h Trois "récits-témoignages", suivis de questions-réponses (**Y. Mignot-Lefèbvre, R. Pagani/ N. Valiquier et K. Coit**)

12.30 h. à 14.30 h repas

14.30 h. à 16.00 h Trois "récits-témoignages", suivis de questions-réponses (**L. Wolf, A. El Omeri et Nicole Lilti**)

16.00 h à 16.15 h pause café

16.15 h. à 18.00 h Deux "récits-témoignages", suivis de questions-réponses (**C. Ottolini et Helena Maria Cidade Moura**)

Vendredi 12 mars **IREC-DA**

09.00 h à 10.30 h Deux "récits-témoignages", suivis de questions-réponses (**K. Nielsen, M. Viche**)

10.00 h. à 10.30 h pause café

10.30 h. à 12.30 h Échange et "lecture transversale" de l'ensemble des récits.
Recherche des points communs et des spécificités.

12.30 h. à 14.30 h repas

14.30 h. à 16.00 h Suite de l'échange

16.00 h à 16.30 h pause café

16.30 h. à 17.30 h synthèse, points forts de la lecture transversale, pistes, et suites à donner.

LISTE DES PARTICIPANTS

Cidade Moura Helena Maria

Coit Katharine

El Omeri Ariane

Liti Nicole

Mignot-Lefèbvre Yvonne

Nielsen Kaj

Ottolini Cesare

Pagani Rémi

Valiquer Nicole

Viche Mario

Wolf Leila

Poulet-Mathis Jacques

Cosandey Maurice

Tarradellas Joseph

Tarradellas Isabelle

Berger Forestier Colette

Chombart de Lauwe Paul-Henri

Solinis German

Bassand Michel

Pedrazzini Yves

Rossel Pierre

Renaud Christiane

CHANGEMENT SOCIAL ET DYNAMIQUE CULTURELLE

UNE THÉORIE, DES HYPOTHÈSES,
ET LA FAÇON DE S'EN SERVIR EN MILIEU URBAIN

² La rencontre de mars a réuni des acteurs venant tous de pays de la première des deux catégories.

1. DYNAMIQUE CULTURELLE ET TRANSFORMATIONS SOCIALES

selon P.- H. Chombart de Lauwe et l'ARCI

La rencontre de Lausanne était très explicitement placée sous le parrainage scientifique de Paul-Henry Chombart de Lauwe à qui nous devons les études pionnières de sociologie urbaine en France, et également (mais entre autres) la théorie de la "dynamique culturelle", à laquelle nous nous référons largement dans le présent document, tout comme aux hypothèses qui ont permis sa construction et autorisent sa *déstructuration* et *reconstruction* permanentes.

Les hypothèses, telles que nous les présentons ici, sont à considérer comme des hypothèses "philosophiques", d'orientation – des "avant-thèse" – dont on n'aura le souci particulier ici ni de vérifier ni d'infirmer complètement. Il s'agira plutôt pour nous d'authentifier les ouvertures qu'elles proposent, leur fonction étant de nous permettre d'améliorer l'analyse d'une réalité et de critiquer les instruments proposés pour sa transformation (ou les mécanismes de sa stratification).

Dans la présentation des hypothèses au Colloque de Dakar¹, Paul-Henry Chombart de Lauwe, précurseur des études sur le changement et les transformations sociales, rappelait que le but des chercheurs de l'ARCI n'était pas d'"aboutir à des conclusions définitives, mais, à chaque étape nouvelle, à des hypothèses révisées, à des propositions pour l'action et pour de nouvelles phases de recherche". La rencontre de Lausanne aura très certainement été l'une de ses étapes. Et puisqu'une hypothèse "n'est ni une simple question, ni une affirmation, ni un postulat", mais qu'"élaborée à partir de recherches antérieures, de positions théoriques et de données déjà recueillies sur les sociétés, les régions, les terrains d'observation, elle est une anticipation de transformations possibles qui demandent à être contrôlées par des recherches nouvelles", les récits-témoignages et les débats les ayant suivies nous auront permis à la fois de préciser certaines des hypothèses élaborées entre 1983 et 1993 par Paul-Henry Chombart de Lauwe, de les critiquer parfois, et aujourd'hui de présenter quelques nouvelles hypothèses, contribution collective des participants à la rencontre, mise en forme par les organisateurs. "Les avatars de l'hypothèse sont, selon Chombart de Lauwe, un élément essentiel de la méthode", et c'est ce principe qui a déterminé pour une part importante notre méthodologie.

Mais avant toute chose, il est indispensable de faire au lecteur un résumé des épisodes précédents, de raconter l'essentiel de l'histoire de la dynamique culturelle, en suivant notre fil rouge, l'ensemble des travaux de Paul-Henry Chombart de Lauwe.

Les hypothèses qui sont présentées ci-dessous constituent un instrument d'orientation destinée "*à faciliter les échanges dans l'ensemble d'un réseau*", en l'occurrence un réseau international et pluridisciplinaire de chercheurs en sciences sociales. Elles sont proposées dans une version qui ne saurait être bien sûr que provisoire.

Les hypothèses sur la dynamique culturelle et les transformations sociales

Hypothèse n° 1 : La crise économique est également une crise culturelle dans la mesure où les choix de développement qui sont à l'origine des erreurs d'orientations, sont fondés sur des systèmes de représentations et de valeurs, sur des conceptions du monde, sur des idéologies, qui refusent en général, mais de manière diverses, de reconnaître dans les faits **les droits de l'homme et des peuples**, même s'ils défendent en paroles. L'analyse des transformations techniques, économiques et sociales montre que les **processus de décision** qui interviennent dépendent aussi des éléments culturels et idéologiques.

Hypothèse n° 2 : La civilisation industrielle tend à uniformiser les modes de production, les formes de consommation, les rapports sociaux qui leur correspondent. Elle favorise l'accumulation des capitaux, des connaissances, des moyens technologiques. Cette uniformisation autour des pays les plus industrialisés tend à **paralyser l'expression des cultures dans leur diversité**. Une réaction se produit actuellement dans le sens d'une valorisation de l'identité individuelle et collective, de la dignité, des droits de l'homme en général. Ces deux mouvements opposés peuvent être étudiés dans la vie locale en relation avec la vie du travail.

Hypothèse n° 3 : **Les transferts des technologies et des modèles culturels** qui les accompagnent se font actuellement dans le sens de la domination, d'un pays industrialisé vers un autre moins industrialisé, ou d'une région urbaine vers une région rurale, ou des centres d'accumulation des connaissances vers la périphérie. Il est impossible de modifier ce **processus de domination** si des mesures ne sont pas prises pour favoriser l'expression des groupes récepteurs et pour modifier l'attitude des groupes

³ Voir : Comité d'Orientation de l'ARCI (1991), *Dynamique culturelle et changement social*, Montrouge, ARCI.

émetteurs. **La reconnaissance des connaissances et des capacités des groupes récepteurs** peut seule permettre de remplacer la domination par l'échange et le partage.

Il y a lieu de distinguer, dans les recherches, les pays dans lesquels les échanges sont possibles à la fois au niveau de l'État et au niveau des organisations démocratiques de base, et les pays dans lesquels le régime politique oblige à se limiter au deuxième niveau².

Hypothèse n° 4 : Les **processus d'oppression** liés aux conditions matérielles de travail et de vie quotidienne et au poids des idéologies dominantes, entraînent des attitudes de soumission (prolétariat de soumission), d'acceptation, de retrait ou au contraire des mouvements de défense et de subversion. Dans une mesure actuellement très limitée, les groupes sans pouvoir trouvent des **formes de résistance et d'expression** (associations diverses, défense des intérêts locaux, mais aussi expression musicale, chants, danses, théâtre, arts plastiques) qui peuvent ouvrir les voies d'une action sociale, politique, culturelle.

Hypothèse n° 5 : Aucune progression réelle durable ne sera possible dans un peuple, une nation ou un groupe humain s'il **adopte passivement les techniques et les modèles qui lui sont imposés** ou si, au contraire, par réaction, il **se replie sur ses pratiques traditionnelles** ou même s'il cherche à mélanger les unes et les autres dans un syncrétisme instable. Le **véritable développement** commence lorsqu'au-delà de ce syncrétisme, il est possible de déceler **l'émergence d'une culture novatrice** spécifique à une société. Ces éléments de culture novatrice sont le point de départ d'une création et d'une constitution originales dans tous les domaines. Ceci est valable à tous les échelons de la vie sociale pour les pays les plus industrialisés ou les moins industrialisés, pour toute population ou tout groupe subissant des pressions de l'extérieur.

Hypothèse n° 6 : Aux processus de dégradation de l'environnement et de désorganisation sociale, peuvent s'opposer des processus d'émergence d'aspirations, de revendications, de formes nouvelles de vie sociale, prélude encore difficile à déceler, de mouvements plus profonds de transformation. Les aspirations peuvent être elles-mêmes manipulées, mais si elles se concrétisent dans des **revendications**, elles peuvent être **assemblées en projets** et faire pression sur les décisions. Des forces latentes existent. Il

⁴ P.-H. Chombart de Lauwe (1991), *Genèse d'une proposition théorique au cours d'un itinéraire de recherche*, in : Bulletin de l'ARCI n°15, Montrouge, mars 1991, p. 5.

⁵ P.-H. Chombart de Lauwe (1969), *Pour une sociologie des aspirations*, Paris, Denoël.

importe de chercher à comprendre comment elles peuvent se manifester. Le rôle des sciences humaines dans cette recherche est primordial.

Hypothèse n° 7: A la périphérie des grandes agglomérations, les migrations et l'accumulation de populations d'origines diverse favorisent les rencontres de cultures. Les processus de **déstructuration et de restructuration** y sont d'autant plus importants à étudier. Dans les zones rurales, les mêmes processus de transformation sont à analyser avec l'intervention d'autres éléments: notamment l'influence du retour des migrants revenant à la ville ou des pays industrialisés, la création de coopératives, etc.

Hypothèse n° 8 (anciennement 6): L'étude des effets de la domination et des possibilités d'expression conduit à poser la question des rapports de pouvoir liés aux structures sociales et aux systèmes de représentations et de valeurs, et celle de la **modification des modes de décision**.

Le **pouvoir** est défini comme la **possibilité, pour un individu ou pour un groupe, d'obtenir d'un autre individu ou d'un autre groupe d'agir suivant les intérêts et les buts qu'il s'est fixés**. Les **rapports de pouvoir** dépendent de l'équilibre des forces des divers groupes, de la progression ou de la régression de leur influence, de la constitution de nouveaux groupes. De nouveaux systèmes de relations s'opposent aux systèmes traditionnels, de nouveaux leaders s'opposent aux anciens. Le clientélisme, le "parrainage" peuvent être remplacés par de nouveaux types d'influences qui peuvent faciliter des prises de pouvoir. L'**émergence de leaders** venant de groupes dominés peut jouer un rôle clé dans ces conflits et ces changements, mais **ces leaders peuvent être également manipulés** par les groupes qui détiennent le pouvoir.

La pression exercée par les groupes jusqu'ici dominés, en particulier au moyen de nouveaux leaders, peut aboutir à **une prise de pouvoir et à un changement des modes de décision**. La décision est considérée comme **un choix entre plusieurs possibilités en fonction de la hiérarchie des valeurs** à laquelle se réfère celui qui décide, individu ou conseil exécutif, et des pressions qu'il subit. Le choix est soumis aux influences des divers groupes suivant le pouvoir dont ils disposent. Le rôle de la **dynamique culturelle** est alors de **faciliter les expressions des groupes**, leur transmission au centre de décision, et **leur prise en considération dans la décision**. Elle tend à modifier les formes périmées et à les remplacer par des **modes de décision mieux adaptés** à une forme de gouvernement démocratique.

⁶ P.-H. Chombart de lauwé (1975), *La culture et le pouvoir*, Paris, Stock, (réédition augmentée, L'Harmattan, 1983), pp. 90-91.

Hypothèse n° 9: La **transmission des aspirations, des revendications des projets**, de la volonté des individus et des groupes vers le centre de décision s'effectue par une série d'échelons de décision, qui sont en relation avec la vie sociale dans l'espace construit.

Un besoin de **vie sociale au niveau local** se manifeste tant dans les relations de voisinage que dans une micro-organisation politique. Ces processus sont à étudier à divers échelons de la vie sociale qui sont à définir. Le quartier peut être un des échelons mais la notion est vague. **Plusieurs échelons sont proposés** depuis la plus petite unité de voisinage de quelques familles jusqu'à la région urbaine et la société entière en passant par des micro-quartiers, des quartiers, des groupes de quartiers, des villes, des agglomérations. Un parallèle est à établir avec les échelons de la vie sociale dans les régions rurales.

L'étude de la relation entre les divers échelons permet de mieux comprendre l'articulation micro-macro et local-global.

Hypothèse n° 10: Par ailleurs, du point de vue méthodologique, le choix d'unités de vie sociale à divers échelons dans l'espace peut permettre de déterminer des terrains d'observation et d'analyse des processus de transformation, dans des conditions favorables aux **comparaisons entre pays et entre zones urbaines et rurales**. Cette hypothèse se rapporte à des questions de méthodologie qui seront traitées ultérieurement.

Ces hypothèses ont été proposées dans leur version la plus aboutie en octobre 1988, lors du congrès de l'ARCI de Chantilly, puis réévaluées à la lumière des discussions théoriques ayant eu lieu à Celle-sur-Belles trois ans plus tard⁷. Les hypothèses 1 et 2 portent en fait plutôt sur des réalités "mondiales" et des processus de domination internationaux. Lors de la Rencontre de Saint-Sabin de mars dernier à Lausanne, nous avons essayé de penser ces réalités et processus "à l'intérieur" des pays et des villes. C'est pourquoi, ce sont plutôt les hypothèses 3 (sur la possible rencontre entre "ceux d'en haut" et "ceux d'en bas") à 10 qui nous ont servi de base théorique. Et notamment, puisque notre rencontre se proposait d'étudier le changement à partir d'une observation du terrain "quartier", prolongée et partagée avec les acteurs, l'hypothèse n° 9 se trouve être un instrument théorique parfaitement adéquat à notre réflexion.

⁷ P.-H. Chomart de Lauwe (1975), *La culture et le pouvoir*, op. cit., pp. 139.

⁸ P.-H. Chomart de Lauwe, *Genèse d'une proposition théorique...*, op. cit., p. 5.

⁹ Voir plus bas le chapitre 2., p. 112

Ainsi, on le voit, la question du rôle de la culture dans les transformations sociales, voire du changement social, est posée de diverses manières.

La dynamique culturelle est une notion élaborée à partir de nombreuses expériences concrètes et travaux de terrain, menés tout d'abord presque exclusivement par Paul-Henry Chombart de Lauwe entre 1936 (seconde mission Griaule dans le nord du Cameroun) et 1959, puis en compagnie de stagiaires puis de chercheurs français et étrangers dès 1960, dans le cadre de l'École des Hautes Études, puis du réseau né à partir de la direction d'études "Transformation de la vie sociale et processus d'interaction individu-groupes-société", nommé RCI (Recherche Coopérative Internationale) dans un premier temps puis ARCI, dès sa formation comme association en 1986.

Pour donner une définition exacte de la dynamique culturelle, il faudrait pouvoir saisir cette notion dans son caractère changeant, afin de bien comprendre que les apports théoriques de plusieurs chercheurs de l'ARCI dès 1975 – à la suite de l'ouvrage-clé de Chombart de Lauwe "La culture et le pouvoir" - ne sont pas contradictoires mais participent eux-mêmes au mouvement de la dynamique culturelle. Les hypothèses proposées plus haut vont elles aussi dans le même sens.

Mais, avant toute chose, il nous faut revenir sur "*la définition et le rôle de la culture dans les transformations (...). La culture intervient comme un principe d'organisation dans la société, ou une force de sélection qui harmonise le développement... C'est le jeu réciproque entre les manifestations matérielles et les aspects non matériel qui est essentiel*"⁴. Ce jeu réciproque peut être ou non conflictuel et tendu. Il est de toute façon un élément dynamique. La question du rôle dynamique de la culture dans la vie sociale est ainsi clairement abordée, comme le sera de manière corollaire celle du passage des aspirations aux revendications, voire au projet de changement ou au changement lui-même. Ainsi, dans un double mouvement dynamique et novateur qui à la fois fait "émerger de la culture", et fait de la culture un processus d'émergence, les hommes, même en situation de domination, parviennent à donner dans le monde concret un sens, moral ou pratique, à leurs aspirations et à leur désir de changer les données parfois malheureuses de ce monde concret. La compréhension de ce

¹⁰ Collectif (1980), *Domination ou partage - développement endogène et transfert des connaissances*, Paris, UNESCO.

¹¹ Ces quatre points sont repris de P.-H. Chombart de Lauwe (1991), *Genèse d'une proposition théorique au cours d'un itinéraire de recherche*, op. cit.

¹² Pour ce faire, nous nous référons à l'article de Germán Solinis "*L'ARCI 88-90: éléments fondamentaux*", in: le Bulletin de l'ARCI n° 15, Montrouge, mars 1991, pp. 9-12.

¹³ Le rôle de moteur de l'Histoire lui vient de la tension analysée entre l'institutionnel et le vécu, exposé plus haut (la note est de G. Solinis).

mouvement de dynamique culturelle a donné lieu à une véritable "*sociologie des aspirations*"⁵.

Cependant, les recherches de terrain menées en France, mais aussi en Afrique, en Amérique latine et en Asie par des chercheurs associés de la RCI, permirent d'éviter à la dynamique culturelle le caractère "naïf" d'une théorie du changement social mécanique. L'étude des rapports entre l'institutionnel – l'État et les pouvoirs régionaux notamment – et la culture quotidienne montre que le caractère novateur et dynamique de la culture n'aboutit pas forcément à des transformations et que souvent les aspirations à de telles transformations sont bloquées par un discours ou un agir étatique peu mobile. Ceci prouve que le pouvoir n'est pas "inculte". Le pouvoir, les pouvoirs, sont des producteurs de culture et d'idéologie, la culture et l'idéologie dominante ou "culture des dominants". Et bien loin d'être un éternel persécuteur des expériences culturelles novatrices, la "culture du pouvoir" permet précisément aux idéologies dominante et novatrice de s'affronter sur un même terrain, avec il est vrai des moyens d'expression (et d'impression, faudrait-il ajouter) disproportionnés. Ainsi, la domination des modèles culturels du pouvoir est en principe assurée. Reste que les individus – surtout en Europe où la marge de manœuvre est autorisée par le régime démocratique, fût-il inégalitaire et excluant comme le peut être aujourd'hui le système français – ne cessent jamais d'être des producteurs de sens nouveau, et que la réponse aux attentes nouvelles ne peuvent à long terme être une répression des aspirations. Le pouvoir ne peut se permettre de tenir la majorité de la population à l'écart de la fabrication des modèles qu'au prix exorbitant d'un contrôle de type totalitaire. Il y a donc presque toujours une plage, si étroite soit-elle, pour engager un processus créatif, et amorcer une dynamique culturelle. La réflexion débouche ainsi sur la genèse culturelle et la création. La culture "*engendrée dans les transformations matérielles, a, en retour, une action sur elles. Elle est vécue dans les pratiques de travail, dans les rapports sociaux, dans l'utilisation du temps libre, dans la vie résidentielle, dans l'élaboration des systèmes de représentations et de valeurs, dans les aspirations et les projets, dans l'action. Partout elle est le médiateur par lequel les hommes cherchent à surmonter leur condition et à créer un monde nouveau. Elle est présente dans toutes les formes de vie sociale, comme le produit et le moteur des transformations*"⁶. La culture ne saurait donc être, dans un tel contexte social, un simple divertissement. Il faut qu'elle soit un instrument de transformation du monde, qu'en n'aucun cas elle ne soit le reflet de la satisfaction de quelques privilégiés mais bien le miroir où apercevoir l'entier des insatisfactions primordiales de la majorité

¹⁴ German Solinis, "*L'ARCI 88-90*", op. cit., p. 9.

¹⁵ German Solinis, op. cit., p. 10.

dominée, et donc une pratique active plus qu'une occupation de loisir, appelée à s'exprimer dans le champ total du social, dans le politique et l'économique. "*La culture-crédation, la culture-action ne sont pas localisées dans un domaine particulier de la vie sociale. C'est par elles que le sujet peut devenir acteur, c'est-à-dire dominer les contraintes et les conditionnements et utiliser au maximum les moyens dont il peut disposer dans son environnement*"⁷. A la fois contexte et prétexte de la transformation, l'environnement, spatial et social, est devenu l'un des enjeux essentiels de notre époque urbanisée, comme les récits présentés en première partie nous l'ont montré.

Ainsi, la culture vécue et l'institutionnel (qui n'est pas que l'État mais aussi les pouvoirs régionaux et locaux) n'évoluent en principe pas dans des mondes séparés mais cohabitent, de manière plus ou moins tranquille, à l'intérieur d'une seule société, plurielle où les cultures dominantes et dominées luttent ou négocient leur part expressive. Ce ne sont pas des relations fixées et stables mais des processus dynamiques où, parfois ennemis, parfois partenaires, les représentants des cultures du pouvoir et des cultures novatrices définissent le champ et les modes de transformations de la société. Bien sûr, cette participation commune à un changement social se fait au nom de motivations le plus souvent opposées. Il n'en demeure pas moins que "*cette tension entre l'institutionnel et le vécu correspond précisément à la dynamique culturelle, produit et moteur de la transformation*"⁸.

Comment maintenant appliquer cette théorie de la transformation sociale au cas plus spécifique de la ville, et de l'espace construit⁹ ? Si les groupes sociaux dominés et dominants s'affrontent ou négocient, que se soit réellement ou symboliquement, l'environnement est bien évidemment tout autant l'enjeu que le décor de telles relations de pouvoir. Dans les villes, c'est très souvent au niveau plus micro-social du quartier que l'on

¹⁶ Sur cette question clé des aspirations et de leur rôle déterminant dans les processus de transformations sociales que nous ne pouvons traiter ici de manière plus approfondie, nous renvoyons aux travaux de P.-H. Chombart de Lauwe (1969), op. cit. Soulignons simplement que "*les aspirations se modifient selon trois processus principaux qui sont de plus en plus liés entre eux : l'urbanisation, l'industrialisation et l'informatisation*" (p. 20), et que si elles participent à la transformation de la société, elles n'en sont pas moins elles aussi "changées" par la société. Voir aussi : P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1976) : "*L'aspiration est définie comme un processus psychologique par lequel un sujet (individu ou groupe) est attiré ou poussé vers un objet proche ou lointain, à travers des images, des représentations, des symboles, et qui contribue à définir et à orienter ses projets*" (p. 7). Mais il ne s'agit pas d'étudier les aspirations en elles-mêmes, "*mais comme introduction à un enchaînement de processus particuliers s'intégrant dans un processus plus général d'élaboration culturelle et de dynamique culturelle*" (p. 210). Est ainsi clairement posée la question du rôle des aspirations sociales dans le processus de dynamique culturelle et de transformation de la société, mais aussi celui de l'ambiguïté inérente à la naissance de ces aspirations (qui, en effet, "attire" ou "pousse" le sujet vers l'objet de son désir ?...).

peut observer ces situations, qui, en Europe comme ailleurs, débouchent parfois sur des luttes urbaines violentes ou mènent à des stratégies d'exclusion et de marginalisation des dominés. Les processus d'appropriation de l'espace sont un cas particulier mais extrêmement fréquent d'affirmation des aspirations et d'actions de transformation. Évidemment, l'espace urbain étant un lieu idéal d'expression des contradictions sociales, culturelles, technologiques et économiques d'une société, les phénomènes d'appropriation spatiale sont l'expression de processus de domination, l'expression des dominés devant alors prendre la forme des nombreuses manières de ruser avec le pouvoir, souvent illégales, du tag à la guérilla urbaine. L'émergence de nouvelles formes d'expression et de vie sociale, cultures novatrices, ne se fait donc pas toujours sans violence, et le "transfert" de sciences et de connaissances n'est pas toujours accepté sans sourciller par ceux à qui il est destiné¹⁰...

Pour une définition non figée de la dynamique culturelle

Proposées une première fois à Dakar en 1983, précisées ensuite en 1988 et 1991, les hypothèses présentées plus haut ont permis une définition (qui "ne saurait rester figée") de la dynamique culturelle, sous la forme de quatre propositions théoriques¹¹, et en partant d'une définition de la culture :

1. La culture se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale. Elle y est vécue dans les pratiques et les représentations, au travail ou dans la vie résidentielle et de loisirs, comme dans l'art, la littérature, la philosophie ou la vie politique.

2. La culture est à la fois produit de la société et création, patrimoine reçu et moteur des transformations.

3. Dans ces transformations, elle correspond à un mouvement créateur qui part de l'intérieur des groupes et elle joue à ce point de vue un rôle essentiel dans le développement.

4. La tension entre les modèles reçus de l'extérieur et "d'en haut" – en particulier à travers les transferts de technologies et de connaissances – et les modèles traditionnels peut aboutir, soit à un retrait sur le traditionnel, soit à l'adoption des modèles importés, soit à l'émergence d'éléments de cultures novatrices. C'est dans ce sens qu'il est possible de parler de dynamique culturelle.

A partir de cet éclaircissement sur la notion de culture telle que la conçoivent les chercheurs du réseau ARCI, il nous faut maintenant proposer une définition de la dynamique culturelle¹².

¹⁷ G. Solinis, op. cit., p. 10.

"La dynamique culturelle propose une analyse particulière des rapports entre les transformations économiques, techniques et sociales, et les mouvements partant de la base. (...). C'est l'émergence des forces actives de cette dynamique ascendante que nous voulons valoriser.

Dans la prise de conscience, la dynamique culturelle s'articule notamment sur trois processus de transformation à l'intérieur desquels s'opposent des forces contradictoires dans une tension fondamentale¹³ :

*La **reproduction** des structures sociales qui favorisent les groupes dominants, opposée à la **création** de la part des exclus.*

*La **domination** qui amène les individus à accepter plus ou moins consciemment la soumission, opposée aux aspirations et à l'**expression** des groupes qui n'ont pas la parole, et à la formulation des projets.*

*La **désintégration** des structures sociales, des systèmes de représentations de crise, opposée à l'**émergence** de formes nouvelles de vie sociale"¹⁴.*

En suivant German Solinis dans son interprétation de la dynamique culturelle, nous découvrons ainsi que celle-ci est autant une approche du social qu'une représentation de l'histoire, et qu'elle peut dès lors être considérée comme un "paradigme sociologique", et donc avant tout un outil permettant l'analyse et l'interprétation d'une réalité soit en mutation, soit bloquée dans son œuvre de transformation.

"Son dynamisme naît des tensions entre le sujet en exercice du pouvoir (action-résistance-création), le sujet enfermé par le pouvoir institutionnel (assujetti par les tendances sociétales à l'homologation et la récupération), et l'horizon de changement.

Elle prend ainsi un parti conscient pour :

- a) Établir des rapports dialectiques, non univoques, entre les processus analysés.*
- b) inclure les rapports de pouvoir comme élément de base de la dynamique.*
- c) Considérer le rôle actif des individus et groupes, en tant que sujets-acteurs des transformations¹⁵.*

¹⁸ G. Solinis, op. cit., p. 11.

¹⁹ Lire à ce sujet : J.C. Ruffin (1991), pp. 149-152.

Un risque cependant: celui de croire aux aspirations forcément créatives des exclus. L'exclusion est un processus social hélas ! beaucoup plus puissant que l'expression des aspirations, et il est des exclus sans aspiration, sans désir, sans projet, sans mémoire même, puisque la domination ne leur a parfois rien laissé de tout cela qui était leur dû, fût-il un pauvre dû, dû à des pauvres gens (cf. par exemple, certains RMIstes, toxicomanes, prostituées, immigrés, réfugiés, clandestins, enfants de la rue, sans-abri, etc.)... Quand on apprend à se taire ou à croire que l'on n'a rien à dire depuis la naissance, il faut être très fort ou très dur pour parler quand même, sans faire son choix pour les armes, et que les nouvelles formes de vie sociale émergentes ne soient celles, multiples, d'une vie violente ou autodestructrice¹⁶.

Dans le même ordre d'idées, la résistance à une action et domination du "pouvoir" (c'est-à-dire les autorités, en principe le gouvernement ou l'État) – sans parler d'acte de subversion – ne débouche pas forcément et même plutôt rarement sur un acte de création, à savoir sur une culture novatrice, telle qu'elle est définie dans le cadre théorique présenté ci-dessus. Le fait pourtant qu'il n'y ait pas certitude quant à la phase créative de ce processus ne veut pas dire qu'en cas d'échec, il y ait à coup sûr récupération ou manipulation des aspirations ou des mouvements de revendication "de base", par "ceux d'en-haut". Il se peut très bien que le non-aboutissement d'une action "populaire" ait de multiples autres raisons d'échouer, totalement ou partiellement.

Il peut aussi se passer cette chose énorme qu'est la déstructuration d'un état du social – l'innovation comme désordre, l'innovation comme désastre?... – sans restructuration, à savoir le passage d'un ordre fondé sur le principe dominant/dominé à un autre ordre (est-ce alors un désordre?) dont le principe fondamental serait alors celui d'une hiérarchie croisée et paradoxale: domine à tour de rôle ou sur certains points et non sur d'autres l'une ou l'autre des "factions" engagées dans une lutte plus ou moins violente pour l'hégémonie.

Afin donc d'éviter de trop fantasmer sur le pouvoir des exclus, pouvoir créateur ou politique, l'ARCI cherche à promouvoir une méthodologie

²⁰ Voir: J. Habermas (1973), *La technique et la science comme "idéologie"*, Paris, Gallimard.

²¹ Nous prenons ici l'État comme figure du pouvoir et comme groupe dominant, aussi bien État national que pouvoirs publics et administration, régionaux ou communaux, autrement toutes structures pouvant être appelées à représenter "l'institutionnel.", impliqué aussi bien dans les domaines politiques que culturels, la question des équipements, des choix techniques, de l'aménagement du territoire, etc. - et dans le cas des quartiers, dans tout type de modification de l'environnement construit.

essentiellement fondée sur le rapport entre recherche et action. Mais les prises de position que suppose la démarche sociologique sont aussi :

- des approches complémentaires (micro-macrosociologie, qualitatif-quantitatif, réflexion théorique-recherche empirique, et internationale),
- une démarche pluri et interdisciplinaire.

Intervient également :

- le fait de tenir compte de la pesanteur des systèmes économique et social,
- de prendre la culture dans le sens de culture création et de culture-action et de choisir des terrains d'analyse en fonction des hypothèses – mais des hypothèses qui se modifient avec l'avancement de la recherche – et des comparaisons possibles, c'est-à-dire observer dans des conditions contrôlées et procéder à des interventions expérimentales.

La liaison entre la recherche et l'action

La théorie de la dynamique culturelle se veut une théorie de l'action : *"La dynamique culturelle repose sur une forme de rationalité dirigée vers un objectif précis, la transformation de la société"*. La réussite de cet objectif *"suppose le rapport direct entre les habitants et le système de conditionnement historique, culturel et spatial impliqué par leur contexte social"*¹⁷.

Ce que révèle aussi l'analyse d'une réalité en terme de dynamique culturelle, c'est que la crise économique est également une crise culturelle, puisqu'il y a eu choix et application de décisions, d'actions et de stratégies déterminées par une idéologie dominante. C'est inversement à une réfutation d'un certain nombre d'autres choix culturels possibles à laquelle on assiste, quand il y a tentative d'uniformiser les cultures locales, et de réduire les expressions particulières au profit d'une seule, dominante. Dans ce cas, il est souvent difficile pour les groupes dominés de développer des alternatives viables, et cela doit être le rôle du chercheur que de proposer un mode d'action permettant l'expression et l'émergence de cultures novatrices. Il ne faut cependant pas se faire trop d'illusions sur le poids réel que peut avoir un scientifique dans une telle histoire de pouvoir et de domination culturels. Il ne peut le plus souvent, au mieux, que signaler des pistes aux acteurs et aider les décideurs à changer leur point de vue sur des phénomènes nouveaux.

Ainsi, l'un des buts explicites et primordiaux des chercheurs de l'ARCI est de favoriser l'expression de groupes minoritaires et de préparer leur insertion dans le processus de décision.

La dynamique culturelle s'intéresse donc "à deux composantes fondamentales : la création et la puissance du mouvement interne (ascendant). Ainsi, cette approche traite, d'une part, des expériences qui permettent aux individus et aux groupes de prendre conscience de leur potentiel créateur, et de l'autre, elle porte sur les rapports de force liés dialectiquement à l'expression et à la création sociale.

La prise de position se réfère à plusieurs principes qui comportent une dimension éthique ouverts à discussion, dont notamment :

- opposition à la domination sociétale,*
- possibilité d'une prise de conscience d'une situation, par un individu ou un groupe,*
- possibilité de formulation de projets et de programme alternatifs qui visent la transformation sociale¹⁸."*

On le voit cette prise de position est passablement optimiste. Dans les faits, les gestes et à la lecture des journaux, on le sait bien, la réalité ne donne pas toujours raison à l'imagination. Les indiens métropolitains, les Manouches et les ferrailleurs ont cédé la place aux sans-abri, un peu partout en Europe, et les indiens zapatistes du Chiapas sont victimes du déplacement des limes capitalistes du nord au sud du Mexique¹⁹. Opposition, prise de conscience, projets et programme ne jalonnent que rarement le parcours du combattant en lutte contre l'économie et la culture dominantes. La crise des services et des valeurs laisse la majorité des dominés les bras ballants et "sonnés" comme des boxeurs. Il est alors rare que ces hommes et femmes si durement frappés et accablés par les processus d'exclusion se relèvent pour frapper à leur tour. Cela arrive cependant, et il faut alors être prêt à accompagner du mieux que l'on peut les coups qui alors porteront.

²² Voir à ce sujet : M. Castells (1972), *Luttes urbaines*, Paris, Maspero ; M. Castells, E. Cherki, F. Godard et D. Mehl (1978), *Crise du logement et mouvements sociaux urbains*, Paris, Mouton ; A. Touraine (1984), *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard ; A. Touraine, M. Wieworka et F. Dubet (1984), *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.

²³ Maladresse de ceux d'en haut, telle celle, fictive, du héros malchanceux de *After Hours*, de Martin Scorsese et de celle du livre de Tom Wolfe, *Le bâcher des Vanités*, ou alors celle, réelle et décidée, des émeutiers de South Central (Los Angeles), en avril 1992.

²⁴ L'exemple le plus stupéfiant d'un tel mode de faire reste encore celui du dictateur/ministre Augusto Pinochet.

Dans les deux chapitres suivants, nous essayerons de voir comment la théorie de la dynamique culturelle s'applique aux situations particulières que l'on rencontre dans le milieu urbain, puis de quelles manières il est possible de doter les groupes dominés des outils nécessaires pour transformer la réalité et les rapports de pouvoir, en vue d'en inventer de nouvelles formes plus démocratiques, de préparer des modes de relations sociales plus égalitaires, et enfin de s'interroger sur la meilleure façon d'associer les *dominants* (gouvernants, élites, industriels, promoteurs, etc.) à cette "libération" des *dominés*...

²⁵ Cette terminologie a peut-être un peu vieilli, et certains chercheurs préfèrent parler d'organisation ou de structures et de changements.

2. LE QUARTIER ET LA VILLE : CHANGEMENTS ET INÉGALITÉS EN MILIEU URBAIN

La société contemporaine en Europe, aujourd'hui largement urbaine, est définie à la fois par son rapport à la modernité et à la technique, et par son rapport à leurs mauvais génies respectifs le modernisme et la technocratie, c'est-à-dire le progrès et la science, non comme histoire et connaissance, mais comme idéologie²⁰. Le sens donné aux faits, gestes et pensées d'une population, d'une "nation" parfois même, dépend aujourd'hui en grande partie de leur adéquation au projet *technique* de la "modernité". Cette adéquation, si elle est largement réalisée à l'intérieur de la société civile, n'en est pourtant jamais totale. Et derrière l'apparente cohésion sociale, on devine toujours plus de conflits, d'insatisfactions, de vies malmenées, de travaux arrêtés, de logements évacués, de santés abîmées, nés des contradictions inhérentes à un projet global se révélant à l'usage très peu populaire.

La technique d'alternative instrumentale au service du citoyen est devenue instrument du pouvoir, parfois encore au service d'une société civile, mais de plus en plus souvent aux ordres d'un "État"²¹ et de son système de domination et de contrôle du citoyen.

Dans la ville, phénomène si technique et moderne à la fois, les conséquences de l'application politique d'un tel projet de domination globale de la *civilité*, sociabilité, émotivité des collectivités locales sont évidemment nombreuses et importantes. Elles sont aussi diverses, et s'expriment à tous les échelons de la vie sociale. Toutes cependant expriment des contradictions inhérentes à un certain mode de gestion et d'exploitation – capitaliste, libéral, néo-libéral, néo-capitaliste, socialiste, communiste, sandiniste... – et finissent par générer des conflits sociaux évoquant des réalités d'ampleur inégale. C'est que l'inégalité est dès lors au centre de ce système, comme elle peut l'être dans la technique, la modernité et l'urbain. Ou plutôt faut-il parler des inégalités. Celles tout d'abord d'accès aux bénéfiques de ce système, celles ensuite existant face au degré de soumission à son projet – pour autant qu'il y ait "projet" –, celles enfin concernant le processus de décision quant à l'idéologie et au savoir de la société.

Ces contradictions ne pourraient être qu'un stimulant de plus d'un système de production (donc de consommation) se voulant toujours plus performant. En fait, crise urbaine obligeant, elles ne deviennent plus que le

moteur de la ségrégation et de l'exclusion, le principe de la division sociale.

Mais cette situation n'est pas figée. C'est à une dynamique de l'exclusion que nous sommes confrontés, et non à un *état* des inégalités, qu'avec un peu de fatalisme on nommerait volontiers un "monde de diversité"... Cette diversité est cruelle. Certains habitent des beaux quartiers et mangent au restaurant, d'autres vivent dans la rue et se réchauffent des raviolis en conserve sur des braseros, à même la boîte en fer blanc. Certains travaillent, d'autres pas. Certains poursuivent leurs études, d'autres non jamais rattrapé leur première primaire...

Les choses sont ainsi. Mais c'est en changeant, en continu ou en rupture, que les choses sont *devenues* comme elles sont. Elles n'ont pas toujours été ainsi, de toute éternité. Il a fallu que le système se transforme, que l'état des forces sociales se modifie, pour en arriver là. Le discours du pouvoir sera bien sûr qu'il y a toujours eu des inégalités, qu'il y en aura toujours. Évidemment, si ce sont les mêmes qui décident, les décisions confirmeront les exclus dans leur rôle de vaincus de l'Histoire. Ainsi, même face à cette dynamique d'exclusion, certains dominent l'idée de changement et le changement lui-même, d'autres en font les frais. Au niveau macro-social, le mouvement emporte et noie ceux qui n'ont pas réussi à s'accrocher ou à flotter, et il permet à une élite, moderne, technocratique et urbaine (appelée un temps les "yuppies"), de dessiner les grands axes du devenir collectif. Ce changement-là, piloté d'"en haut" par les "décideurs", tient de moins en moins compte des exclus, qu'il marginalise, oublie, laisse vivre leurs temps difficiles en espérant qu'ils généreront le moins possible le "sens de l'Histoire"...

Ils sont pourtant toujours plus nombreux ces exclus, ceux de la modernité, ceux de la technologie, et de la ville : chômeurs, vieux, jeunes, femmes divorcées, immigrés, clandestins, réfugiés, hors-la-loi, familles nombreuses ou monoparentales. Mais – et cela est une nouveauté par rapport aux années 60 et 70 – ils ne forment pas pour autant de "nouveaux mouvements sociaux", tels les mouvements écologistes, féministes, dont les acteurs étaient rassemblés autour d'un projet, et généralement en révolte, pacifique ou violente contre "le système"²². Le désaccord avec le pouvoir peut être aussi grand que par le passé, mais le projet a changé, à l'image de ce que l'on reproche au système : il est aujourd'hui moins question de le changer (et encore moins de le changer pour un autre), que d'essayer d'y entrer. Mais contrairement à ce qu'avait réussi la génération

²⁶ Voir ci-dessous la bibliographie.

²⁷ Voir : D. Joye et al. (1992), *Le quartier : une unité politique et sociale ?*, Lausanne, IREC-EPFL, rapport de recherche n° 98.

de révoltés précédente, qui, en voulant tout changer, ont finalement réussi à incorporer le système et les sphères du pouvoir, les exclus qui ne demanderaient pour la plupart que de pouvoir participer à la vie sociale telle qu'elle est, en sont, eux, totalement exclus. Paradoxe ou simple logique contradictoire du capitalisme ? On ne le sait pas. Reste cependant que les exclus le sont toujours plus...

Que font-ils alors ? Beaucoup n'ont pas le choix, et s'estompent, disparaissent, rejoignant la foule des "invisibles", ceux que les gens affairés croisaient sans les voir et qu'aujourd'hui ils ne croisent même plus, puisque exclus et excluants se sont divisés tacitement la ville ; s'ils se frôlent désormais, c'est par "maladresse"²³...

Et sinon ? Si le changement social né de l'impulsion des dominants désireux que leurs intérêts matériels et immatériels leur survivent – l'expérience ayant prouvé qu'il n'est pas de meilleure manière de durer que celle consistant à changer, beaucoup en apparence, peu dans le fond²⁴ – si ce changement donc ne signifie pour la majorité qu'un aller de mal en pis, il faut préparer un autre changement, "en dessous" de ce macro-changement type bulldozer. Sans être décideurs, bon nombre de citoyens n'en sont pas moins acteurs, à un certain niveau de décision (ne serait-ce qu'au niveau familial). Ils peuvent donc parfaitement se donner les moyens d'être les acteurs et les décideurs d'un "changement à eux", un micro-changement qui transformera leur vie quotidienne, et finira peut-être par perturber l'impassible pouvoir, peut-être même à le transformer. Au bout du compte, après parfois de longues batailles ou grâce à de surprenantes complicités, grands et petits acteurs du changement finissent par s'associer. Mais s'ils s'associent ainsi et qu'à l'origine les aspirations, sans être forcément partagées, coïncident, les fins que poursuivent les uns et les autres sont rarement les mêmes, et il faut à long terme beaucoup d'ingéniosité et de bonne volonté de tous pour que la paix demeure dans la ville...

En 1993, c'est dans les villes que le destin collectif se joue. Les champs de bataille de notre modernité ne sont ni des plaines, ni des montagnes, et même plus des usines, mais des centres villes, des banlieues, des cités, des centres commerciaux. Aujourd'hui, le terrain favori des acteurs du changement reste l'urbain. Ce serait même une énigme si l'on n'y

²⁸ Il se peut aussi que ce soit la réponse donnée par cet État ou ces groupes dominés à une situation globale ou imposée de l'extérieur (les révolutions techniques, la "crise", l'industrie culturelle ou la guerre, par exemple) qui provoque un changement ou des transformations, une dynamique...

²⁹ M. Sauquet (1991), *Monde de diversité, droit à la communication et observatoires de la communication à la base - le point sur le sous-programme DIV2 de la FPH*, Paris, FPH, note interne.

voyait qu'un établissement humain d'un certain type, et qu'on n'en faisait pas l'analyse en termes de changement, de contradictions et de conflits.

La réalité urbaine est déterminée par les rapports sociaux divers et antagonistes qui y existent, les relations qui y naissent, se font et se défont, les personnalités qui s'y rencontrent, s'y affrontent ou y collaborent. La forme prise par ces relations sociales et la façon qu'elles ont d'évoluer avec le temps dépendent pour une bonne part de l'appartenance des acteurs à un genre, une classe sociale ou une classe d'âges particuliers qui donne à toute interaction sociale sa "culture", en lui attribuant l'essentiel de ses signes, symboles, valeurs, connaissances, dynamisant les fonctions multiples de la vie collective urbaine (économie, politique, arts, sciences...). Ces dimensions interdépendantes de la réalité organisent l'espace de la ville, mais définissent autant ce qui subsiste en permanence de sa structure que ce qui se modifie ou est abandonné au profit de nouvelles structures, organisations et rapports sociaux. En un double mouvement qui est celui de la société contemporaine même, les données sociales sont ainsi constamment reproduites et changées à la fois. L'urbain, plus mobile que toute autre expression des constantes et des incertitudes de l'homme, est ainsi un assemblage de choses permanentes et éphémères, de continuités et de ruptures, qu'il est important de repérer, autant dans les grandes lignes de la vie collective, élections libres, prise du palais d'hiver ou abolition de l'esclavage, que dans les détails, les routines et l'apparence anodine des choses de la vie. La banalité de l'existence, les douleurs muettes, le malheur des autres, masquent ou préparent parfois de singulières explosions sociales. C'est que la vie collective change autant dans ses parties que dans son ensemble, et, puisqu'elles ne poussent pas sur les branches des arbres, qu'il faut savoir se baisser pour ramasser des pépites.

Ainsi, l'urbain, somme aléatoire d'organisations et de changements – changements d'organisations et organisation du changement – est à la fois synchronie et diachronie²⁵. Il ne faut jamais les dissocier. Ce principe est vrai pour tout – pour la ville tout entière aussi bien que pour ses composants pris isolément, et notamment ses quartiers.

Mais l'urbain n'est pas un ensemble organique. Il ne "change" ou ne "s'immobilise", s'organise ou se désorganise que parce que des acteurs s'en chargent. Quand la ville fonctionne et change simultanément, elle le fait sous l'influence d'*acteurs sociaux*. La structure sociale n'est jamais mécanique; elle résulte des interventions et résistances d'acteurs, individus et groupes. Un acteur se définit par sa position dans la structuration

sociale, par son identité et ses projets qui eux-mêmes sont en gestation de manière permanente. La synchronie du socio-spatial urbain – ou son *fonctionnement* – et la diachronie – ou le *changement* – sont certes interdépendants, mais de manière lâche. S'ils forment véritablement un système, ce n'est pourtant que rarement de manière rigide qu'ils interagissent, et pratiquement jamais en totale adéquation. C'est pourquoi la "désorganisation" de la ville et de la métropole est un fait aussi fort que l'ordre urbain, et que la reconnaissance de cette désorganisation est l'une des clés d'interprétation du changement de l'environnement construit. L'histoire des villes met en exergue la lutte permanente des citoyens pour réduire cette désorganisation du système. Mais cette lutte, qui génère le changement, est aussi de cette manière à l'origine de nouvelles désorganisations. Cette dynamique urbaine remonte au moins au Moyen Âge, et ne s'est encore jamais arrêtée. Elle se poursuit sous nos yeux.

Dans ce changement continu, des types urbains se sont cependant constitués dans la mémoire collective. Trois d'entre eux au moins continuent à être présents dans le milieu urbain contemporain, à savoir la ville médiévale et classique, la ville industrielle et la métropole, état dans lequel sont aujourd'hui entièrement ou partiellement plongées la plupart des agglomérations. Ces trois types, bien que relevant tous d'un modèle centralisé de l'urbain, participent en fait à des réseaux de collectivités territoriales très variés, qu'ils dominent cependant. Les trois se définissent par un environnement construit spécifique (monuments, maisons, espaces, etc.), par une structuration spatiale et par des acteurs sociaux typiques. Le passage du premier au second et au troisième représentent une des formes historiques de changement les plus significatives : l'*urbanisation*.

Le quartier urbain, invité spécial de notre rencontre, est le témoin privilégié de cette structuration urbaine, dont il peut être la victime ou le promoteur. Mais qu'on le considère selon une perspective historique à long terme ou selon un laps de temps plus court, il change de manière permanente. L'objet de notre colloque, le changement social et la dynamique culturelle dans les quartiers des villes contemporaines, ne peut être noté qu'en prenant en compte ces quelques critères. Les récits que nous publions ici en témoignent, et ils sont confirmés par de nombreux livres publiés ces derniers temps²⁶.

Dans la plupart des pays du monde, le phénomène urbain est actuellement dans une phase de transition entre la ville industrielle, l'agglomération urbaine et la métropole. Cette transition est marquée par trois pro-

³⁰ C'est-à-dire, sans qu'il s'agisse d'un pur jugement de valeur, des valeurs contribuant à établir à la fois la morale et le moral d'un groupe, d'un lieu, d'une culture, d'une époque.

cessus qui sont autant de formes de changement particulièrement significatives: la *suburbanisation*, la *périurbanisation* et la "*gentrification*", ainsi que l'on nomme les pratiques de "réhabilitation" et rénovation des centres urbains où résident les classes "populaires", et qui marque la fin de leur bail, leur évincement massif et l'attribution de leur logement aux classes moyennes et supérieures... Ces processus, lorsqu'ils s'expriment à grande échelle, marquent le passage de la ville industrielle à la métropole, ce qui signifie que le phénomène non seulement prend de l'importance (en population et en superficie). Il se globalise, se mondialise, et ce faisant, accentue les mécanismes de ségrégation sociale. Et pour ne signaler que l'une des nombreuses conséquences de ce processus sur le plan social, il entraîne un besoin de mobilité accru de la part de la population, et donc la création de cités, cités-dortoirs pour ceux qui travaillent, cités-dépôts pour tous ceux qui chôment et essaient de tuer le temps, et s'ennuient en n'y arrivant pas.

Ces derniers points concernent directement la question des quartiers²⁷, et c'est dans ce cadre qu'il faut considérer certains des récits que nous avons présentés dans la première partie, et qui sont à lire d'un point de vue essentiellement *urbain*.

Depuis très longtemps déjà, vingt ou trente ans, mais avec un rythme apparemment plus soutenu ces dernières années, l'urbain et les quartiers changent, lentement ou par à-coups. Quel est le rôle de la dynamique culturelle dans ces transformations, quotidiennes ou événementielles: en est-elle le moteur ou l'expression?

Grâce aux récits des participants, mais aussi en fonction d'acquis de recherches antérieures, nous parions sur la présence d'un principe de dynamique culturelle dans des villes aussi différentes que Lisbonne, Paris, Roubaix, Genève ou Padoue. Mais elle ne joue bien sûr pas toujours ni partout un rôle structurant durable. Les changements sociaux qui font le phénomène urbain sont aussi technologiques, imposés d'en haut, décidés ou programmés par le pouvoir, sans consultation de ceux d'en bas. Les transformations qui caractérisent la société urbaine contemporaine ne sont à l'évidence pas le seul fruit d'aventuriers de l'innovation sociale, elles impliquent la rencontre tôt ou tard avec une dynamique descendante et autoritaire. Et quand l'impulsion originelle du processus de changement est due à une initiative, décidée ou fortuite, de l'État ou des représentants de la culture dominante, ce que l'on croyait dynamique culturelle n'est parfois qu'une forme de résistance ou d'adhésion négociée à un change-

³¹ Il faudrait également essayer de savoir de quelle manière (paradoxale?) l'on pourrait être "à la fois d'en haut et dans bas". C'est toute la question de la participation et de la représentation qui est ainsi posée. Peut-on être élu et militant?!...

ment promu par le pouvoir (ou à la volonté du pouvoir de "se changer"). C'est pourquoi l'on ne peut se contenter d'un schéma explicatif de la réalité urbaine opposant les forces créatives contre l'appareil conservateur de l'État. Les choses sont nettement plus nuancées, et le promoteur de l'innovation n'est pas toujours celui que l'on croit. Reste que deux cas de figures sont intéressants sociologiquement. Ou c'est l'État qui induit le changement, ou ce sont les groupes dominés²⁸. Dans les deux cas, il nous faut essayer de comprendre le changement social comme une modification de l'état des relations sociales dans leur ensemble, sous l'effet d'une action particulière, accidentelle ou préparée, de la part de l'un ou l'autre des acteurs sociaux en présence. C'est la raison pour laquelle, on ne peut feindre d'ignorer le rôle des gens de pouvoir dans les histoires de changement social, même celles paraissant n'être a priori que le fait d'un groupe "sans pouvoir", ou celles encore ne paraissant affecter que ces derniers. On pourrait dire que pour qu'il y ait vraiment changement social, il faut qu'à un moment donné l'État soit mis au courant... Cela n'enlève rien au fait que le niveau "micro" recèle un réel potentiel de changement social. Il est simplement à mettre en relation avec l'action des "décideurs". Et si notre engagement s'inscrit plutôt dans une valorisation de l'action de "ceux d'en bas", c'est que les représentants de l'État auront toujours les moyens suffisants, économiques et idéologiques, pour valoriser leur action.

Dès lors, en suivant en cela la volonté de la FPH de "*faire entendre les voix du silence*", de faire parler ces groupes représentant "*des tranches entières de la population des quatre coins du monde méprisées, marginalisées et confinées dans le silence, volontairement ou non, par ceux qui détiennent le savoir officiel et le pouvoir*"²⁹, les organisateurs de la Rencontre de Lausanne ont cherché à privilégier avant tout la parole des acteurs de ce micro-niveau de décision qu'est le local, et dans la ville, se trouve être le quartier, le voisinage... C'est à ce niveau de décision, que les habitants des métropoles peuvent agir en ayant réellement un effet sur la qualité de leur vie. L'affrontement avec les décideurs ou la reconnaissance qui s'ensuivra, seront les marques indélébiles qu'une parole a été inscrite dans les lieux. Ceux qui jusque-là ne pouvaient que se lamenter de leur impossibilité de faire entendre leur voix particulière, sauront désormais que les vérités des possédants ne sont pas des lois et que la réalité est instable pour eux aussi.

Quotidiennement, concrètement, et souvent difficilement, des acteurs généralement considérés comme des figurants de l'histoire, se chargent

des "révolutions minuscules" et des rectifications élémentaires et nécessaires de leur environnement. Si nous avons choisi de nous rencontrer pour parler d'acteurs du milieu urbain, c'est qu'au rythme où vont les choses, il n'y aura bientôt plus que la ville, métropole, mégapole, mégapole ou ville secondaire, pour définir la face visible de la terre.

C'est pour cette raison que les participants de la rencontre furent tous des "citadins", et que leurs terrains permettaient de comprendre le changement social à travers le prisme de l'environnement construit. La proximité plus ou moins grande des décideurs a déterminé d'autre part la relation entre changement local et global. Et, afin d'être cohérents avec les intentions premières de cette Rencontre de Saint-Sabin, tout fut étudié et discuté à partir des récits-témoignages des acteurs de terrain. L'objectif principal de la rencontre de Lausanne était de confronter, sur des thèmes illustrant la *dynamique culturelle*, travailleurs de terrains et théoriciens de différents pays, en vue de dégager, à partir de l'action – selon le souhait commun à la FPH et à l'ARCI – des pistes de travail pour cette action. La seule indication méthodologique que nous voulons donner ici est la suivante : les organisations ont cherché à favoriser autant l'écoute que la prise de parole.

3. DE LA SINGULARITÉ ET DES LIMITES "LOCALES" DE LA DYNAMIQUE CULTURELLE

Le local, l'émergent, l'action concrète, connaît depuis une vingtaine d'années une attention renouvelée et salubre, autant de la part des sciences humaines que de l'administration publique et de l'entreprise. De tous temps, bien sûr, des mouvements de revendication, des résistances, des projets se sont exprimés à l'échelon le plus immédiat de la vie en société, le village, la ville (c'est-à-dire aussi le quartier, la rue, le lieu de travail, les loisirs), ou la région, ces mouvements sociaux ayant fait alors l'objet de nombreuses études de la part de la sociologie, de la psychologie sociale et de l'anthropologie. Cependant, l'approche consistant à les valoriser, à montrer leur dimension originale et pionnière quant aux changements sociaux, est relativement nouvelle, comme l'est, pour d'autres raisons, l'intérêt des pouvoirs publics et du privé pour cette même dimension novatrice.

L'hypothèse maîtresse de ce regain d'attention est que les mouvements sociaux à caractère local entraînent, grâce à l'effet de proximité, de familiarisation, voire d'attachement territorial, une plus grande capacité de maîtrise des acteurs sur le déroulement des événements qui les concernent. En outre, les valeurs qui se rattachent à leurs efforts sont généralement intéressantes sur le plan moral³⁰. En gros, on peut dire que face à des dangers d'exclusion, ils réinventent, à leur niveau et à leur manière, espoir, changement et dignité.

L'idée clé de ce chapitre est d'essayer de savoir jusqu'à quel point une dynamique de luttes et revendications restreintes peut fonctionner ainsi dans le sens d'une augmentation du pouvoir des groupes "dominés", d'évaluer les contraintes externes, "macro", susceptibles d'influencer le devenir local et, inversement, d'examiner comment, au niveau "micro", l'on peut agir sur le niveau "macro". De façon plus générale, il s'agit de voir comment, dans les processus de changement, il est possible de s'orienter, de durer et d'exister, lorsqu'on agit avant tout sur le plan local.

Il faut tout d'abord planter le décor : une situation défavorable, un danger d'expulsion, des mesures inégalitaires, une politique d'oppression ou tout simplement des carences du système économique ressenties dans leurs dimensions les plus immédiates. Les difficultés sont sources d'incertitude, d'iniquités et de souffrances. En situation de crise, des femmes, des

hommes, réagissent et disent non à l'injustice, ou se rencontrent pour créer quelque chose ensemble et pallier les déficiences immédiates sur le plan de la qualité de la vie. La naissance de tels mouvements est des plus diverses, mais le résultat en est une dynamique culturelle, c'est-à-dire, face à des contraintes le plus souvent inacceptables la réinvention de la vie au niveau local.

A partir d'un refus et de la vision d'un autre possible, la dynamique culturelle se développe. Sur le plan humain, cela signifie courage, ténacité, humilité et abnégation. Travail obscur, travail au service d'une cause ou d'une collectivité, travail dans la durée, la dynamique culturelle est aussi une question de sueur et de larmes. Les obstacles et les coups durs sont plus fréquents que les occasions de faire la fête. L'objet de revendication est singulier et la manière qu'ont les femmes et les hommes concernés de porter cet espoir un peu plus loin, fait que chaque mouvement local, chaque ébauche de changement comporte quelques caractéristiques uniques, irréductibles à l'analyse.

D'une certaine manière, il n'y a qu'à regarder, écouter et chercher à comprendre, dans le silence et le respect, la logique des gens qui agissent.

"Ceux d'en-haut" et "ceux d'en-bas"

Cherchant à bousculer les règles habituelles de la décision, la dynamique culturelle constitue un mouvement, une action, une parole, de nature "ascendante" et venant si possible à la rencontre d'une parole, d'une action, d'un mouvement de nature "descendante", les aspirations de "ceux d'en-bas" dialoguant avec "ceux d'en-haut", ceux-ci pouvant être à l'écoute de ceux-là³¹. La dynamique culturelle nous permet ainsi de poser, de manière chaque jour rénovée, la question du pouvoir démocratique. Il s'agit, dans le contexte d'une Europe en train de se faire en un double mouvement, à la fois brusquement et lentement, de penser et préparer un changement social, pour le meilleur et non le pire tel qu'il se donne de plus en plus souvent à voir aujourd'hui, et à de nombreux échelons de la vie politique.

La dynamique culturelle est d'abord la création émergente des gens qui doivent inventer leur survie. Comme objet de recherche et de discussion, elle devient la création collective de ceux qui réfléchissent, comparent, compilent, traduisent et expliquent – les chercheurs – et de ceux qui explorent concrètement, rassemblent, stimulent, animent, forment et remettent

sans cesse leurs objectifs d'amélioration de la qualité de la vie à l'ordre du jour – les gens de terrain. Avec bien sûr le désir avoué que les uns collaborent avec les autres, que les uns *soient* un peu les autres...

Ce regard frisant sur l'inventivité sociale et culturelle, en prise avec les formes très concrètes de la reproduction matérielle et économique des groupes, réseaux et organisations, correspond à la fois à une réalité, celle des hommes qui inventent au quotidien les conditions de leur lendemain, et une méthode, une manière d'identifier et d'écouter la richesse des formes sociales et culturelles imaginées pour contourner les contraintes d'un destin défavorable.

La dynamique culturelle est aussi un concept de travail, un pari sur l'innovation des hommes, sur la possibilité de trouver des solutions à leurs problèmes quand bien même les structures dominantes ne les favorisent pas.

Ce processus d'émergence est à suivre, à comprendre et à encourager. Cela signifie que le *descendant*, en général lié à des logiques d'organisation ou personnelles aménagées dans les interstices d'institutions officielles, devrait aller à la rencontre de l'*ascendant*. Le relevé, l'analyse et la comparaison des expériences constituent ainsi un cadre d'auto-enseignement général dont l'ARCI et ses membres, tout comme la FPH, voudraient être le facilitateur. A la fois celle de témoin et d'assistant, cette position implique la multiplication des pratiques de communication, la mise en question de soi et l'ouverture culturelle. Un travail qui, par définition, ne peut que rester inachevé et qu'en même temps l'éthique commande de poursuivre sans relâche...

La diversité des expériences, leur degré très inégal d'avancement, le point très hétérogène qui préside à leur interprétation réclament une constante mise en présence d'initiatives locales. La richesse du tout, avec sa philosophie et ses outils (la théorie de la dynamique culturelle notamment), en dépend. C'est du moins le pari de l'ARCI, dont beaucoup d'expériences témoignent des formes d'innovations sociales et culturelles "ascendantes".

Il est fondamental que, sur une base de comparaisons importantes, puissent s'échanger des idées sur les modalités d'une rencontre possible entre les aspirations "d'en-bas" et les nécessités vues "d'en-haut". Cette négociation est à la base du devenir de la dynamique culturelle. Elle se

profile de la manière la plus variée et se compose de traits tactiques qui doivent impérativement être inventoriés et débattus.

Dans le cas présent, la dynamique culturelle peut se définir comme une rencontre possible, souhaitable et même nécessaire entre des volontés émergentes et des acteurs sociaux spécialisés mais particulièrement à l'écoute, c'est-à-dire entre des besoins de tous les jours et des savoir-faire plus techniques, réinterprétés pour pouvoir dialoguer avec les protagonistes de micro-projets "ascendants".

A l'intersection de ces deux mouvements, au sein des interactions les plus diverses qui s'y nouent, on peut repérer quelques axes essentiels grâce auxquels des préoccupations, des intérêts et des exigences d'origine différente peuvent converger (travail, milieu construit, processus d'exclusion), axes qui fondent, à partir des synergies nées de l'innovation socio-culturelle, la possibilité d'une évolution, d'un changement que nous voudrions être le choix de l'innovation, et non pas celui de la régression, ni de la répétition d'erreurs tragiques.

L'expérience des uns comme pédagogie des autres

Pourtant de telles erreurs, d'autres aussi moins tragiques, peuvent se commettre, des phénomènes induits de l'extérieur sont parfois mal compris, des luttes ont de la peine à durer, des expériences importantes se perdent dans l'oubli. Plus encore, les hommes qui luttent pour une vie meilleure, même au plus fort de leur action, n'ont pas la possibilité objective de savoir s'ils vivent effectivement un moment de changement ou non. L'histoire, généralement, ne s'écrit qu'après.

C'est pourquoi nous sommes d'avis que quel que soit le mérite de ceux qui portent en avant la dynamique culturelle, chez eux, grâce à eux et pour eux, le besoin existe d'une boussole, de repères et de bilans. Les acteurs d'un changement potentiel sont certainement en quête de sens et d'appartenance. Nous pourrions même ajouter : en quête de référence. En tous cas, ce besoin existe pour tous les réseaux qui cherchent et qui s'engagent sur une voie semblable.

Comprendre, comparer, transmettre, se souvenir sont, pour les personnes évoluant à l'extérieur du groupe d'acteurs, venues ou non du monde scientifique, des activités dignes de ceux qui ont voulu le change-

³² Voir dans la bibliographie générale : M. Bolle de Bal (1987 ; 1989). La problématique de la "reliance" permet de poser de manière renouvelée la question fondamentale et anthropologique du lien social (voire du "contrat social").

ment. Surtout, elles sont nécessaires pour que le témoin de l'espoir puisse être passé à d'autres personnes en difficulté.

Si l'on prend comme témoignage-échantillon les dix présentations de la Rencontre de Lausanne, il importe tout d'abord :

- de détecter le changement, si changement il y a eu,
- de procéder à l'inventaire des facteurs favorables ou défavorables au changement,
- d'anticiper et d'intégrer les processus "parasites",
- d'évaluer la transférabilité de l'expérience,
- d'analyser les outils qui permettent de relier le "micro" au "macro" et réciproquement.

Détecter le changement suppose que l'on dispose d'indices, voire de preuves que quelque chose est en train de se dérouler, et qu'il soit de l'ordre du changement. S'il s'agit d'un mouvement passé, qu'il soit récent ou plus ancien, il faut en rechercher les traces. Cette quête consiste à explorer les formes du changement dans les "choses" (bâtiments, urbanisme, infrastructures, modifiés), dans les institutions (nouveaux règlements, nouvelles procédures, ou même institutions *ad hoc* nouvellement créées) et chez les personnes (comportements, représentations, modes d'organisation découlant de la dynamique culturelle).

Qu'il s'agisse d'indices visibles ou de traces d'un passé riche mais en grande partie disparu, ces éléments doivent contribuer à enrichir la mémoire collective et autant que possible servir d'enseignements en partie transmissibles. C'est à ce prix que la dynamique culturelle prend son sens. Car, grâce à ce relais, elle prolonge son effet au-delà de la démotivation qui tôt ou tard finit par dissoudre les enthousiasmes d'un mouvement.

Comme chaque situation est spécifique, il convient de procéder à un inventaire des acteurs et des facteurs ayant joué un rôle (favorable ou défavorable) dans le déroulement de l'expérience : le statut des leaders, le style de communication, le degré d'inventivité dans l'adversité, la nature des réseaux de soutien, notamment, constituent les éléments à même de potentialiser ou au contraire de déstabiliser une dynamique, selon qu'ils y jouent un rôle positif ou négatif.

Dans toute dynamique, des co-processus à même d'orienter dans une direction ou une autre le changement potentiel porté par un mouvement, ne manquent pas d'apparaître, même à un stade précoce. Certains de ces

processus opèrent comme des parasites et tendent à inhiber le changement (intervention, à l'intérieur même de la dynamique culturelle, de personnages aux intérêts divergents), ou à créer des *leurres* (sur le moment on croit qu'on est en train de changer et de faire changer les choses, mais l'histoire montre ensuite que cela n'était pas le cas). De façon générale, en temps réel, surtout lorsque le mouvement est en pleine effervescence, il est difficile de savoir où on en est. C'est ainsi qu'il est parfois malaisé de profiter de certaines aubaines (processus convergents), ou de mouvements porteurs plus amples (grands mouvements historiques), qui permettraient aux acteurs locaux de bénéficier d'effets amplificateurs ou de coups d'accélérateur venus de l'extérieur. Cette difficulté vient du décalage qui existe presque toujours entre les manifestations locales de la dynamique culturelle et les changements historiques à caractère plus global, et qu'on ne constate bien souvent qu'après coup.

Les premiers de ces processus, *dynamiques parasites* ou *leurres*, à l'effet toujours désastreux, sont à prendre en compte et à évaluer aussitôt que possible (on doit toujours y penser, voire faire appel à des regards extérieurs pour cela, s'il le faut). Les seconds, les grands mouvements historiques porteurs, sont à détecter et à anticiper comme une forme de prospective, naturelle et nécessaire à toute activité revendicative.

L'enjeu extérieur le plus important de la dynamique culturelle est certainement l'analyse de la transférabilité de l'expérience. Entendons-nous bien ! Il ne s'agit pas d'imaginer transférer une expérience *in extenso*, mais d'explorer la possibilité de faire bon usage de certains éléments d'une expérience dans une autre, relevant parfois d'un tout autre contexte. Cet emprunt peut prendre un caractère technique (dans l'idée de "faire comme eux") : promouvoir les mêmes structures de travail internes, les mêmes précautions dans le dialogue avec le pouvoir, les mêmes macro-analyses, ou alors servir tout simplement de source d'inspiration. C'est ainsi que l'on peut éviter certaines erreurs désormais connues, et "faire comme les autres" en gros seulement, en développant un aspect qui était mineur chez d'autres, mais qui, on le sent, s'avérera pour nous essentiel.

Quant à l'interaction micro-macro, nous sommes d'avis que c'est avant tout une question pratique et qu'il faut la penser en termes "d'outils". Nous voulons dire par là qu'il existe de petits problèmes que l'on retrouve à peu près partout, et qu'il faut toujours avoir à l'esprit, dans l'espoir de

³³ La question se pose évidemment de savoir qui va être chargé d'une telle sélection. Il faut en tout cas qu'y participent à la fois des ingénieurs du local et des catalyseurs préparés pour cette tâche autrement dit des "animateurs", au sens global donné par P. Rossel, F. Hainard et M. Bassand (1990).

savoir les identifier dans leur propre contexte quand ils se présentent, et qu'il s'agit de résoudre alors même que l'on est occupé à d'autres tâches immédiates et urgentes.

Il y a en fait deux directions dans cette problématique, certains outils concernant plutôt l'une que l'autre : d'une part il s'agit de voir comment à partir du micro, on peut influencer le niveau macro, s'il s'avère que c'est utile ; d'autre part, il y a lieu de faire "descendre" des aspects macro au niveau micro, afin de mieux les intégrer ou de ne pas en être trop tributaire s'ils s'avéraient être néfastes.

Le succès (provisoire, semble-t-il) de la récente pression des paysans français pour disputer l'équité du dernier pré-accord du GATT est un bon exemple de la manière dont le niveau micro ("l'ensemble des paysans français", micro-méso dans ce cas) peut avoir de l'influence sur le plan macro. Inversement, l'adoption spontanée et précoce d'une norme ou d'un règlement en voie de constitution, dans le domaine environnemental, peut dans certains cas devenir une arme stratégique intégrant des préoccupations "macro" pour en tirer parti dans une lutte "micro". C'est déjà tout une tâche que de constituer et référencer des exemples de l'une ou de l'autre de ces situations pour aider ceux qui œuvrent au plan local à visualiser ce qu'ils peuvent faire.

Cela restant largement à élaborer, nous nous bornerons ici à présenter dix "outils" (démarches, approches, manières de réfléchir), permettant d'aller dans ce sens. Tous commencent par l'idée *qu'en dépit du stress et des nécessités immédiates locales, il y a lieu de :*

Promouvoir des collaborations du mouvement social avec le monde des techniques et de l'économie

La dynamique culturelle doit correspondre à un mouvement d'ouverture. Des métissages d'intérêts sont toujours utiles pour élargir la base de talents et le "réseau des réseaux" engagés dans le processus, mais aussi pour développer de réelles possibilités d'autonomisation sur le plan économique (micro-entreprises, développement informel, circuits économiques parallèles).

Mais encore faut-il que la "réception" locale soit favorisée pratiquement. En cette fin de siècle, il n'est, par exemple, pas raisonnable de penser un changement social et culturel qui ne prenne pas en compte les

difficultés de maîtrise des techniques et des choix qui leur sont associés. Il y a là un enjeu militant considérable. D'une part, il importe de donner à l'utilisateur (sous toutes ses formes) une place d'acteur. D'autre part, il faut impérativement élever le niveau de la *culture technique ordinaire*, seule transformation à même de conférer un certain poids à la participation des non-spécialistes en matière de politique de la science et de la technique, même à l'échelon le plus local.

Favoriser des activités socialement "reliantes", plutôt que "déliantes"

Les termes de *reliance* et *déliance* sont empruntés au sociologue belge Marcel Bolle de Bal³². Ils valorisent l'idée pleine et forte du lien pouvant se nouer entre des personnes, à travers notamment les activités de travail, puis éventuellement se dénouer. Nous l'utilisons quant à nous dans un sens plus large, toute activité humaine étant susceptible de susciter ce genre de relation signifiante. Il est clair que la *reliance* commence avec les énergies humaines, les enthousiasmes et les nécessités partagées. Pour durer, la *reliance* doit s'accomplir dans des projets concrets, favorisant les effets d'entraînement et les synergies multiples.

Valoriser la mémoire collective

Il est très rare qu'un mouvement qui naît soit le premier à faire ce qu'il fait ou se propose de faire. Il n'est pas inintéressant de savoir que d'autres ont déjà parcouru un chemin semblable et peuvent, à travers leurs succès comme leurs erreurs, transmettre un certain patrimoine de savoirs et d'expériences pratiques. Éloigné ou proche, ce patrimoine appartient au

³⁴ Il faut relever le paradoxe qu'il y a à rechercher la collaboration de gens de terrain, à rechercher leur disponibilité pendant deux à trois jours (durant la Rencontre) et à leur demander ensuite de rédiger un document relatant leur travail. Plus on a affaire à des gens de terrain, des acteurs de mouvements sociaux ascendants, moins grande est leur disponibilité, et plus par la suite le passage à l'écrit est difficile (c'est l'explication au manque de "participation" des acteurs de terrain à la rédaction de la seconde partie de ce document). Il est donc important de réfléchir à la manière dont le chercheur pourrait *faciliter* le récit des acteurs, s'en faire le support autant que l'analyste. Le relais, la comparaison, l'éclairage en retour impliquant en effet de toute façon l'analyste professionnel, il pourrait de cette manière être également un diffuseur des expériences novatrices. Le mieux pour l'instant est de prendre acte de ce problème et de trouver les conditions les plus respectueuses du travail accompli sur le terrain pour parvenir à le résoudre.

vaste champ des mouvements sociaux qui ont amélioré la qualité de vie et fait avancer la justice sociale.

Mais il est un autre type d'attachement encore bien plus important, c'est le lien entre une lutte donnée et l'histoire locale, avec ses héros et ses anti-héros, ses lieux forts et sa culture spécifique. La mémoire collective est un socle qui change sans cesse. A condition de ne pas s'y enfermer (danger de nostalgie), elle fournit des références utiles à tout projet de changement.

Constituer un esprit de réseau, construire des situations pratiques de réseau

La nécessité peut se présenter de créer des réseaux de toutes pièces. Mais le plus souvent, il y a simplement lieu de "réparer" des réseaux disloqués ou de renforcer des réseaux existants mais affaiblis. L'idée de base, dans tous les cas, est de créer une démarche aidant à surmonter les discontinuités socio-économiques éventuelles d'une situation locale, ou encore à rétablir un dialogue avec des groupes "ennemis" ou des instances de pouvoir dont un mouvement était coupé.

Les moyens pour y parvenir consistent le plus souvent à formuler des projets à même de susciter l'adhésion, à constituer des masses critiques, des rapports de forces meilleurs, à trouver les courroies de transmission avec les pouvoirs publics ou avec d'autres secteurs de l'économie ou du tissu social, à créer des accès à l'expression, médiatique ou non, et de façon générale à trouver des plages d'intérêt commun avec des alliés naturels. Réfléchir et agir en termes de réseaux revient à penser à la fois ressources humaines et besoins complémentaires.

Valorisation des personnes

Les mouvements sociaux orientés vers le changement se développent avant tout grâce à la volonté de femmes et d'hommes en chair et en os. Il est important que les personnes ainsi projetées dans l'action soient reconnus comme acteurs (et non comme rouage anonyme d'un programme s'accomplissant presque indépendamment de leur rayonnement propre) par les autorités et les "experts", afin qu'elles prennent conscience de l'enjeu, en termes de sens et de valeur, de se sentir sujet de son destin.

Distinction du court et du moyen terme

Le but n'est pas de réussir tout de suite la totalité des objectifs de changement d'un mouvement ; il faut au contraire favoriser l'apparition d'apprentissages ; même après coup, certaines erreurs, certains succès partiels peuvent se relire comme moments d'une histoire qui n'a jamais fini de s'écrire.

Identifier et soutenir des savoir-faire locaux

Toute personne, tout groupe, tout réseau et toute région a ses savoir-faire, son patrimoine de talents à niveaux multiples. Ceux-ci devraient être détectés le plus tôt possible et mis à contribution, dans les situations les plus favorables. Le but recherché est que les acteurs locaux soient conscients de ce qu'ils ont et de ce qu'ils sont.

Favoriser les activités et les projets à fort effet d'entraînement

Toute idée n'est pas forcément bonne et toute initiative ne devrait pas être reçue comme du pain béni simplement parce qu'elle émane de la base. Dans la perspective de créer des synergies et de jouer à la fois sur le court et le moyen terme, il y a tout de même lieu de sélectionner les projets, et de rechercher ceux qui peuvent avoir un maximum d'effet d'entraînement sur des énergies à venir³³, sur d'autres projets, sur des alliés et donc sur la possibilité de générer, à partir d'une action donnée, les bases pour des activités nouvelles, diversifiées et complémentaires – et savoir abandonner en cours de route les projets erronés.

Promouvoir des valeurs généreuses

Jusqu'ici les outils proposés composaient un manuel virtuel pour parfait animateur. Mais il faut bien le reconnaître, toute action locale, même envisagée dans une perspective large et ouverte, peut s'appliquer aussi bien à des actions de progrès social qu'à des manifestations d'intolérance, de nationalisme étroit, ou tout simplement d'ostracisme microlocal. Les techniques de connections, celles servant à penser le moyen terme dans le court terme, à tenir compte des macro-processus historiques, ne déterminent en rien la valeur "morale" d'un mouvement social. Même le fait de lutter contre l'oppression ou l'exclusion peut déboucher sur de nouvelles oppressions et exclusions. L'histoire abonde de boucles de ce type. Pour définir le signe des processus en cours, il est nécessaire de poser de surcroît une exigence morale, consistant par exemple à lier l'ensemble des

décisions et des actions à des valeurs *humanistes* fondamentales : solidarité, générosité, tolérance pour ceux qui sont différents, pensée pour les générations à venir ; en d'autres termes, des valeurs dépassant les démarches égocentriques et autoréférentes.

Nous tenons par là à souligner que nous ne nous intéressons pas à tous les phénomènes de changement (de type "bifurcation simple"), mais à ceux d'entre eux qui peuvent déboucher sur une amélioration de la qualité de vie, de la capacité d'expression, voire à une démocratisation majeure du pouvoir local ou même, au-delà, à une amélioration profonde, au sens des valeurs que défendent la FPH et l'ARCI notamment, à savoir celle de l'état "physique et moral" de la planète.

Loin du purisme, accepter l'utilité d'un travail à partir de situations paradoxales courantes, entre les dynamiques sociales "ascendantes" et "descendantes"

Il est très rare qu'un mouvement puisse exister sans prendre en compte des processus institutionnels ou économiques qui "descendent" vers la réalité sociale quotidienne : il y a permanence de certaines forces (partis, pouvoirs publics, techniciens du social, professionnels en tous genres) qui ont pour mission d'améliorer la situation socio-économique et culturelle. Elles le font plus ou moins bien. Mais, de toute façon, il est bon de considérer cette composante du problème comme un facteur à intégrer dans la problématique du changement. En d'autres termes, il vaut mieux savoir faire bon usage des initiatives descendantes. Celles-ci tendent souvent à compenser des problèmes que les contradictions de la société font surgir et se substituer aux forces ascendantes absentes ou marginales. Pourtant, il existe quantité de gens, à l'intérieur de ces projets venus "d'en haut" qui peuvent et veulent créer l'impulsion d'un possible changement, et que l'action de mouvements sociaux "ascendants" doit savoir relayer. Il ne s'agit donc pas de verser dans le purisme, mais d'envisager, dans tous les cas, comment des situations concrètes peuvent être exploitées. Le but est le changement et le garde-fou, nous l'avons vu, la promotion de certaines valeurs. Mais les conditions initiales du changement, elles, ne sont jamais idéales. Parfois un mouvement social se forme et se mobilise contre une action ou une initiative gouvernementale, alors même qu'elle a permis qu'une dynamique soit engagée. Le résultat final ne peut se faire que par un dépassement des contraires en une combinaison nouvelle et gagnante. Il faut donc éviter de juger comme artificielles des actions provisoirement sans répondant d'en bas. Même s'il faut admettre l'ambiguïté de certaines démarches

¹ A l'inverse des processus-leurres les amplificateurs peuvent permettre à certains acteurs qui ne croient pas être en train de changer quoi que ce soit, que c'est cependant bien le cas, et que l'histoire le montrera...

publiques, il est bon de rester ouvert aux rencontres paradoxales entre ce qui vient "d'en haut" et ce qui tôt ou tard peut émerger "d'en bas".

Dans le même ordre d'idée, il est bon de rechercher non pas l'expression d'une attitude antitechnicienne à tout prix, mais des rapports à l'usage des techniques qui soient davantage anthropocentriques et ouverts aux apprentissages collectifs.

Au terme de ce bref inventaire des outils de liaison micro-macro, on peut légitimement rester sur sa faim tant l'ensemble paraît abstrait. Ce sont des manières de voir et il faut sans cesse les amplifier, en tirant des scénarios à partir d'expériences concrètes. Mais il faut trouver un grand nombre d'exemples pour y parvenir et les dix "récits-témoignages" de cette rencontre ne constituent dans ce sens qu'un petit aperçu des innombrables possibilités de mettre en perspective le changement social. Le travail de relecture reste à faire. Dans une large mesure la seconde partie de la rencontre, après la présentation des dix témoignages et la première tentative de synthèse, a permis aux acteurs locaux de réagir et d'exprimer leur sentiment à l'intersection de la grille de lecture présentée ici et des réalités de terrain qu'ils connaissent. Plutôt qu'une conclusion, nous avons eu le sentiment qu'il s'agissait d'un premier défrichage. La suite ne saurait s'élaborer à partir des seules réflexions analytiques ou synthétiques, fruits de quelques personnes seulement. C'est nécessairement d'un travail collectif qu'elle peut naître, travail qui nous amènera en outre à trouver une complémentarité encore meilleure entre acteurs locaux et analystes professionnels³⁴. Les premiers ont raison, mais ont de la peine à parler tous une même langue. Les seconds ne connaissent pas la réalité locale et leur appartenance aux logiques de pouvoir les rend quelque peu "dangereux". Mais il faut avouer que leurs outils et références ne sont pas toujours inutiles. Pourquoi ne pas considérer une interaction réussie entre les uns et les autres comme un formidable défi à relever ?

La richesse encore quelque peu brute des récits-témoignages et des réactions des participants à l'issue de la première synthèse ont été des indices importants, qui nous encouragent à aller dans cette direction.

PISTES ET RECOMMANDATIONS

Au lieu de conclure...

Le principe même de la dynamique culturelle, comme la certitude que le changement seul gouverne les sociétés - "la foudre pilote l'univers", dit l'un des fragments d'Héraclite – nous empêche fort heureusement de procéder ici à l'énoncé des traditionnelles conclusions. A leur place, voici quelques recommandations adressées par l'ensemble des participants à la rencontre à tous ceux qui pensent comme eux que croire fermement au bouleversement possible des choses contribue aussi à les modifier, ne serait-ce que dans la façon dont elles sont perçues. A cette fin, voici une première synthèse de la "discussion générale" du dernier jour de la rencontre.

Que penser de toute la richesse contenue dans les "récits-témoignages", richesse parfois immédiatement décelable, et parfois plus cachée, à débusquer avec attention, pour ne pas passer à côté?... Que faire d'une telle hétérogénéité? La rencontre avait pour but d'esquisser des repères dans la problématique du changement social et de la dynamique culturelle, mais elle ne s'est, la plupart du temps, pas limité à cela. Elle a permis, souvent, d'ouvrir des pistes énormes dans le champ d'étude sur l'heureuse instabilité des systèmes sociaux.

Le changement social n'est pas un principe théorique mais un fait: les sociétés se transforment constamment; elles le font à des rythmes plus ou moins rapides et ces transformations mènent à des ruptures dans l'ordre social plus ou moins profondes. Dans sa "version classique", telle que nous l'avons présentée plus haut, la dynamique culturelle est avant tout un processus émergent de revendications populaires (l'expression sociale et culturelle des groupes "dominés"), auquel nous intégrons les initiatives "descendantes". Car la dynamique culturelle est aussi du domaine du politique: il s'agit de stimuler l'expression des groupes défavorisés (mouvement ascendant) et de faire en sorte qu'elle rencontre, si possible démocratiquement, le mouvement descendant (celui qui vient des autorités, des

élites). C'est au croisement de ces deux mouvements, précisément, que peut surgir le changement. La dynamique culturelle est donc le produit des interactions réussies entre initiatives "ascendantes" et "descendantes". Savoir préparer la rencontre des deux devient un enjeu essentiel. Dans tous les cas, il faut poser la question: la dynamique culturelle permet-elle la mise en œuvre de phénomènes de transformations et de changement social ?

La synthèse s'est donc orientée vers la nécessité d'élaborer des réponses, forcément provisoires, à ces diverses questions et propositions.

Tous les terrains, qu'ils soient marqués par des problèmes touchant au milieu construit, au monde du travail, aux processus d'exclusion ou encore à une combinaison de ces domaines, ont en commun d'avoir en point de mire la perspective du changement social. Ils ont été choisis pour cela.

Des "récits-témoignages" et des débats qui les ont suivis, nous avons retenu cinq dimensions principales :

1. Le changement social est complexe et multiforme: dans les choses (bâtiments, infrastructures), dans les institutions et chez les personnes (comportements, représentations, modes d'organisation); dans les secteurs économiques, culturels, politiques; au niveau "micro" (la vie quotidienne et la dynamique locale), et au niveau "macro" (les sociétés globales). Le changement peut être global ou sectoriel (un aspect seulement de la réalité est touché, les autres suivront ou non...), il génère des conflits, laisse des traces ou non...

2. Le changement social implique des *acteurs* et des *facteurs* qu'il s'agit d'identifier et dont il faut mettre en relief les interactions.

3. Il faut dégager pour tout changement sa *direction*; par rapport à cette dernière, trois types de processus sont essentiels:

- a) les processus à même d'inhiber le changement,
- b) les processus-leurres (on croit qu'on est en train de changer, mais l'histoire montre ensuite que cela n'est pas le cas),
- c) les processus amplificateurs ou accélérateurs¹.

4. Il s'agit aussi d'analyser et de faire apparaître la transférabilité de certains éléments d'une expérience donnée dans un contexte différent, réutilisables tels quels ou simplement sources d'inspiration pour d'autres.

5. Il y a lieu enfin de chercher à relier le niveau "micro" des terrains au niveau "macro" des changements (ou l'inverse) et de se donner des outils d'orientation et de travail pour cela.

Ces cinq thèmes doivent permettre de poser clairement la question déterminante pour notre travail : quelles sont les relations entre dynamique culturelle et changement social ? Et puisque nous avons précédemment souligné notre désir de nous associer à un projet d'amélioration globale de la société, ces relations doivent être comprises comme un principe de "dialectique positive".

Pour cela, et afin de commencer par améliorer notre propre perception des phénomènes de changement, en vue de les prolonger, les comprendre et les faire connaître, quelques recommandations.

Recommandations

Les recommandations clés sur lesquelles la Rencontre de Lausanne a débouché sont au nombre de trois :

1. Richesse des terrains à valoriser

Nous avons constaté une variété importante de mouvements, de luttes, de revendications, de préoccupations mettant aux prises des gens de toutes sortes dans leur combat pour la survie, et pour une meilleure qualité de vie dans leur environnement urbain. Parfois les terrains étaient vécus "du dedans", parfois "depuis dessus", dans des actions d'encouragement ou de soutien à caractère public. Mais les expériences ont toujours été riches, leurs stades d'avancement très variables offrant un panorama assez complet des dynamiques culturelles et des changements dont elles sont porteuses. Ces expériences gagnent à être connues, comparées, analysées et valorisées. Elles constituent en effet les maillons d'une longue chaîne d'apprentissage collectif.

2. Outils de lecture à promouvoir

Les points clés de la synthèse forment une grille de lecture, à même de questionner les divers acteurs des expériences de terrain présentées dans le cadre de la rencontre. Ils sont autant d'outils de compréhension de phénomènes souvent complexes et en général difficiles à saisir dans toutes leurs implications, du moins sur le moment, dans le feu de l'action.

Énumérons encore les cinq points récapitulatifs d'une dynamique culturelle orientée vers une amélioration de la qualité de vie et de la capacité d'expression des groupes :

- a) détections des multiples formes du changement, notamment dans les choses, dans les institutions et chez les personnes, ainsi que des conflits qu'il génère ;
- b) inventaire des facteurs et des acteurs, favorables et défavorables au changement ;
- c) intégration des co-processus inhibiteurs, leurres ou au contraire accélérateurs/amplificateurs ;
- d) analyse de la transférabilité de certains éléments d'une expérience dans une autre ;
- e) mise en évidence des changements "micro" qui permettent de se relier à des changements "macro" ou inversement.

3. Concrétisation immédiate

Pour valoriser la richesse des idées apparues durant la rencontre et concrétiser la contribution de chacun en un patrimoine collectif, nous avons donc rassemblé les récits-témoignages sous une forme écrite et constitué le présent document. Il est certain qu'un suivi des différentes expériences de terrain encore dans une phase dynamique serait utile, afin que soit relatée aux autres acteurs et décideurs de notre nouveau réseau la suite de ces histoires de changement, et que l'on puisse se livrer ensemble à une analyse "dans le temps" des transformations en train de se produire. Mais l'on sait ce qu'une telle expérience demande à chacun en disponibilité...

Ce document pourrait aussi servir de base théorique pour organiser une deuxième rencontre sur le même thème ou sur un thème prolongeant celui-ci ("Innovation culturelle et changement technique", "Chômage, exclusion sociale et informatique", etc.). Et à l'étude du changement social en milieu urbain, on pourrait aussi associer l'étude en milieu rural. Cependant notre intérêt immédiat est suscité par d'autres "associations d'idées" : si le changement social, la dynamique culturelle et le milieu urbain (représenté par le quartier) ont constitué le triptyque principal de la rencontre, nous avons l'intuition que le prolongement "naturel" de ces quelques jours de travail devrait être l'étude d'un autre triptyque primordial, celui que dessinent, en une figure inversée, le changement, l'exclusion sociale et la ville. Les métropoles "produisent" à la fois de l'innovation (du changement, des transformations) – nous l'avons vu – et de l'exclusion (ségrégation, domi-

nation) – il faudrait voir comment. Comment, en temps de crise urbaine, ces deux pôles jouent-ils ensemble et se contredisent-ils ? Voilà qui pourrait donner lieu à une prochaine Rencontre de Saint-Sabin... De plus, la rencontre organisée par la FPH à Salvador de Bahia en décembre 1993, et qui faisait suite à celle de Caracas de 1991, a permis de mettre en évidence bon nombre des mécanismes de "spatialisation" de la ségrégation et de l'exclusion sociales dans les métropoles du Tiers-monde. Une prochaine rencontre européenne pourrait permettre d'opérer la jonction entre l'étude de ces différents problèmes qui contribuent au malheur des hommes, et de leurs solutions possibles.

BIBLIOGRAPHIE

Quelques ouvrages pour poursuivre la réflexion
Bibliographie urbaine générale
Quelques thèses de membres de l'ARCI

QUELQUES OUVRAGES POUR POURSUIVRE LA RÉFLEXION

ARCI (1991), *Dynamique culturelle et changement social – rapport du Comité d’orientation*, Montrouge, ARCI.

P. Amphoux et al. (1987, 1988), *Mémoire collective et urbanisation*, 2 volumes, Genève et Lausanne, CREPU-EAUG et IREC-DA/EPFL.

M. Bassand (1990), *Culture et régions d’Europe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

M. Bassand, F. Hainard, Y. Pedrazzini et R. Perrinjaquet (1986), *Innovation et changement social*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

A. Bounaira et al. (1986), *Auto-urbanisation, expression des habitants et formes spécifiques de développement, Rapport des recherches menées à la périphérie d’Alger, Caracas et Guadalajara*, Paris, UNESCO.

Th. Busset, B. Galland, Y. Jenc, Y. Pedrazzini, P. Rossel et M. Bassand (1992), *La politique culturelle d’une région urbaine : le Canton de Genève – dossier pour un projet de loi*, Lausanne, IREC-DA/EPFL, Cahiers de Recherche n° 105.

P. Calame (1993), *Mission possible*, Paris, Lieu Commun.

P. Calame, J.-M. Delarue et al. (1992), *La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l’expérience internationale – La déclaration de Caracas*, Paris, Fondation pour le Progrès de l’Homme et Délégation Interministérielle à la Ville, Coll. Dossier pour un débat, novembre 1992.

T. Camara, T. Devilliers et I. A. Sow (1985), *Transformations sociales et dynamique culturelle*, Paris, UNESCO.

P.-H. Chombart de Lauwe (1975), *La culture et le pouvoir*, Paris, Stock.

P.-H. Chombart de Lauwe (1978 et 1980), *Échange des connaissances et innovations*, Paris, Rapport UNESCO, 2 parties.

P.-H. Chombart de Lauwe (1982), *La fin des villes : mythe ou réalité*, Paris, Calmann-Lévy.

P.-H. Chombart de Lauwe et al. (1980), *Partage des connaissances et cultures novatrices*, pp.265-292, in : *Domination ou partage ? Développement endogène et transfert des connaissances*, Paris, UNESCO.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1966), *Images de la culture : premiers éléments d'une recherche en France*, Paris, Éditions Ouvrières.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1970), *Aspirations et transformations Sociales*, Paris, Anthropos.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1976), *Transformations de l'environnement, des aspirations et des valeurs*, Paris, Ed. du CNRS.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1981), *Transformations sociales et dynamique culturelle*, Paris, Éditions du CNRS.

P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1988), *Culture-action des groupes dominés*, Paris, L'Harmattan.

R. Gomez et M. Sauquet (1992), *Cultures, voix du silence et communication populaire*, Mémoire de la Rencontre de Saint-Sabin organisée à Fortaleza, Brésil, du 18 au 25 mars 1992 – documents de travail, Paris, FPH/GRET/CEARAH Periferia.

Habitat International Coalition et Fondation pour le Progrès de l'Homme (s.d.), *Charte Européenne pour le Droit à Habiter et la Lutte contre l'Exclusion*, Louvain-La-Neuve et Paris, Habitat International et FPH.

M. Imbert et P.-H. Chombart de Lauwe, dir. (1982), *La banlieue aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan.

D. Joye, T. Huissoud, M. Schuler et al. (1992), *Le quartier, une unité politique et sociale ?*, rapport de recherche IREC n° 98, Lausanne, IREC-DA/EPFL.

L. Kellermann (1987), *La place de l'éducation des adultes dans les stratégies et projets de développement culturel. Bibliographie sélective et annotée*, Paris, UNESCO.

L. Kellermann (1992), *La dimension culturelle du développement. Bibliographie sélective et annotée 1985-1990*, Paris, L'Harmattan-UNESCO.

K. Noschis (1984), *La signification affective du quartier*, Paris, Librairie des Méridiens.

Y. Pedrazzini et al. (1993), *Rêves individuels et aventure collective : jeunes du Mexique, du Venezuela, de France et du Portugal*, Paris, L'Harmattan, à paraître.

P. Rossel, F. Hainard et M. Bassand (1990), *Culture et réseaux en périphérie*, Lausanne, Réalités Sociales.

P. Rossel, F. Hainard et M. Bassand (1993), *Identités et animation : gestion territorialisée des crises*, Lausanne, L'Âge d'Homme.

Th. Schnee et D. Godfard (1992), *La société en éclats – quand les exclus contribuent au changement : récits de chercheurs*, Paris, Syros éditeur, collection Ateliers du développement.

G. Solinis (1988), *Sur la théorie et la méthode de la dynamique culturelle (Communication au colloque de Chantilly)*, Guadalajara, ITESO/DCS, document ronéotypé

G. Solinis et al. (1990), *Espace construit et rapports sociaux*, Montrouge, rapport de recherche du Groupe Thématique 1 de l'ARCI.

Les Annales de la Recherche Urbaine ont consacré plusieurs numéros aux sujets qui nous intéressent :

N° 17, "*D'un quartier l'autre*", Paris, Dunod, Hiver 1982.

N° 26, "*Développement social des quartiers*", Paris, Dunod, avril 1985

N° 27, "*Jeunes urbains et qualités*", Paris, Dunod/Ministère de l'Urbanisme, juillet 1985

N° 32, "*Compositions urbaines*", Paris, Dunod, octobre 1986.

N° 35/36, "*Chômage, mutations, territoires*", Paris, Dunod/Ministère de l'Équipement, novembre 1987.

N° 49, "*Immigrés et autres*", Paris, Plan Urbain, Ministère de l'Équipement, décembre 1990.

BIBLIOGRAPHIE URBAINE GENERALE

- F. Aïchoune (1991), *Nés en banlieue*, Paris, Ramsay.
- C. Bachmann et L. Basier (1989), *Mise en images d'une banlieue ordinaire*, Paris, Syros.
- G. Balandier, dir. (1970), *Sociologie des mutations*, Paris, Anthropos.
- E. Barbini et G. Conti (1979), *Politiques urbaines et luttes sociales à Bologne* (2 Vols.), Paris, CSU.
- Y. Barel (1973), *La reproduction sociale*, Paris, Anthropos.
- Y. Barel (1982), *La marginalité sociale*, Paris, PUF.
- Y. Barel (1989), *Le paradoxe et le système*, Grenoble, Presses Universitaires – réédition augmentée d'un chapitre intitulé: "Le paradoxe dix ans après".
- G. Bettin (1982), *Los sociologos de la ciudad*, Barcelona, G. Gilli.
- M. Blanc (1990), *Logements sociaux et minorités ethniques en France, Grande-Bretagne et République fédérale d'Allemagne*, in: I. Simon-Barouh et P.-J. Simon, (dir.), *Les étrangers dans la ville*, Paris, L'Harmattan.
- M. Bolle de Bal (1987), *Aspirations au travail et expérience du chômage: crise, déliance et paradoxes*, in: *Revue Suisse de Sociologie* 1 (1987).
- M. Bolle de Bal (1989), *La reliance ou la médiatisation du lien social: la dimension sociologique d'un concept charnière*, in: AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.
- S. Body-Gendrot (1993), *La ville et la violence*, Paris, PUF.

S. Body-Gendrot (1988), *Luttes d'appropriation territoriales des Portoricains de New-York*, in: N. Boumaza (dir.), *Banlieues, immigration, gestion urbaine*, Actes du séminaire, Grenoble, 26 et 27 mai 1989, Université Joseph Fournier/Grenoble I, Institut de Géographie Alpine.

M. Bonetti et al. (1991), *Développement social urbain. Stratégies et méthodes*, Paris, L'Harmattan.

S. Bouamana (1993), *De la galère à la citoyenneté – Les jeunes, la cité, la société*, Paris, Desclée de Brouwer.

N. Boumaza, dir. (1989), *Banlieues, immigration, gestion urbaine*, Grenoble, Institut de Géographie Alpine – Université Joseph Fourier.

P. Bourdieu, dir. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.

M. Castells (1972), *La question urbaine*, Paris, Maspero.

M. Castells (1975), *Problemas de investigación en sociología urbana*, Madrid, Siglo XXI.

M. Castells (1983), *The City and the Grassroots*, Berkeley, University Of California Press.

P. L. Cervelati et al. (1981), *La nouvelle culture urbaine, Bologne face à son patrimoine*, Paris, Seuil.

P.-H. Chombart de Lauwe et al. (1952), *Paris et l'agglomération parisienne* (2 Vols.), Paris, PUF.

P.-H. Chombart de Lauwe (1965), *L'attraction de Paris sur sa banlieue*, Paris, Collectif du Centre d'Études des Groupes Sociaux, Éditions Ouvrières.

P.-H. Chombart de Lauwe (1982), *Planification urbaine et médiation des sciences humaines*, in: *Architecture & Comportement*, Vol.2 n°1, 1982. pp.59-67.

J.-M. Delarue (1991), *Banlieues en difficultés: la relégation*, Paris, Syros Alternatives.

F. Dubet (1987), *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard.

F. Dubet et D. Lapeyronnie (1992), *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil.

R. Dulong et P. Pepermann (1992), *La réputation des cités HLM*, Paris, L'Harmattan.

S. S. Fainstein, I. Gordon et M. Harloe (1992), *Divided Cities – New-York and London in the Contemporary World*, Oxford UK & Cambridge USA, Blackwell.

M. Fize (1993), *Les bandes – l'"entre-soi" adolescent*, Paris, Éditions Desclée de Brouwer, coll. "épi-Habiter".

A. Giudicelli (1991), *La Caillera*, Paris, Éditions Jacques Bertoin.

Globe (1990), *Saint-Denis secoue la banlieue*, in: *Globe* n° 53, décembre 1990-janvier 1991.

A. M. Griffo et B. Vignon (1992), *Jeunes en HLM et "Maison du Citoyen": une réponse décalée*, in: *Journal des Anthropologues* n° 49, automne 1992, Montrouge, Association Française des Anthropologues.

J. Habermas (1973), *La technique et la science comme "idéologie"*, Paris, Gallimard.

J. Habermas (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, 2 tomes, Paris, Fayard.

A. Huet (1989), *Individualisme et carence communautaire: l'exemple de la vie sociale dans les grands ensembles résidentiels*, in AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.

Cl. Jacquier (1991), *"Le développement social urbain"*, in: *Banlieues: relégation ou citoyenneté*, dossier spécial de: *Les Temps Modernes* n° 545-546, Paris, décembre 1991-janvier 1992.

A. Jazouli (1992), *Les années banlieues*, Paris, Seuil.

¹ Cette liste ne pouvant pas être exhaustive, elle ne fait état que des thèses de doctorat d'État et de 3^e cycle existantes dans le "fonds scientifique" de l'ARCI.

A. Jazouli (1992), *Banlieues : les nouvelles frontières intérieures*, Banlieuescopies/programme d'observation et d'évaluation des politiques publiques dans les banlieues, octobre 1992.

D. Lapeyronnie (1991), "L'exclusion et le mépris", in: *Banlieues : relégation ou citoyenneté*, dossier spécial de: Les Temps Modernes n° 545-546, Paris, décembre 1991-janvier 1992.

H. Lefèbvre (1972), *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos.

O. Lewis (1969), *La vida – une famille portoricaine dans une culture de la pauvreté : San Juan et New-York*, Paris, Gallimard.

P. Louis et L. Prinaz (1991), *Skinheads, taggers, zulus & Co.*, Paris, La Table Ronde.

M. Maffesoli (1986), *Sociabilité et tribalisme*, in: Sociétés n° 10, Paris, septembre 1986.

M. Maffesoli (1988), *Le temps des tribus – le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens Klincksieck.

O. Masclet et M. Sélim, coord. (1992), *Au-delà des périphéries*, dossier, Journal des Anthropologues n° 49, Montrouge, Association française des anthropologues – EHESS.

E. Mingione (1991), *Fragmented Societies – A Sociology of Economic Life beyond the Market Paradigm*, Oxford UK & Cambridge USA, Basil Blackwell.

J. H. Mollenkopf et M. Castells, eds. (1991), *Dual City: restructuring New York*, New York, Russel Sage Foundation.

K. Noschis (1983), *La signification affective du quartier*, Paris, Méridiens Kincksieck.

C. Pétonnet (1979), *On est tous dans le brouillard – ethnologie des banlieues*, Paris, Gallilée.

C. Pétonnet (1982), *Espaces habités – ethnologie des banlieues*, Paris, Gallilée.

S. Roché (1993), *Le sentiment d'insécurité*, Paris, PUF.

G. Rocher (1969), *Introduction à la sociologie générale*, Paris, Points-Seuil (réédition, 1992, Québec, Éditions Hurtebise HMH Ltée).

N. Roiret (1991), *Les banlieues savent aussi sourire*, in: Actuel n° 5, mai 1991.

J. Roman, dir. (1993), *Ville, exclusion et citoyenneté. Entretiens de la Ville II*. Paris, Esprit.

L. Roulleau-Berger (1989), *Des jeunesses et des microcultures au centre et à la périphérie de l'espace urbaine*, in: AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.

L. Roulleau-Berger (1991), *La ville-intervalle – jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens-Klincksieck.

J.-C. Ruffin (1991), *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris, J.-C. Lattès.

M. Segalen (1989), *A quelles conditions un lien social peut-il se nouer dans un grand ensemble? L'exemple de Nanterre*, in: AISLF, *Le lien social – identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain*, Actes du XIII^e Colloque de l'AISLF, Genève, 29 août – 2 septembre 1988, textes réunis et édités par W. Fischer & C. Frick, Université de Genève.

C. Szlakmann (1992), *La violence urbaine – A contre-courant des idées reçues*, Paris, Robert Laffont.

Loïc J.-D. Wacquant (1993), *L'Amérique à l'envers*, in: P. Bourdieu, dir. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.

Loïc J.-D. Wacquant (1993), *The zone*, in: P. Bourdieu, dir. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.

Loïc J.-D. Wacquant (1993), *Banlieues françaises et ghetto noir américain. Éléments de comparaison sociologique*, in: M. Wieviorka, dir., *Racisme et modernité*, Paris, La Découverte.

C. Withol de Wanden et Z. Daoud (1993), *Banlieues. Intégration ou explosion ?*, Paris, Arléa.

Q. Wodon (1992), *Logement. Le droit des exclus*, Paris, Les Éditions ouvrières.

A. Zehraoui (1991), "Les cités des banlieues : idéologie, discours et réalité", in: *Banlieues : relégation ou citoyenneté*, dossier spécial de : Les Temps Modernes n° 545-546, Paris, décembre 1991-janvier 1992.

QUELQUES THESES DE MEMBRES DE L'ARCI¹

O. Carré (1985), *Formation des représentations sociales. Transformations des pratiques. Le cas d'un groupe de femmes en formation*, Lyon, Université Lyon II, 247p.

K. Coit (1976), *Silence et révoltes des usagers. Comparaison des mouvements sociaux urbains en France, en Grande-Bretagne et en Italie*, Paris, Université de Paris X, 325p.

C. Duarte (1993), *Intervention publique et dynamique sociale dans la production d'un nouvel espace de pauvreté urbaine*, Vila Pinheiros – Rio de Janeiro, et Paris, Université de Paris I, 404p.

V. Guizeli (1980), *Transformations sociales et origines du logement social en Grèce 1920-1930*, Paris, EHESS, 365p.

N. Kominos (1978), *Le support idéologique de l'architecture dans le mode de production capitaliste*, Paris, EHESS, 281p.

D. Mandon (1973), *Une ville ouvrière dans la crise culturelle*, Paris, EPHE, 455p.

M. Mantouvalou (1980), *Production de logements et rapports de pouvoir en Grèce*, Paris, EHESS, 417p.

R. Perrinjaquet (1982), *La projection architecturale relative à l'espace*, Paris, EHESS, 289p.

G. Solinis (1984), *Socio-logique de la domination urbaine. Analyse d'un cas situé dans la planification mexicaine. Étude de cas autour de la rénovation urbaine à Guadalajara. La politique urbaine au Mexique*, Paris, EHESS, 621p.

M. Stoyannidou (1982), *La transformation d'un milieu paysan en milieu urbain. Le cas d'une commune de la périphérie de Thessalonique*, Paris, EHESS, 255p.

ANNEXES

Programme de la Rencontre Liste des participants

CIVITAS
rua S. Marçal 77-79
P-1200 LISBONNE

Université de Paris 7
Institut d'études anglophones
10, rue Charles V
F-75004 PARIS

GRAP
18, rue de l'Intérieur
B-5101 LIVES-sur-MEUSE

AGURAM
2, place d'Armes
F-57000 METZ

IEDES/CECOD
Université Paris 1
165, rue St-Charles
F-75740 PARIS

Centre culturel de Grand-Vennes
Ch. des Abeilles 17
CH-1010 LAUSANNE

Unione Inquilini
Casa del Diritti Sociali
Via Tonzig 9
I-35129 PADOVA

Fédération des associations de
quartiers de Genève
Rue du Village Suisse 14
CH-1205 GENEVE

Ecole d'architecture de l'Université de
Genève - CREPU
Bd Helvétique 9
CH-1205 GENEVE

Institut de la Joventut-Generalitat
Valenciana
C. de l'Hospital 11
E-46001 VALENCIA

DSQ (Draveil, Essonne)
79, avenue Ledru-Rollin
F-75012 PARIS

Fondation pour le Progrès de
l'Homme
38, rue Saint-Sabin
F-75011 PARIS

FPH LAUSANNE
9, ch. de Longeraie
CH-1006 LAUSANNE

FPH - LAUSANNE

FPH - LAUSANNE

ARCI
1, rue du 11 novembre
F-92120 MONTROUGE

ARCI - MONTROUGE

ARCI - MONTROUGE

IREC-DA/EPFL
14, avenue de l'Eglise anglaise
CH-1001 LAUSANNE

IREC-DA/EPFL - LAUSANNE

IREC-DA/EPFL - LAUSANNE

IREC-DA/EPFL - LAUSANNE

